

L'Observateur^{ocde}

www.observateurocde.org

N° 276-277 décembre 2009-janvier 2010

Le Chili et l'OCDE

La stabilité financière suffit-elle ?

Copenhague : pas de demi-mesure

Les dépenses de santé aux États-Unis

Fiscalité et développement

L'économie d'Israël

Perspectives économiques de l'OCDE :

fiches pays

Économie Reprise en main ?



*D*EPUIS 30 ANS, NOUS NOUS ADAPTONS
CHAQUE JOUR AUX BESOINS DU MARCHÉ POUR
MIEUX ANTICIPER L'AVENIR



DANS UNE PÉRIODE DIFFICILE POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE MAIS AUSSI POUR LE TRANSPORT MARITIME, CMA CGM CONTINUE SA TRAJECTOIRE CLAIREMENT ÉTABLIE, FONDÉE SUR UN LEADERSHIP FORT, UN PROFESSIONNALISME ET UNE MOTIVATION DES ÉQUIPES SANS ÉGAL, ET UNE TOUTE NOUVELLE FLOTTE PLUS ÉCOLOGIQUE.

CMA CGM VOUS APPORTERA TOUJOURS UN SERVICE FIABLE ET DE QUALITÉ, À TERRE OU EN MER, AFIN DE CONTRIBUER AU SUCCÈS DE VOTRE ENTREPRISE.



ADVANCED SHIPPING *

POINTS DE VUE

- 2 Retour vers le futur ;
Propriété intellectuelle indienne

ÉDITORIAL

- 3 Les défis à venir Angel Gurría

EN BREF

- 4-5 Le Chili et l'OCDE : une adhésion qui marque
un tournant ; Alléger la pression fiscale ;
Verbatim ; Économie ; Haïti ; Investissement ;
Aide et climat ; Nouvel économiste en chef

ÉCONOMIE

- 7 Après la crise :
la stabilité financière suffit-elle ?
William R. White, Président du Comité
d'examen des situations économiques et des
problèmes de développement de l'OCDE
- 8 L'économie d'Israël
- 9 Au cœur de l'activité bancaire

CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 11 Changement climatique :
pas de demi-mesure
- 13 Après Copenhague : point de vue
des entreprises européennes
Philippe de Buck, Directeur général de
BUSINESSEUROPE
- 14 Économies d'énergie

SOCIÉTÉ

- 17 Les dépenses de santé aux États-Unis
Mark Pearson
- 18 Défis de dépistage ; Prévenir l'obésité
- 19 L'Asie après la crise : protection sociale et
croissance inclusive
Bart W. Édes, Directeur, division de la
Réduction de la pauvreté, de l'Égalité des
sexes et du Développement social, Banque
asiatique de développement

DOSSIER SPÉCIAL : FISCALITÉ ET DÉVELOPPEMENT

- 23 La fiscalité, levier de développement
Jeffrey Owens et Richard Carey
- 25 Fiscalité en Afrique : une ère nouvelle
Oupa Magashula, Président, Forum sur
l'administration fiscale en Afrique
- 27 Responsabilité des entreprises et fiscalité
Thomas Scheiwiller et Susan Symons,
PricewaterhouseCoopers
- 29 Prix de transfert : un défi pour les pays en
développement
Caroline Silberstein
- 32 Un nouveau contrat social ?
David McNair, Conseiller pour la justice
économique, Christian Aid
- 35 Dépenses fiscales

OCDE.ORG

- 38 L'adhésion du Chili à l'OCDE
- 39 Temps forts ; Nouvel ambassadeur ; David
Sterboul ; Discours récents d'Angel Gurría
- 40 Calendrier ; Frankie.org

LIVRES

- 41 Paix ou prospérité
Helmut Reisen
- 42 Une aide plus verte
Énergie urbaine
BON DE COMMANDE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE 2010-2011

- 49 Préparer la sortie
Jørgen Elmeskov
- 52-72 Fiches pays
- 73 Les perspectives de l'Irlande
Sebastian Barnes



Après la crise, page 7



Les dépenses de santé aux États-Unis, page 17

BANQUE DE DONNÉES

- 77 Pas pressés de fusionner ;
Recherche en entreprise
- 78-79 Indicateurs économiques
- 80 Économies rapatriées ; Baisse de régime



En couverture
Économie
Reprise en main ?

Photo :
Kai Pfaffenbach/Reuters

L'Observateur ocde

www.observateurocde.org

© OCDE 2010

Abonnement 2010 :

€69 – US\$90 – £47 – ¥9 700

ISSN 0304-3390

Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66

Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10

sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de
coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal

75775 Paris cedex 16, France

observer@oecd.org

www.oecd.org

Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke

JOURNALISTE : Lyndon Thompson

RÉDACTEURS ADJOINTS : Marilyn Achiron, Loïc Verdier

ASSISTANTE : Tatiana Novikova

MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande

ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Silvia Thompson

LOGISTIQUE : Jochen Picht

RESPONSABLE PUBLICITÉ : Mediaside

Les demandes de reproduction ou de traduction totales
ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE*

doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de
leurs auteurs et pas nécessairement celle
de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être
accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de
L'Observateur de l'OCDE » et de la date du numéro.

Les articles signés ne peuvent être reproduits ou
traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires
significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée au rédacteur
en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les
manuscrits non sollicités.

Points de vue

Votre avis nous intéresse. Écrivez-nous à observer@observer.org ou publiez vos commentaires sur www.observateurocde.org

Retour vers le futur

En tant que « vétéran » de l'OCDE, j'ai été ravi de constater, d'après les récentes déclarations du Secrétaire général, que le « progrès humain » faisait désormais partie de l'agenda de l'OCDE.

Si l'on compare la stratégie de l'OCDE pour sortir de la crise pétrolière des années 1970 (le rapport McCracken) à la Réponse stratégique de l'OCDE à la crise économique et financière d'aujourd'hui, on mesure à quel point l'OCDE a évolué au cours de ces 30 dernières années.

Mais je me demande parfois si la vitesse des changements n'a pas été si grande que l'OCDE commence à en perdre sa mémoire institutionnelle. Si c'est le cas, on pourrait y voir un danger pour son avantage comparatif : la rigueur professionnelle et l'impartialité politique. Prenons la question des « indicateurs du progrès » soulevée par le rapport Stiglitz. Dans les années 1990, l'OCDE a lancé un vaste chantier sur les « indicateurs sociaux », afin de mieux comprendre la qualité de la croissance économique. Même les indicateurs du « bonheur » – une entreprise actuelle de grande envergure de l'OCDE – étaient alors pris en compte.

Considérons maintenant la vision d'ensemble élargie qui seule permet d'aborder correctement la question du progrès humain. Le « capital humain » et le « capital social » sont certes désormais mesurables, comme l'indique un ancien conseiller économique en chef de l'OCDE, mais il faut savoir que cela n'aurait pas été possible sans les études d'avant-garde sur l'éducation réalisées dans les années 1960.

Par ailleurs, se pose la question de l'économie du savoir. La science et la technologie, moteurs de croissance économique, mais aussi sources

de risques écologiques et sociaux, sont des terrains bien connus de l'OCDE. Le point culminant en a été l'analyse du nouveau paradigme socio-économique créé par les technologies à vocation large, intégrant [Joseph] Schumpeter (« la destruction créatrice ») et [Nikolai] Kondratiev (« les vagues économiques longues ») dans les analyses de l'OCDE. Rien de cela n'aurait été possible sans les indicateurs statistiques sur la recherche-développement et la balance des paiements technologique entre pays.

Enfin, n'oublions pas non plus que le Club de Rome est né dans les couloirs de l'OCDE !

En somme, la transformation de la croissance économique quantitative en progrès humain est le défi mondial qui nous attend. Pour faire face à ce défi, l'OCDE peut s'appuyer sur son expertise analytique, éprouvée depuis longtemps.

Ron Gass
Ville d'Avray
France

Le Forum de l'OCDE 2010

Vers la reprise ? Innovation, emplois, croissance verte
26-27 mai 2010

Centre de conférences de l'OCDE, Paris
www.oecd.org/forum2010-fr

La crise économique mondiale s'atténue, mais les efforts pour susciter une vraie reprise doivent se poursuivre. Selon vous, comment parvenir à une reprise solide et durable ? Quelles solutions d'avenir l'innovation peut-elle offrir ? Comment sortir de la crise malgré le chômage élevé et les inégalités de revenu croissantes ? Comment parvenir à un accord ferme

Propriété intellectuelle indienne

L'obstacle principal aux efforts d'agences internationales comme l'OMPI, l'OCDE, etc. pour gérer les droits de propriété intellectuelle ne sera écarté que lorsque les acteurs privés décideront de s'impliquer et demanderont des initiatives collectives privées (voir « Contrefaçon et piratage : impostures, faits et chiffres », n° 262, juillet 2007).

Aujourd'hui, le manque d'initiatives dans ce domaine se fait fortement sentir. En Inde, nous avons lancé un Cadre d'innovation intégrée, de gestion des connaissances et de capital intellectuel (ou I2KIC Framework), qui permet aux entreprises de l'économie du savoir de faire mûrir leurs innovations et leurs processus de propriété intellectuelle grâce à un modèle en trois points. Les entreprises du secteur technologique, les médias, les industries du spectacle, de l'animation, des jeux vidéo et de l'édition se tournent vers ce types de cadres pour mieux gérer leur propriété intellectuelle. La motivation principale de ces efforts est d'améliorer la compréhension et le respect de la propriété intellectuelle. Les certificats de maturité dans le secteur de la propriété intellectuelle délivrés par I2KIC permettent à ces entreprises d'attirer des investisseurs du secteur des hautes technologies, soucieux de sécurité intellectuelle. Ces certificats aident les entreprises du secteur lors de ventes ou de fusions. Des concepts similaires pourraient être mis en application et promus par l'OCDE.

Ajay Batra,
commentaire publié sur www.observateurocde.org

sur le changement climatique et quelle stratégie adopter pour une croissance verte durable ? Tels sont quelques-uns des nombreux débats auxquels vous pourrez participer lors de la Semaine de l'OCDE 2010, l'événement annuel majeur de l'organisation. Plus d'un millier de personnes, issus des gouvernements, des entreprises et de la société civile du monde entier discuteront des moyens de relever les défis mondiaux actuels.

Votre avis compte.
Pour plus d'informations,
contactez
oecd.forum@oecd.org



Les défis à venir



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Nous devons renforcer nos travaux sur le développement et répondre à une crise sociale et de l'emploi qui s'accroît

L'année 2010 a commencé avec un tremblement de terre dévastateur en Haïti qui a tué plus de 100 000 personnes et a pratiquement détruit le pays. Nous tenons à exprimer notre sentiment de solidarité envers le peuple haïtien. Cette tragédie ravive le triste souvenir du tsunami, survenu juste avant la nouvelle année 2004. Rien ne peut remplacer la perte d'êtres chers.

Si un aspect positif pouvait être retenu, ce serait l'affluence de bonnes volontés du monde entier pour aider Haïti à gérer l'urgence et à rebâtir ce pays pauvre mais rempli d'énergie. Cette coopération incarne l'esprit de l'OCDE, qui contribue à aider Haïti en assurant un suivi de l'aide d'urgence et en prêtant main forte à la mise en place d'une planification adéquate, de politiques cohérentes et d'investissements publics efficaces.

Au-delà des réponses à cette immense tragédie, l'année qui vient nous réserve d'autres épreuves. La tourmente financière de 2008-2009 est peut-être passée, mais l'économie mondiale continue à plier sous le vent, avec un gonflement des déficits budgétaires dans la zone OCDE à hauteur d'environ 8 % du PIB, et une dette publique brute qui pourrait être supérieure au PIB d'ici 2011.

Les perspectives laissent escompter une reprise relativement modeste. Les bilans bancaires se sont améliorés, mais le crédit reste hésitant. La croissance de la demande proviendra essentiellement des dépenses publiques, car les dépenses des ménages et des entreprises restent faibles. Le chômage culminera à plus de 9 % et devrait dépasser les 10 % dans certains pays, aggravant la situation des finances publiques et la crise sociale. L'inflation en revanche devrait rester faible, malgré la fermeté des prix de l'énergie. Et si le commerce mondial a amorcé une reprise, il reste très inférieur à son niveau d'avant la récession.

La crise a laissé des cicatrices, et beaucoup reste à faire pour que l'économie mondiale devienne plus forte, plus saine et plus juste. Comme je l'ai dit à l'occasion de mes vœux, nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli en 2009, mais nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons continuer à travailler dur en 2010.

La crise a assombri les perspectives pour les pays en développement, où le nombre de pauvres s'est accru de 90 millions l'an dernier, et où certaines villes, déjà surpeuplées et vulnérables, ont accueilli un nombre croissant de migrants. Nous devons renforcer nos travaux sur le développement et répondre à une crise sociale et de l'emploi qui

s'accroît dans bon nombre de nos pays membres. Le nombre total de chômeurs dans la zone OCDE avoisinera 57 millions cette année, et il faudra accélérer la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail et de mesures destinées à atténuer les disparités. L'offre de soins de santé de qualité pour tous, au meilleur coût, sera aussi un défi majeur. En octobre prochain, une grande réunion des ministres de la santé de l'OCDE ouvrira des perspectives à cet égard.

L'OCDE continuera à renforcer ses instruments de lutte contre la corruption et ses cadres de gouvernance d'entreprise, notamment en développant l'idée, soumise au G8, d'une « norme mondiale » pour les économies de marché, et en poursuivant l'importante collaboration internationale qui permet de concevoir de nouveaux indicateurs du progrès pour le XXI^{ème} siècle.

Nous continuerons aussi à étudier les causes de la crise, pour permettre aux gouvernements de préparer leurs stratégies de retrait des mesures exceptionnelles prises pour y faire face. Nous devrions aussi soutenir les réformes, notamment des marchés financiers, les experts de l'OCDE ayant démontré que l'amélioration des règles prudentielles favorisant la stabilité était compatible avec une concurrence renforcée. Cela aidera les responsables publics à mettre en place les nouveaux environnements réglementaires nécessaires pour reconquérir la confiance de l'opinion et stimuler la croissance.

Cela devrait aussi contribuer à ce que les flux financiers viennent à nouveau irriguer les petites et moyennes entreprises, moteurs essentiels d'innovation. La crise a montré qu'un autre modèle de croissance économique s'imposait et que l'innovation pouvait beaucoup y contribuer. La Stratégie de l'OCDE pour l'innovation, qui sera présentée à la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE en mai 2010, donnera une impulsion bienvenue. L'innovation est indispensable à la reprise plus verte dont nous avons besoin pour réduire les émissions de carbone et promouvoir une croissance durable. L'une des grandes priorités de l'OCDE sera d'élaborer une stratégie de croissance verte pour l'avenir, ce pourquoi, entre autres, elle a été mandatée en 2009.

Pour y parvenir, il est vital d'arrêter la course du changement climatique. L'accord conclu à la conférence des Nations unies sur le changement climatique tenue à Copenhague en décembre dernier est loin d'être parfait, et l'OCDE soutient les efforts internationaux visant un résultat plus substantiel à la réunion de la COP16 qui se tiendra à Mexico cette année.

L'OCDE a le plaisir d'inaugurer l'année 2010 forte d'un nouveau membre, le Chili, qui a signé son accord d'adhésion le 11 janvier et deviendra le 31^{ème} pays membre de l'organisation. La participation du Chili enrichira nos travaux et amplifiera notre voix sur la scène mondiale. Au cours des prochains mois, nous poursuivrons les discussions d'adhésion avec quatre autres pays candidats, ainsi que notre stratégie d'engagement renforcé avec les grandes économies émergentes. Ainsi diversifiée, dynamisée et plus en phase avec les enjeux de notre temps, l'organisation aborde d'un bon pied son 50^{ème} anniversaire, dont la célébration commencera en décembre 2010.

En œuvrant ensemble à relever les défis majeurs de notre temps, nous pouvons changer la donne en 2010.

www.oecd.org/secretairegeneral
www.observeurocde.org/angelgurría

En bref

Le Chili et l'OCDE



Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría (à gauche), Mme la Présidente du Chili Michelle Bachelet et le ministre des Finances Andrés Velasco à la cérémonie d'adhésion, le 11 janvier 2010 à Santiago

Une adhésion qui marque un tournant

Le Chili deviendra le 31^{ème} membre de l'OCDE et le premier en Amérique du Sud grâce à un accord d'adhésion signé le 11 janvier à Santiago par le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría et le ministre des Finances chilien Andrés Velasco. L'adhésion du Chili sera officielle une fois l'accord d'adhésion ratifié par le Parlement.

La Présidente Michelle Bachelet a salué l'entrée de son pays à l'OCDE comme « le début d'un nouveau chemin d'avenir qui nous ouvre de nouvelles possibilités de progresser plus rapidement » sur la voie des pays développés. Pour l'OCDE, l'adhésion du Chili marque une étape importante dans sa mission de bâtir une économie mondiale plus forte, plus saine et plus juste. « La voie suivie par le Chili et l'expérience qu'il a acquise enrichiront le point de vue de l'OCDE sur les principaux problèmes qui se posent aux décideurs », a déclaré M. Gurría lors de la cérémonie de signature à Santiago. « Le Chili a maintenu un effort continu pour réformer son économie. »

Le Chili affiche une croissance économique supérieure à 5 % par an depuis 20 ans. Les

réformes sans précédent du système de retraite chilien menées au début des années 1980 ont inspiré de nombreux autres pays et, lorsque la crise a éclaté en 2008, des mesures fiscales prudentes qui avaient été prises ont donné au Chili une marge de manœuvre qui lui a permis d'engager un programme de relance soutenant la demande et l'emploi.

Voir les discours page 38. Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/chili

Alléger la pression fiscale

La récession commence à affecter les **recettes fiscales** à travers l'OCDE. Le total des prélèvements fiscaux dans la zone OCDE, stable entre 2006 et 2007, a chuté en 2008. La pression fiscale (soit le rapport entre les revenus fiscaux et le PIB) est passée de 35,8 % à 35,2 %, soit une réduction d'environ 0,5 % du PIB. La pression fiscale a probablement aussi diminué en 2009. En temps de crise, les recettes fiscales diminuent souvent proportionnellement plus que le PIB, mais cette fois-ci, beaucoup de pays de l'OCDE ont également réduit leurs impôts fin 2008 et début 2009 pour renforcer leurs économies face à la crise financière. Voir www.oecd.org/fiscalite

Verbatim

Sur la finance...

« C'est un peu comme vendre une voiture avec des freins défectueux et ensuite acheter une assurance sur l'acquéreur de la voiture. »

Phil Angelides, président de la commission d'enquête sur la crise financière aux États-Unis, réagissant à une explication du président de Goldman Sachs, Lloyd C. Blankfein, sur le fait que sa banque ait vendu des crédits hypothécaires peu fiables, tout en pariant en bourse sur la chute de leur valeur, cité dans le *New York Times*, 14 janvier 2010.

« Les banquiers pensent-ils vraiment pouvoir sortir gagnants d'un débat sur l'équité ? »

David Wessel, *Wall Street Journal*, 21 janvier 2010.

« La banque la plus ennuyeuse du monde »

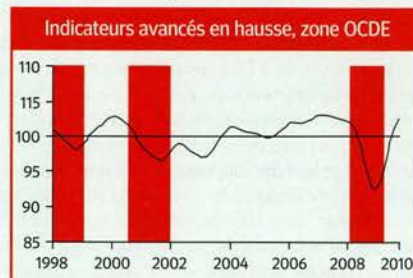
Titre d'un article de *Time* sur la prudence de la banque espagnole Santander, qui a relativement bien résisté à la crise, 18 janvier 2010.

...et le multilatéralisme

« Copenhague n'est que la preuve la plus récente que le multilatéralisme classique fonctionne de plus en plus difficilement. » Richard Haass, président du Council on Foreign Relations, *Financial Times*, 6 janvier 2010.

Économie

Les premiers signes de reprise se sont renforcés, d'après les derniers **indicateurs composites avancés**. Incluant des données comme les carnets de commande, les permis de construire et les taux d'intérêt à long terme, les indicateurs avancés de la zone OCDE et des États-Unis ont augmenté d'un point chacun en novembre 2009. Les indicateurs de la zone



Haïti

Suite au tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays en janvier, faisant plus de 100 000 morts et plus d'un million de sans-abris, le Secrétaire général Angel Gurría a offert « l'expérience et l'expertise » de l'OCDE en soutien aux efforts internationaux de reconstruction d'Haïti. « Nous travaillerons (...) avec la communauté des donateurs afin de promouvoir une aide humanitaire efficace et organisée, à court terme pour les secours d'urgence et à plus long terme pour l'effort de reconstruction et de développement, » a-t-il annoncé. « Mais nous savons que rien ne pourra remplacer la disparition des êtres aimés ni guérir les vies et esprits brisés à jamais. » Voir l'éditorial page 3, et voir www.oecd.org/secretairegeneral pour l'intégralité du discours. Voir aussi www.oecd.org/cad



Carlos Barria/Reuters

euro ont augmenté de 1,1 point en novembre, 10,9 points de plus que l'année dernière, tandis que les indicateurs du Japon ont augmenté de 1,2 points, 5,4 points de plus que l'année dernière. Le pronostic est similaire dans les pays non-membres.

Les volumes du **commerce** des marchandises des pays du G7 ont augmenté au cours du troisième trimestre 2009 après s'être stabilisés au cours du deuxième, mais restent nettement inférieurs aux chiffres de 2008. D'une année sur l'autre, les exportations ont diminué de 17,5 % et les importations de 14,6 %.

Les **prix à la consommation** de la zone OCDE ont augmenté de 1,3 % entre novembre 2008 et 2009, contre une hausse de 0,2 % en octobre 2009. Les prix à la consommation énergétique ont augmenté de 2,4 % entre novembre 2008 et 2009, après une chute de 9,2 % en octobre.

Le **chômage** dans la zone OCDE était de 8,8 % en novembre 2009, identique à octobre et supérieur de 2,1 points de pourcentage à l'année précédente. Dans la zone euro, il a atteint 10 % en novembre 2009, de même qu'aux États-Unis en décembre 2009. Au Japon, le chômage était de 5,2 % en novembre 2009, 1,2 points de pourcentage de plus que l'année précédente.

Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/statistiques

Investissement

Les **fusions et acquisitions** internationales devraient diminuer de 56 % en 2009 par rapport à 2008, la chute annuelle la plus importante depuis 1995. Bien que cette chute soit principalement due à la chute de 60 % de la valeur des fusions et acquisitions transfrontières des entreprises basées dans la zone OCDE, les premières diminutions importantes des fusions et acquisitions dans et en provenance des principales économies émergentes, comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud, ont aussi contribué à la baisse. Pour plus d'informations, voir Banque de données, page 77.

Le **Maroc** a rejoint 41 autres pays en signant la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Ce faisant, le Maroc s'engage à traiter les investisseurs étrangers et nationaux de la même façon, ainsi qu'à promouvoir un comportement responsable des entreprises. Les investisseurs marocains à l'étranger seront traités de la même manière dans les autres pays signataires, qui incluent tous les membres de l'OCDE et plusieurs États non-membres. Le Maroc a signé cette déclaration à la Conférence ministérielle MENA-OCDE à Marrakech en novembre 2009. Pour plus d'informations sur la conférence, voir page 39 de ce numéro, *L'Observateur de l'OCDE* n° 275, novembre 2009, ou www.observateurocde.org

Aide et climat

Le financement de la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays en développement était un aspect majeur de l'accord de Copenhague sur le changement climatique en décembre. À partir de début 2010, les membres du comité d'Aide au développement de l'OCDE vont évaluer et suivre l'aide au développement non seulement selon sa contribution à la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi selon sa capacité à aider les populations et les écosystèmes à y résister. Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/cad

Nouvel Économiste en chef

Pier Carlo Padoan, Secrétaire général adjoint de l'OCDE depuis 2007, a été nommé Économiste en chef de l'OCDE. Ancien professeur d'économie et conseiller du Premier ministre italien, M. Padoan a également travaillé au Fonds monétaire international de 2001 à 2005. M. Padoan conservera son poste de Secrétaire général adjoint.



David Sterbov/OCDE



EN EUROPE

COMME PARTOUT AILLEURS, ON EST LÀ POUR VOUS AIDER.

Aux quatre coins de la planète, on est là pour accompagner les projets de nos clients. Plus que jamais au cœur de l'économie, attentif aux enjeux de développement durable et équitable. Nous sommes là pour sécuriser, pour agir, pour anticiper. Résolument optimiste, engagé et responsable, notre groupe répond présent, fort de la diversité et des compétences de ses collaborateurs. Tous prêts à relever les défis d'aujourd'hui et à bâtir ensemble l'avenir.

www.societegenerale.com

163 000
collaborateurs

82 pays

30 millions
de clients

 **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

On est là pour vous aider

RÉSEAUX DE DÉTAIL & SERVICES FINANCIERS - GESTION D'ACTIFS & SERVICES AUX INVESTISSEURS - BANQUE DE FINANCEMENT & D'INVESTISSEMENT

Après la crise : la stabilité financière suffit-elle ?

William R. White, Président du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE



Brendan McDermid/Reuters

Alors que les régulateurs et les décideurs politiques continuent à réfléchir à de nouvelles règles sur les services financiers, les marchés boursiers sont en pleine expansion et les banques recommencent à verser des bonus. 2010 sera-telle l'année des bonnes résolutions ou se dirige-t-on au contraire, faute de mesures correctives, vers une nouvelle crise financière dans les mois ou les années qui viennent ?

Depuis la fin des années 1990, les questions de stabilité financière font l'objet d'une attention croissante. La crise asiatique de 1997, la faillite du fonds d'investissement *Long-Term Capital Management* (LTCM) en 1998 et la récession mondiale de la fin des années 1990 ont toutes été marquées par une spéculation dangereusement élevée et une mise en péril du fonctionnement des marchés financiers. En conséquence, de nombreuses banques centrales ont mis en place des services spécifiquement chargés de la stabilité financière, les rapports sur ce sujet se sont multipliés, et le Forum de stabilité financière a connu un regain d'intérêt.

La crise actuelle a accentué la focalisation des pouvoirs publics sur les garde-fous financiers. Ce n'est guère surprenant. Il est généralement admis que la crise a débuté sur le marché des crédits hypothécaires à

risque (*subprime*) aux États-Unis, avant de se propager à travers le monde *via* d'autres marchés financiers, comme les marchés de titres adossés à des actifs. Les efforts exceptionnels des gouvernements pour restaurer la liquidité des marchés de capitaux et recapitaliser les banques font toujours les gros titres et affectent la perception des causes sous-jacentes. Le récent renforcement du statut du Conseil de stabilité financière par les dirigeants politiques internationaux et son élargissement à l'ensemble des pays du G20 attestent de l'importance croissante accordée aux questions financières.

Et c'est une bonne chose, compte tenu du rôle indispensable d'un système financier opérationnel pour une économie de marché dynamique. Sans système adéquat pour répartir l'épargne et assurer les paiements, le progrès économique risque d'être limité. Ce raisonnement sous-tend les réglementations et les diverses formes de soutien public au système bancaire depuis au moins un siècle. Néanmoins, la prolifération des marchés financiers et le déclin relatif du crédit intermédié ces dernières années ont mis au premier plan les questions systémiques sous-jacentes. Nous savons désormais que les signes superficiels de bonne santé financière peuvent être extrêmement trompeurs. Si les acteurs du marché subissent les mêmes chocs, ont les mêmes faiblesses et les mêmes réactions, cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur le système financier dans son

ensemble et sur la sphère réelle de l'économie qu'il étaye.

La stabilité financière est donc nécessaire. Néanmoins, la stabilité des prix n'ayant pas permis précédemment de garantir la stabilité macroéconomique, la stabilité financière n'est pas non plus suffisante pour atteindre cet objectif. Si les phases d'expansion similaires à celle que nous connaissons depuis les années 1990 reposent au final sur un excès de crédit, les déséquilibres que ces phases créent vont bien au-delà d'augmentations injustifiées des prix des actifs et d'un affaiblissement potentiel du secteur financier. La dette est un facteur essentiel de la gravité de la « dépression ». Au Japon, dans les années 1990 et au-delà, ce n'est pas le secteur bancaire affaibli qui a favorisé la reprise, mais les efforts de désendettement menés par les entreprises après les excès des années 1980. Aujourd'hui, alors que les consommateurs et les entreprises examinent leurs bilans financiers, le même défi pourrait bien s'imposer aux États-Unis et au Royaume-Uni, entre autres.

Toutefois, même cet ensemble plus vaste d'effets de bilan ne rend pas entièrement compte des déséquilibres induits par une croissance excessive du crédit. L'élément le plus important est peut-être la mauvaise affectation des ressources réelles, qui pèse ensuite lourdement sur l'économie pendant la phase de récession. Dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis, la consommation et l'investissement immobilier ont tous deux atteint des niveaux sans précédent en proportion du PIB. En Chine, on a observé

Pendant la phase d'expansion, des capacités excédentaires se sont accumulées au niveau mondial dans de nombreux secteurs d'activité

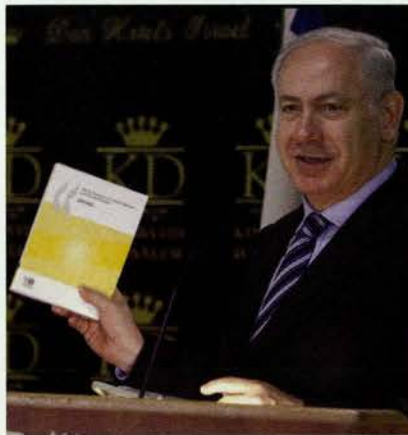
une envolée correspondante des dépenses d'investissement. Combinées, ces deux évolutions suggèrent que l'Asie se retrouve en position de produire des biens d'exportation que les acheteurs habituels ne peuvent plus se permettre d'acquérir. Et pour ajouter encore aux difficultés à venir, il apparaît clairement que, pendant la phase d'expansion, des capacités excédentaires se sont accumulées au

niveau mondial dans de nombreux secteurs d'activité – industrie automobile, services bancaires, commerce de gros, construction et sidérurgie, parmi bien d'autres.

Un certain temps sera nécessaire avant que les ressources sous-jacentes (le travail et le capital) ne soient réduites ou redéployées vers des activités plus rentables et durables. Entretemps, le potentiel productif agrégé global se réduira, et le chômage structurel augmentera. Les cycles d'expansion et de dépression déterminés par le crédit touchent tous les secteurs de l'économie, ce qui a des implications sur le plan institutionnel. Si le problème va bien au-delà de la stabilité du secteur financier, il serait plus judicieux de confier la surveillance et la prévention aux acteurs habitués à penser en termes macroéconomiques.

Aujourd'hui, cela signifie sans doute les banques centrales plutôt que les régulateurs financiers traditionnels, ce qui ne remet pas en cause l'importance majeure de ces derniers. De fait, un consensus semble émerger sur l'idée que des instruments de réglementation – tels que des normes de fonds propres et un provisionnement anticycliques – pourraient directement atténuer l'augmentation excessive du crédit et de l'effet de levier pendant les phases d'expansion du cycle économique. Toutefois, ce consensus ne doit pas empêcher d'avoir aussi recours à la politique monétaire. Des taux d'intérêt bas encouragent les agents économiques à emprunter pour financer des investissements risqués en vue d'obtenir des rendements plus élevés, et favorisent ainsi la spéculation et l'utilisation de l'effet de levier. De fait, compte tenu des coûts économiques élevés associés à ces cycles et des insuffisances connues des politiques réglementaires et monétaires, une combinaison judicieuse de tous les instruments de contrôle disponibles serait une bonne stratégie.

La prise de conscience croissante des répercussions des cycles de crédit sur l'offre et la demande mondiales met en lumière un rôle important pour l'OCDE. L'organisation se penche depuis plusieurs décennies sur les questions structurelles et sur les interactions entre l'offre et la demande. Ces recherches permettent à l'OCDE d'apporter une contribution essentielle à deux débats majeurs examinés, entre autres, par le G20 : comment sortir au mieux de la crise actuelle, et comment empêcher de telles crises à l'avenir ou en atténuer les effets ?



Le Premier ministre d'Israël, Benjamin Nétanyahou, montrant un rapport de l'OCDE

Pool/News/Reuters

L'économie d'Israël

Des politiques de l'éducation et de l'emploi plus actives, en particulier en direction des minorités, sont nécessaires pour améliorer les performances économiques d'Israël et remédier à ses profondes divisions sociales.

Telles sont les principales conclusions de *Review of Israel's Labour Market and Social Policies* (Examen des politiques du marché du travail et des politiques sociales en Israël) et d'une *Étude économique d'Israël* de l'OCDE (version française à paraître), publiés dans le contexte des négociations pour l'adhésion d'Israël à l'OCDE. L'économie israélienne a surmonté la crise, avec une croissance supérieure d'environ 0,5 % aux prévisions pour 2009.

Mais certaines faiblesses demeurent, en particulier en matière de protection sociale. Selon la *Review of Israel's Labour Market and Social Policies*, un Israélien sur cinq vit dans la pauvreté, aucun pays de l'OCDE n'atteignant un tel taux. La pauvreté touche surtout les groupes les plus jeunes et ceux qui connaissent la plus forte croissance : environ la moitié des Arabes israéliens et 60 % des Haredim (Juifs ultraorthodoxes) ont un revenu disponible inférieur à la moitié de la médiane nationale, contre un peu plus de 10 % du reste de la population. Cela reflète un faible niveau d'emploi, en particulier pour les femmes arabes et les

hommes haredis, et des retraites de base peu élevées. Les Arabes, les Haredim et les travailleurs étrangers sont ceux qui exercent la majorité des emplois précaires et/ou mal rémunérés.

Équivalant à 16 % du PIB, les dépenses publiques consacrées en Israël aux mesures sociales sont faibles par rapport à la moyenne de 21 % des pays de l'OCDE, et il semble indispensable de les augmenter pour pouvoir employer plus de personnes issues des groupes sous-représentés.

Pour ce faire, l'OCDE recommande d'investir davantage dans les mesures actives du marché du travail et de faire en sorte que, pour les travailleurs faiblement qualifiés, le travail soit préférable aux prestations. L'OCDE suggère que les pouvoirs publics créent des opportunités d'emploi équitables pour les minorités dans le secteur public et dans le secteur privé, et qu'ils assurent un meilleur respect de la législation du travail et des conditions minimales d'emploi.

En matière d'éducation, l'OCDE suggère de réduire les inégalités touchant les Arabes israéliens et d'encourager les Haredim à renforcer leurs qualifications professionnelles.

L'*Étude économique* émet également des réserves quant à l'intervention de la Banque d'Israël sur les marchés des changes et à la supervision directe de certains marchés financiers par le ministère des Finances. Elle souligne que, malgré la nécessité d'augmenter les dépenses dans certains domaines, notamment en matière de politique sociale, les autorités israéliennes devraient néanmoins alléger la dette publique et supprimer les dépenses publiques les moins efficaces. L'*Étude* formule également plusieurs recommandations de politique fiscale, en invitant à la prudence concernant les nouvelles mesures de baisse des impôts sur le revenu et sur les sociétés, et préconise de mettre fin aux dépenses fiscales non-prioritaires.

Voir www.oecd.org/israel-fr

Au cœur de l'activité bancaire

Alors que la tempête financière se calme quelque peu, l'heure est à l'évaluation complète des dégâts. Selon *Tendances des marchés de capitaux*, entre le début de la crise et octobre 2009, les gouvernements et les banques centrales des États-Unis et d'Europe ont apporté plus de 11 milliards de dollars d'aide aux banques et autres entreprises financières, sous forme d'injections de capitaux, d'achats d'actifs, de garanties et facilités d'emprunt etc. Ce chiffre ne tient pas compte des coûts économiques et sociaux plus généraux, comme les pertes d'entreprises, les suppressions d'emplois et les autres retombées de la crise. Il représente néanmoins, selon un journaliste du Dow Jones, un coût de plus 1 600 dollars par personne dans le monde.

L'action des gouvernements est-elle suffisante pour traiter la cause du problème et éviter une répétition de la pire crise depuis 50 ans ?

Selon les auteurs d'un article paru dans *Tendances des marchés de capitaux*, il faut se pencher davantage sur les structures sous-jacentes. Depuis 18 mois, l'OCDE plaide pour une séparation structurelle entre les fonctions bancaires commerciales et d'investissement. L'organisation s'est exprimée en ce sens dans de nombreuses publications, y compris les éléments présentés par le Secrétaire général au sommet du G20 de Londres.

Plusieurs publications et ouvrages antérieurs ont mis en lumière la forme légale la plus à même de parvenir à une telle séparation. Ce dernier article explique pourquoi, s'agissant des grands groupes financiers, qui semblaient si solides (« *too big to fail* ») jusqu'à la crise, la séparation des divers types d'activité doit aller de pair avec l'instauration d'un ratio d'endettement. Depuis sa publication, l'administration Obama a proposé une idée similaire avec le plan Volcker. Si cette approche semble convaincre de plus en plus de décideurs, l'article de l'OCDE préconise que davantage de gouvernements agissent en ce sens.

« Le grand public attend une réévaluation fondamentale de ce que les banques sont censées faire et de la façon dont elles se concurrencent les unes les autres. C'est le sujet tabou sur lequel les décideurs n'ont pas encore eu le temps ou la volonté de se pencher. »

Et de citer un gestionnaire de fonds de placement qui, dans un bulletin trimestriel adressé à ses clients, s'inquiétait : « en cherchant à limiter les dégâts de la prochaine catastrophe, nous nous permettons de minimiser les causes réelles du désastre et, ce faisant, nous en préparons un autre. »

Y a-t-il une solution ? Existe-t-il un meilleur moyen d'empêcher les fonctions de banque d'investissement, sujettes à fluctuations, de nuire à la stabilité des activités des banques commerciales et d'intermédiation financière qui étayent l'activité économique ?

Les auteurs pensent que oui, par le biais de règles concernant l'endettement et les structures des grands groupes financiers. Ils citent des exemples comme Santander, un établissement qui exerce d'importantes activités de banque commerciale et de structuration des produits, mais de façon équilibrée et avec des risques maîtrisés. En examinant les structures et la concurrence bancaires, tant dans les grandes banques et entreprises financières, d'une part, que dans les centaines de petites banques régionales centrées sur les prêts



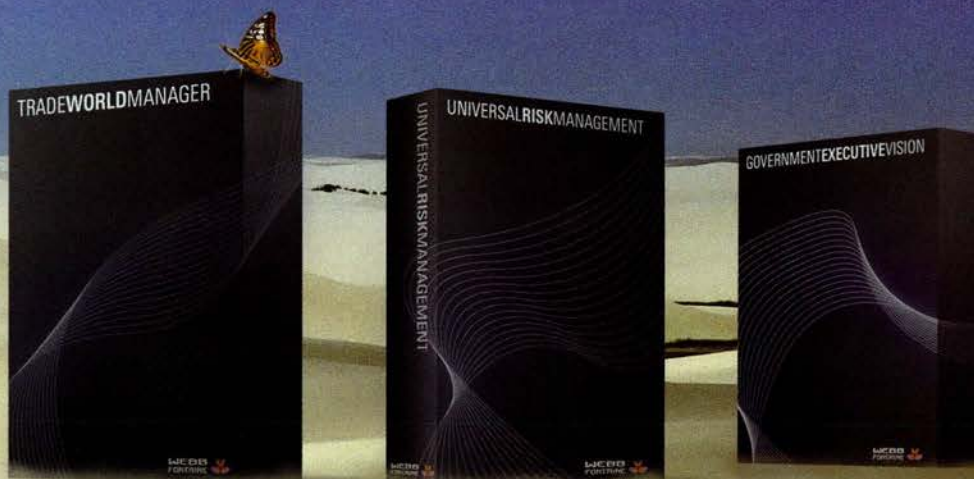
immobiliers qui ont fait faillite, qui fusionnent ou ferment, d'autre part, les auteurs montrent comment la « culture des marchés » l'a emporté sur la « culture du crédit ».

Ils évaluent en détail une panoplie de réformes possibles, en matière de comptabilité, de gouvernement d'entreprise et de normes de fonds propres, qui toutefois ne suffiraient pas à éviter une nouvelle crise. Les auteurs recommandent une stratégie combinant un ratio d'endettement permettant de réduire le risque au niveau du groupe avec de nouvelles structures de *holdings* passives afin de limiter la contagion. Une telle structure permet une séparation juridique en ce qui concerne le risque prudentiel et l'utilisation des capitaux, tout en permettant de réaliser des synergies et des économies d'échelle. En principe, la société-mère passive peut lever des capitaux en bourse et les investir en toute transparence. Ses filiales bancaires sont des entités juridiques distinctes qui ont leur propre gouvernement d'entreprise, et elles versent aux actionnaires des dividendes sur leurs bénéfices, par l'intermédiaire de la société-mère. La contagion est réduite en partie du fait que la société-mère passive ne peut pas, légalement, transférer des capitaux d'une filiale à une autre en période de crise.

En bref, comme la révision des structures de propriété aborde des problèmes de fond, elle devrait stabiliser le navire, ce qui créerait un regain de confiance. Compte tenu des tensions budgétaires et de la montée du chômage, la plupart des contribuables y seraient sans doute favorables.

Blundell-Wignall, Adrian, Gert Wehinger et Patrick Slovik (2009) « The Elephant in the Room : The Need to Deal with What Banks Do » dans *Tendances des marchés de capitaux*, octobre.

Hannon, Paul (2009) « OECD: Global Government Support For Financial System \$1.14 Trillion », dans *Dow Jones Newswires*, 13 janvier.



TRADEWORLDMANAGER Portal®

PORTAIL DU GUICHET UNIQUE POUR LES TRANSACTIONS
COMMERCIALES ÉLECTRONIQUES

Un logiciel douanier complet compatible avec le Modèle de Données de l'OMD, qui automatise toutes les procédures douanières et les opérations de transit.

Une technologie qui intègre en temps réel les documents électroniques propres à la Douane, aux agences gouvernementales de réglementation, aux autres départements des recettes, aux opérateurs économiques sur une plate-forme unique où tous ces documents sont interconnectés et qui constitue l'épine dorsale du Guichet Unique national.

UNIVERSALRISKMANAGEMENT

PLATE-FORME MULTI-AGENCES DE GESTION DU RISQUE

Permet d'évaluer le risque propre à chacune des étapes du cycle de vie d'un document électronique, grâce à des critères de risque ciblant les données de la déclaration en douane, de son manifeste ou bien de tout certificat associé au sein du Guichet Unique.

Moteur de risque qui intègre un mécanisme de Raisonnement Basé sur Mémoire (RBM) et un système d'évaluation automatique de la pertinence des critères de risque.

GOVERNMENTEXECUTIVEVISION™

ANALYSES ET STATISTIQUES EN TEMPS RÉEL

Graphes interactifs permettant de visualiser les performances et le revenu généré par chaque bureau de douane, le temps de dédouanement moyen, ainsi que les indicateurs de conformité des opérateurs du commerce.

Critères en ligne qui déclenchent des alertes par SMS ou courriel lors d'une baisse soudaine du revenu, d'un engorgement dans le processus de dédouanement ou de tout autre événement défini par l'utilisateur.

Changement climatique : pas de demi-mesure



À Copenhague, les dirigeants de la planète ont avancé ensemble sur le dossier du changement climatique. Cette année, il faudra faire davantage.

Quelle que soit la solidité des preuves scientifiques disponibles, lutter efficacement et à l'échelle mondiale contre le changement climatique reste un défi. Après des semaines de négociations et d'incertitudes, l'accord de Copenhague a été conclu *in extremis* par un petit groupe de pays. Le lendemain, la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP15) prenait note de cet accord.

Nul n'ignorait l'ampleur des difficultés, tant économiques que politiques, pour résoudre

le problème du changement climatique, et beaucoup de membres de la société civile, d'entreprises et de responsables politiques, ont été déçus par le résultat de la conférence. Mais étant donné les circonstances, le fait qu'il y ait eu un accord est un motif de soulagement, voire de satisfaction. Selon les mots du Premier ministre danois, Lars Løkke Rasmussen, qui présidait la conférence : « nous avons obtenu un résultat ».

Le fait de réunir dans une même salle les chefs d'État et de gouvernement des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre et d'obtenir qu'ils reconnaissent la nécessité « d'importantes diminutions des émissions mondiales » et « d'une coopération pour inverser aussi vite que possible la courbe des émissions nationales et mondiales », sans négliger les priorités telles que le

développement et l'éradication de la pauvreté, a été un signal fort.

« Bien que loin d'être parfait, l'accord de Copenhague représente un accord politique arraché de dure lutte », a déclaré Angel Gurría, le Secrétaire général de l'OCDE, à l'issue de la conférence. « La plupart des pays sont susceptibles de le signer et il représente, à ce titre, une étape décisive vers une action collective internationale visant à limiter les émissions mondiales et à construire des économies plus propres, plus résistantes. »

Les mesures prévues par l'accord ont été acceptées par les plus gros pays émetteurs comme par les petits États vulnérables. Ils ont exprimé ensemble une « volonté politique forte de combattre d'urgence le changement climatique en tenant compte des

responsabilités communes, mais différentes, et des capacités respectives des uns et des autres. » L'objectif final est de « stabiliser la concentration de gaz à effet de serre dans

L'OCDE soutient les efforts internationaux pour obtenir des résultats concluants à la COP16 de Mexico

l'atmosphère à un niveau qui empêcherait les interférences anthropogéniques dangereuses avec le système climatique », ce qui, d'après l'accord, limiterait la hausse de la température mondiale moyenne « à moins de 2 degrés centigrades. »

Diverses approches sont envisagées, certaines s'appuyant sur des mécanismes de marché pour améliorer le rapport coût-efficacité des réductions. L'accord reconnaît la nécessité de lutter contre la déforestation et prévoit la création d'un Fonds climatique vert pour mobiliser les financements, et d'un comité de haut niveau pour étudier les sources

potentielles de revenus, dont les financements alternatifs, afin d'atteindre les objectifs financiers. L'idée d'une aide aux pays en développement destinée à faire face au changement climatique est une caractéristique notable de l'accord : les pays développés se sont accordés sur « l'objectif de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement » et « d'apporter des ressources nouvelles et plus importantes, notamment dans le secteur forestier, ainsi que des investissements des institutions internationales à hauteur de 30 milliards de dollars pour la période 2010-2012 », qui seront destinés en priorité aux pays les moins développés, aux petits États insulaires en développement et à l'Afrique.

Plusieurs voix réclament une évaluation de la mise en oeuvre de l'accord à l'échéance 2015. Pour cela, bon nombre d'experts estiment qu'il faudrait clarifier les objectifs, les mécanismes de marché et les dispositifs de mesure, de rapports et de vérification des progrès accomplis. Les responsables politiques, les entreprises et la société civile y travailleront ensemble dans l'optique de la prochaine conférence sur le changement climatique, à Mexico en 2010. L'OCDE participe aux efforts internationaux visant à ce que celle-ci porte des fruits tangibles. « Nous comptons bien œuvrer avec le Mexique et plus largement avec la communauté internationale pour, idéalement, établir dans le cadre de la CCNUCC un accord juridiquement contraignant pour l'après 2012 », a déclaré Angel Gurría, notant que « pour obtenir cet accord, les organisations internationales ont un rôle majeur à jouer : elles devront éclairer le débat et aider les différentes parties à la négociation à parvenir à une vision commune des enjeux. »

Par exemple, s'agissant des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les analyses de l'OCDE suggèrent que, d'après les déclarations faites avant Copenhague, les pays développés ne réduiraient leurs émissions que de 18 % en 2020 par rapport aux niveaux de 1990, ce qui est inférieur aux 25 à 40 % de réduction nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, selon les scientifiques.

Les pays en développement doivent aussi faire un effort supplémentaire, et l'OCDE s'emploie à aider les pays développés comme les pays

en développement à déterminer les domaines où les émissions peuvent être réduites davantage, sans entraver la croissance. Cela signifie également qu'il faut mieux analyser les stratégies d'adaptation au changement climatique dans tous les domaines du développement économique, et chercher à aider les pays en développement à gérer les risques et à mieux résister aux conséquences possibles du changement climatique.

Concernant le financement, l'OCDE examine la manière dont les réglementations nationales peuvent fixer un juste prix au CO₂ et envoyer les bons signaux aux investisseurs privés. Si les pays développés réduisaient de 20 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 en s'appuyant sur la fiscalité et les marchés de droits d'émission fixant un prix au CO₂, ils pourraient percevoir l'équivalent de 2,5 % de leur PIB. Un montant largement suffisant pour tenir les engagements de financements publics pris à Copenhague.

Toutes ces mesures sont importantes, et elles contribuent à d'autres chantiers majeurs pour les décideurs politiques, comme l'amélioration de l'accès aux innovations technologiques, une meilleure information des consommateurs et des entreprises, et un renforcement des efforts d'adaptation.

Bien que Copenhague n'ait pas abouti aux certitudes que beaucoup attendaient, les déclarations d'objectifs et d'actions que les pays développés et en développement ont déjà faites dans le cadre de l'accord de Copenhague indiquent que la COP15 a au moins permis de faire un pas important dans la bonne direction. Le défi que doit désormais relever la communauté internationale est de tenir les promesses de réduction d'ici 2020. Cela signifie que les dirigeants mondiaux doivent respecter leurs engagements de financements pour le climat et s'entendre sur un large cadre d'action climatique pour l'après-2012. Un objectif difficile mais atteignable, et nécessaire pour un avenir durable. Cela devrait mettre les participants sur la bonne voie en attendant la COP16, dans quelques mois au Mexique. ■
R/JC

L'accord de Copenhague est téléchargeable sur www.en.cop15.dk

Voir aussi www.oecd.org/croissanceverte

Commandez dès maintenant !

Quelles politiques permettront de relever les principaux défis environnementaux à l'horizon 2030 ? Ces *Perspectives* présentent des analyses des tendances économiques et environnementales, ainsi que des simulations de politiques susceptibles de répondre aux problèmes les plus fondamentaux.

Commandez l'ouvrage sur www.oecd.org/libraire



Après Copenhague : point de vue des entreprises européennes



BUSINESSEUROPE

Philippe de Buck, Directeur général de BUSINESSEUROPE

Les entreprises européennes ont été déçues par l'accord de Copenhague sur le changement climatique. Propositions pour aller de l'avant.

BUSINESSEUROPE a été déçu par les résultats limités de la conférence de Copenhague sur le changement climatique. Les engagements nationaux qui devraient être définis d'ici fin janvier paraissent insuffisants pour faire face au phénomène à l'échelle planétaire. Les entreprises européennes vont être confrontées à des distorsions de la concurrence internationale pendant très longtemps.

Nous voulons développer de nouvelles technologies et de nouveaux procédés qui émettent peu de carbone, mais il nous sera beaucoup plus difficile d'obtenir les investissements nécessaires sans la garantie que procurent des objectifs clairs, ambitieux et équivalents de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il y a des éléments positifs dans l'accord de Copenhague. Par exemple, il prévoit des mécanismes cruciaux en matière d'adaptation au changement climatique, de déforestation et de transferts de technologies. Le « Fonds climatique vert » créé par l'accord administrera des sommes considérables, d'après les engagements généraux pris par les signataires et les contributions concrètes annoncées par les États-Unis, le Japon et l'UE pour 2010-2012. Mais les caractéristiques institutionnelles et politiques de ce fonds sont loin d'être claires. Il faut désormais rapidement concrétiser l'ensemble de ces nouveaux mécanismes, pour pouvoir progresser vers un accord véritablement mondial.

L'engagement conditionnel de l'UE de réduire ses émissions de 20 % à 30 % n'a pas entraîné d'engagements significatifs similaires de la part d'autres pays. Tandis que ceux-ci ont axé les négociations sur le cadre d'un futur régime climatique international, l'UE a mis sur la table des propositions chiffrées.

Les pouvoirs publics continueront à agir pour le climat en 2010, dans le contexte de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, dont les parties tiendront leur 16^{ème} conférence à Mexico en novembre, mais aussi dans le cadre du G20, du Forum des Économies majeures sur l'énergie et le climat, et d'autres instances internationales. Plusieurs des questions évoquées au cours de ces négociations prolongées sont essentielles pour les entreprises européennes.

Le but ultime de nos efforts doit être la fixation mondiale d'un prix des gaz à effet de serre, dans tous les pays et dans tous les secteurs, car c'est le seul moyen de parvenir à une société économiquement viable, sobre en carbone.

Équivalence : tous les pays développés doivent se fixer des objectifs financiers et quantitatifs contraignants de réduction des émissions. À cet égard, l'examen du projet de loi sur le climat par le Congrès des États-Unis cette année sera crucial. De notre côté, nous demandons aux institutions de l'UE de ne pas relever l'objectif de 20 % de réduction des émissions tant que les autres grandes économies n'auront pas pris d'engagements plus ambitieux et contraignants. L'UE doit collaborer avec ses partenaires internationaux pour s'assurer que les promesses faites à Copenhague soient aussi solides que possible et pour les analyser en profondeur une fois qu'elles auront été annexées à l'accord.

Compétitivité : il faut préserver une concurrence internationale à l'échelle mondiale et s'assurer que les secteurs industriels concernés aient des obligations équivalentes. Tant que ce n'est pas le cas, l'Europe doit continuer à accorder gratuitement une quantité suffisante de quotas d'émissions aux secteurs intensifs en carbone qui exportent beaucoup, dans le cadre de son système d'échange de quotas (SCEQE). L'UE s'en tient à l'objectif de réduction des émissions fixé à l'industrie dans le cadre du SCEQE, à savoir 21 % de 2005 à 2020. À défaut, l'action unilatérale de l'UE conduira

à des fuites de carbone, avec des pertes d'emplois en Europe et une augmentation des émissions ailleurs.

Actions dans les pays en développement : selon la CCNUCC, les pays doivent respecter les principes de responsabilité commune – mais différenciée – vis-à-vis de la protection du climat, et d'une action fondée sur les capacités de chacun. Les pays en développement avancés comme la Chine et l'Inde doivent s'engager à définir leurs propres objectifs contraignants ou politiques de réduction afin que les émissions mondiales atteignent leur pic en 2020 au plus tard.

Transparence : tous les pays, à l'exception des moins avancés, doivent établir un régime rigoureux et universel de suivi, de notification et de vérification dans tous les principaux secteurs économiques, y compris l'utilisation des terres et le boisement. Un premier petit pas a été fait dans ce sens à Copenhague, les pays en développement acceptant de publier régulièrement leurs mesures nationales d'atténuation suivant des lignes directrices internationales et de soumettre les mesures nécessitant une aide étrangère à un contrôle indépendant. Il est essentiel de poursuivre sur cette lancée. Il faut aussi établir un mécanisme de sanction strict et applicable en cas de manquement aux engagements de réduction.

Droits de propriété intellectuelle : la diffusion des technologies doit être favorisée en créant des cadres nationaux et régionaux propices, avec la participation du secteur privé, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle. Le « Mécanisme pour la technologie » prévu par l'accord de Copenhague doit être appliqué dans cet esprit.

Mécanismes de financement fondés sur le marché : comme le Mécanisme pour un développement propre établi par le Protocole de Kyoto, ces mécanismes incitent les entreprises à investir dans la réduction des émissions dans les pays en développement, et ils doivent être renforcés. Les entreprises doivent s'assurer au plus vite de l'avenir de ces mécanismes après 2012, au terme de la première phase d'engagement du protocole de Kyoto.

Ces opinions sont celles de BUSINESSEUROPE.

Voir www.businessseurope.eu

Économies d'énergie

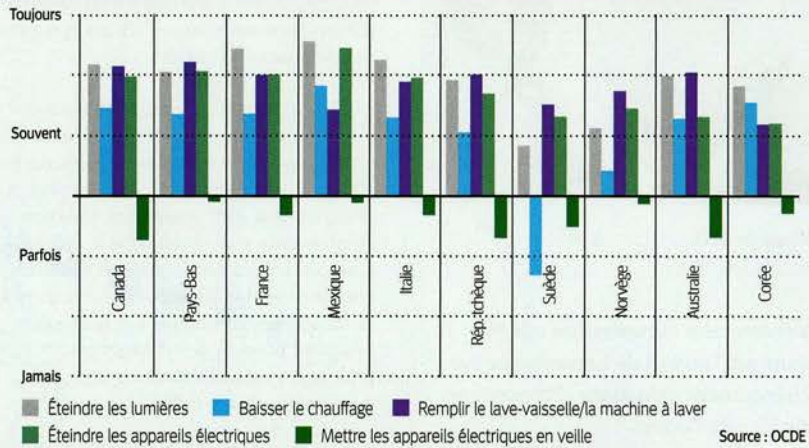
Les politiques de l'environnement peuvent changer nos habitudes quotidiennes. C'est ce que montre une enquête de l'OCDE.

Saviez-vous que les Néerlandais sont les habitants de la zone OCDE qui pensent le plus à éteindre leurs appareils électriques quand ils ne s'en servent pas ? Et que les Norvégiens ont sans doute le plus investi dans les panneaux solaires et les éoliennes ? C'est ce qu'indique, entre autres, une enquête éclairante de l'OCDE sur les comportements à l'égard de l'environnement dans 10 pays de l'OCDE et dans cinq domaines différents, dont l'énergie. L'enquête s'est appuyée sur plus de 10 000 réponses réunies en 2008.

Elle révèle que l'impact des politiques environnementales est bien réel.

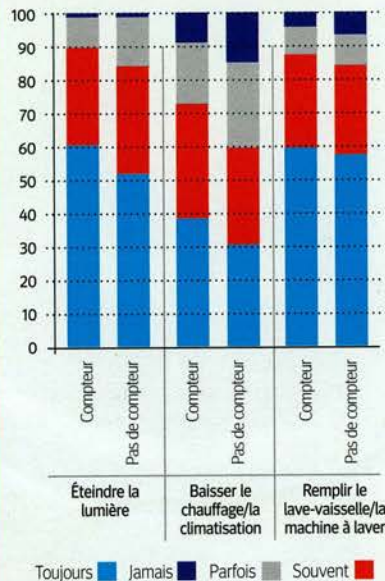
1. Fréquence des gestes pour économiser l'énergie

Réponses moyennes, entre le minimum théorique (toutes les personnes interrogées répondent « jamais ») et le maximum théorique (toutes les personnes interrogées répondent « toujours »)



2. L'effet compteur

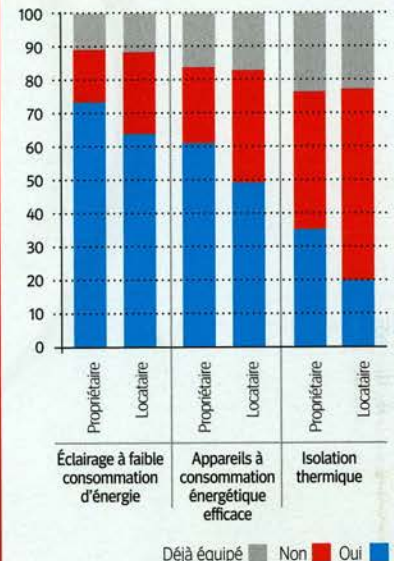
Habitudes personnelles selon la présence ou non d'un compteur électrique, 2008



Source : OCDE

3. Installations domestiques

Équipement sobre en énergie installé au cours des 10 dernières années par les propriétaires et les locataires, 2008



Source : OCDE

Les gouvernements ont pris de nombreuses initiatives pour améliorer l'efficacité énergétique et développer les énergies renouvelables. Contre le changement climatique, ils ont aidé financièrement les entreprises et les ménages à mettre en place des installations productrices d'énergies renouvelables. Ils ont aussi encouragé les consommateurs à ne pas laisser leurs appareils électriques en veille et à préférer les ampoules à basse consommation aux ampoules à incandescence. L'enquête montre que les personnes soucieuses des questions environnementales agissent en conséquence, mais indique également que celles qui sont a priori moins sensibles à ces questions changent leurs habitudes lorsqu'elles disposent des bonnes informations et des bonnes incitations.

Par exemple, selon l'enquête, rendre la consommation d'énergie payante fonctionne bien (graphique 2). Les personnes interrogées qui paient leurs consommations énergétiques tendent à être plus économes que les autres, soit en adoptant des comportements plus sobres, comme le fait d'éteindre les lumières

inutilisées, soit en investissant dans des équipements plus sobres. Les politiques qui portent sur les prix semblent particulièrement efficaces.

Les propriétaires sont plus susceptibles que les locataires d'investir dans des appareils à faible consommation énergétique et dans les énergies renouvelables (graphique 3). Il est plus probable, par exemple, qu'un propriétaire se soit pourvu d'isolation thermique ou d'une chaudière plus efficace au cours des 10 dernières années. Cela s'explique en grande partie par la possibilité pour les propriétaires de récupérer les coûts de leur investissement. Plusieurs implications politiques en découlent. Il serait possible, par exemple, d'inciter les propriétaires bailleurs à rendre leurs logements plus « verts », ou de permettre aux locataires de le faire eux-mêmes en se faisant ensuite rembourser par leurs propriétaires. Si les Français sont plus susceptibles de recevoir des aides publiques pour isoler leur logement ou utiliser des énergies renouvelables, peu de personnes interrogées disposent d'aides pour ce type d'investissement, tous pays confondus.

Un peu moins de 20 % des foyers interrogés disent « prendre des mesures spécifiques pour acheter de l'énergie renouvelable à leurs fournisseurs ». Les Pays-Bas et la Corée affichent le plus haut taux de participants choisissant d'acheter de l'énergie renouvelable à leur fournisseur d'électricité, alors que, dans des pays dont une bonne part de la consommation énergétique standard repose sur l'énergie hydroélectrique, comme le Canada ou la Norvège, ces taux sont beaucoup plus bas. L'enquête montre également que près de la moitié des participants ne sont pas prêts à payer beaucoup plus pour l'énergie verte. Près de 50 % des foyers concernés n'étaient pas prêts à payer un supplément pour utiliser de l'énergie renouvelable ; dans certains pays, seulement 25 % des participants se disent prêts à payer plus de 5 % en plus de leur facture d'électricité actuelle pour utiliser de l'énergie verte.

Plus de résultats sont disponibles sur www.oecd.org/environnement/menages. Pour plus d'informations, contactez [Ysé.Serret@oecd.org](mailto:Yse.Serret@oecd.org) ou Nick.Johnstone@oecd.org



Les systèmes intelligents démarrent avec Thales.

THALES

Les dépenses de santé aux États-Unis

Mark Pearson, Chef de la division de la Santé, direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales de l'OCDE



Jessica Rimaldi/Reuters

En 2007, les États-Unis ont consacré 16 % de leur PIB aux dépenses de santé. Cette part, de loin la plus élevée des pays de l'OCDE, est supérieure de plus de sept points de pourcentage à la moyenne de l'OCDE (8,9 %). Même la France, la Suisse et l'Allemagne, pays qui consacrent la plus forte proportion du PIB à la santé après les États-Unis, connaissent un écart de plus de cinq points de pourcentage avec ceux-ci : respectivement 11 %, 10,8 % et 10,4 %.

Toutefois, la quasi-totalité des pays de l'OCDE, à l'exception des États-Unis ainsi que du Mexique et de la Turquie, pays à revenu intermédiaire, assurent une couverture maladie à leurs citoyens. En 2007, les dépenses de santé américaines se sont élevées à 7 290 dollars par habitant, soit environ 2,5 fois plus que la moyenne de l'OCDE, à un peu moins de 3 000 dollars (corrigé des différences de niveaux de prix entre les pays). La Norvège et la Suisse ont dépensé autour de 4 500 dollars par habitant. Les Américains dépensent plus du double des pays européens relativement riches comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le vieillissement de la population ne saurait expliquer le niveau des dépenses de santé américaines. De nombreux pays européens, de même que le Japon, vieillissent beaucoup plus vite que les États-Unis. De même, les Américains ne sont pas plus susceptibles de tomber malades que les Européens ou les Japonais, même si les taux très élevés de surpoids et d'obésité coûtent déjà très cher et continueront à faire grimper les dépenses de santé dans les prochaines décennies. Depuis 1980, il y a beaucoup moins de fumeurs aux

États-Unis que dans la plupart des pays de l'OCDE. Cela devrait contribuer à améliorer la santé des Américains.

Les dépenses de santé recouvrent :

- Les dépenses relatives aux patients hospitalisés, plus élevées aux États-Unis que dans les autres pays de l'OCDE, mais moins que ce que les écarts de PIB ne laisseraient présager.
- Les dépenses en soins ambulatoires, dont les États-Unis détiennent aussi le record dans la zone OCDE. Elles y sont plus de trois fois supérieures à celles de la France, de l'Allemagne et du Japon, et augmentent très rapidement. Elles augmentent rapidement dans d'autres pays également, mais à partir d'un niveau plus faible.
- Les coûts administratifs, élevés aux États-Unis.
- Les dépenses pharmaceutiques, qui sont plus importantes aux États-Unis que dans tout autre pays, mais représentent une plus petite part du total des dépenses de santé qu'ailleurs.
- Les dépenses en soins de longue durée, un peu plus élevées que dans d'autres pays, mais proportionnellement moins importantes qu'ailleurs.

La différence principale entre les États-Unis et les autres pays de l'OCDE se situe au niveau des interventions ambulatoires non urgentes. Elles représentent un quart de l'augmentation des dépenses de santé des États-Unis entre 2003 et 2006, contre 4 % au Canada. Elles constituent une innovation importante dans l'offre de soins et sont souvent préférées par les patients à une hospitalisation, lorsqu'ils ont le choix.

Les généralistes américains sont généralement mieux payés que dans les autres pays (25 000 à 40 000 dollars de plus qu'au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada, et 60 000 dollars de plus qu'en France, bien que ces données datent de 2003-2005). L'écart est encore plus marqué pour les spécialistes. Les niveaux de revenu reflètent à la fois les tarifs pratiqués et le volume d'activité : les médecins étant souvent rémunérés à l'acte, les revenus plus élevés des médecins américains peuvent s'expliquer à la fois par des niveaux de rémunération et d'activité plus élevés que dans les autres pays. Au final, il semble néanmoins qu'une partie au moins des taux élevés de rémunération s'explique davantage par des tarifs élevés que par le volume d'activité.

Parmi les soins ambulatoires dont les coûts ont rapidement augmenté ces dernières années aux États-Unis figurent les tests diagnostiques, tels que l'imagerie par résonance magnétique (IRM) ou la tomographie par émission de positons (TEP). Des milliards de dollars sont aujourd'hui dépensés chaque année pour la réalisation de ces tests aux États-Unis.

Certaines études ont cherché à évaluer les avantages médicaux procurés par l'augmentation considérable du nombre d'examen par IRM et par TDM aux États-Unis, sans parvenir à des résultats probants.

Ce texte est un extrait de la communication écrite soumise par Mark Pearson à la Commission spéciale du Sénat des États-Unis sur le vieillissement, en septembre 2009. La communication intégrale de 2 500 mots est consultable sur le site de l'OCDE (www.oecd.org/sante) et sur www.observeurocde.org/sante

Ministérielle sur la santé Prochainement à l'OCDE

Une réunion de l'OCDE au niveau ministériel sur la santé se tiendra à Paris les 7 et 8 octobre 2010. Cette réunion, ouverte aux parties prenantes, portera entre autres sur les priorités des systèmes de santé dans le contexte de l'après-crise, sur la prévention et les investissements de long terme, ainsi que sur la mesure de la qualité des soins de santé pour améliorer les performances.

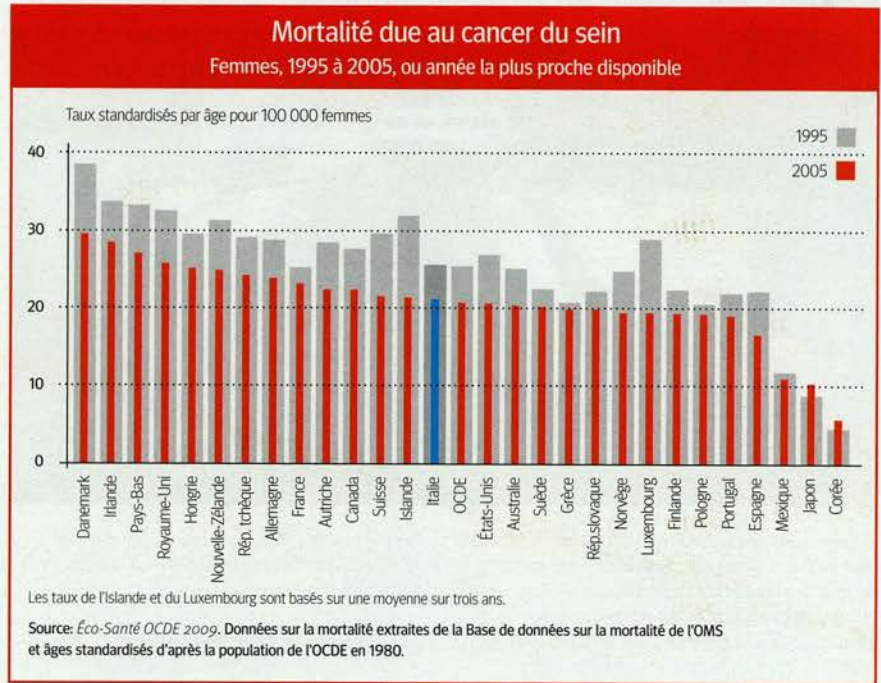
Contactez Mark.Pearson@oecd.org

Défis de dépistage

Une femme sur neuf est atteinte par le cancer du sein au cours de sa vie, et une femme sur trente en meurt. Les taux de survie augmentent, grâce à une meilleure information, des diagnostics plus rapides, de nouveaux médicaments et des traitements améliorés. Mais il existe de grandes disparités entre pays de l'OCDE en matière de dépistage. Par exemple, près de 90 % des femmes entre 50 et 69 ans se font dépister chaque année aux Pays-Bas et en Finlande, mais seulement 20 % en République slovaque et au Japon. Certains pays dont les taux de dépistage étaient bas en 2000, comme la République tchèque et la République slovaque, ont bien redressé la barre en 2006. Mais des pays actifs en la matière, comme les États-Unis, la Finlande ou la Norvège, ont perdu du terrain.

La mortalité due au cancer du sein diminue dans les pays de l'OCDE, sauf en Corée et au Japon. Leurs taux de mortalité dus au cancer du sein n'en restent pas moins parmi les plus bas de la zone OCDE, et l'augmentation de ces taux dans les deux pays reste faible.

Les disparités des taux de mortalité et de survie dans la zone OCDE suggèrent qu'il y



a encore des progrès à faire dans l'étude et la compréhension de cette maladie. Comme tous les cancers, les causes du cancer du sein et ses approches sont complexes et variées. L'OCDE

est engagée dans un projet sur le traitement du cancer en général, dont les résultats préliminaires seront publiés en 2010, avant la réunion ministérielle sur la santé d'octobre.

Prévenir l'obésité

L'extension d'habitudes alimentaires mauvaises pour la santé et de modes de vie sédentaires ont augmenté les taux de surpoids et d'obésité dans la population. Cela signifie aussi davantage de maladies chroniques, comme les maladies cardiaques et le diabète.

Entre 2007 et 2009, l'OCDE et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont entrepris une analyse économique des stratégies de prévention des maladies chroniques liées aux mauvaises habitudes alimentaires, aux modes de vie sédentaires et à l'obésité. Comme le montre le graphique, les actions les plus efficaces ont lieu dans la publicité alimentaire et les programmes scolaires, plus que dans le secteur médical. Mais les systèmes de santé peuvent avoir un plus grand impact sur l'obésité et les maladies chroniques qui y sont liées en se focalisant sur les personnes à haut risque. Les interventions ciblant des tranches d'âge plus jeunes sont efficaces sur le long terme, mais n'auront pas d'effets significatifs pendant de nombreuses années.

La plupart des mesures préventives évaluées par le projet se sont révélées financièrement efficaces, surtout comparées à des situations où aucune mesure préventive systématique n'est mise en place et où les maladies chroniques sont soignées à mesure qu'elles sont diagnostiquées. Comme la prévention ne signifie pas toujours une réduction des dépenses de santé, les gouvernements doivent

déterminer l'ampleur des ressources qu'ils souhaitent et peuvent dédier aux campagnes de prévention. De nombreuses données sur l'efficacité financière sont disponibles pour déterminer quels types de mesures seraient les plus compatibles avec leur budget.



L'Asie après la crise : protection sociale et croissance inclusive

Bart W. Edes, Directeur, division de la Réduction de la pauvreté, de l'Égalité des sexes et du Développement social, Banque asiatique de développement



Au pied du mur ?

Nguyen Huy Khanh/Reuters

Les gouvernements des pays asiatiques ont réagi à la crise mondiale en renforçant leurs politiques sociales. L'économie devrait en bénéficier.

Depuis 30 ans, les pays asiatiques en développement ont drastiquement réduit leurs taux de pauvreté. Des centaines de millions de personnes sont ainsi sorties de la misère. Mais ces deux dernières années, la crise mondiale a durement éprouvé l'Asie, amputant considérablement sa croissance. Les pays les plus touchés ont été ceux dont les exportations dépendent beaucoup des pays de l'OCDE. Certes, la croissance est revenue et devrait s'accélérer tout au long de 2010, mais elle sera nettement plus lente que ces dernières années – notamment en 2007, où elle a bondi de 9,5 %.

Si le ralentissement mondial n'a pas entraîné toute l'Asie dans la récession, il y a soit freiné soit stoppé la réduction de la pauvreté. Les personnes vivant en-dessous du seuil mondial de pauvreté, c'est-à-dire avec 1,25 dollar par jour ou moins, ont été parmi les plus touchées. Notamment les employés des secteurs exportateurs à forte intensité de main-d'œuvre, comme l'électronique, le prêt-à-porter et le textile. Les jeunes travailleurs urbains et les migrants ruraux travaillant dans les villes ont été excessivement touchés. La baisse des taux de croissance a entraîné des pertes d'emplois, une réduction du nombre d'heures de travail et des pressions à la baisse sur les rémunérations. En Asie, la plupart des chômeurs perçoivent peu de prestations – allocations chômage, assurance-maladie ou indemnités de licenciement.

De fait, une analyse de la Banque asiatique de développement (BAsD) montre que ce ralentissement pourrait conduire 80 millions de personnes supplémentaires sous le seuil de 1,25 dollar par jour en 2010. Le tassement de la croissance pourrait également faire basculer dans la pauvreté 108 millions d'individus. L'Académie des sciences sociales de Chine estime que jusqu'à 41 millions de travailleurs ont perdu leur emploi en République populaire de Chine du fait du ralentissement économique, et que le taux de chômage urbain a atteint 9,4 %. Environ 670 000 PME ont fermé, aggravant encore le chômage.

Les répercussions sociales de ce ralentissement ont affecté différemment les hommes et les femmes. Certaines femmes ont dû trouver un travail supplémentaire, souvent informel,

parfois même dégradant, pour joindre les deux bouts. Au Cambodge, par exemple, 70 000 personnes ont perdu leur emploi dans l'industrie de l'habillement. La plupart étaient des jeunes femmes avec des familles rurales à charge. Beaucoup d'entre elles ont cherché du travail dans le secteur du spectacle, plus exposé que d'autre aux risques d'exploitation ou de violences. Une étude sur les exportateurs de meubles indonésiens a mis en évidence des tendances nettement liées au genre. Les femmes étant généralement employées dans des parties du processus de production jugées moins cruciales, comme l'emballage, elles sont souvent les premières licenciées.

La réponse des gouvernements

Comme dans le reste du monde, les gouvernements des pays asiatiques en développement ont lancé des plans de relance budgétaire pour redynamiser leurs économies. Une partie de ces mesures, allant de 8,8 % de l'ensemble du plan de relance en Indonésie à 42,1 % en Géorgie, a porté sur la protection sociale, notamment sous la forme de prestations en espèces et en nature accordées aux personnes les plus affectées et les plus fragiles. Beaucoup de dépenses ainsi engagées ont été ponctuelles ou ont simplement complété des programmes sociaux existants, sans tenir compte de leur efficacité ou de leur impact. Les dépenses récentes n'ont généralement pas permis de remédier aux lacunes les plus fondamentales des dispositifs de protection sociale, telles que les inégalités de couverture et l'insuffisance du ciblage.

Cette période économique difficile a conduit les gouvernants à s'interroger sur le financement adéquat des programmes de protection sociale à l'avenir, notamment des pensions de vieillesse, des systèmes d'assurance maladie et des transferts aux plus démunis et aux invalides. De fait, il est de plus en plus largement admis que des mesures de protection sociale peuvent aider rapidement les individus les plus durement touchés par une crise économique, tout en donnant un coup de fouet à l'économie.

Ainsi, la Chine, par exemple, a récemment étendu son régime de couverture maladie aux zones rurales, mobilisant à la fois les individus, les collectivités locales et l'administration centrale pour son financement. Mais cela

reste insuffisant pour les plus démunis, en particulier en cas de catastrophe sanitaire. Ce régime a donc été complété par un nouveau programme d'assistance médicale. Le pays entend consacrer 124 milliards de dollars à la

Les systèmes de protection sociale contribuent à limiter la baisse de la demande

première phase d'une refonte du système de santé programmée sur 10 ans, et s'est fixé pour objectif une couverture santé universelle de base d'ici à 2020.

Renforcer la protection sociale

Dans les pays asiatiques en développement, l'augmentation de la prospérité globale au fil des ans s'est accompagnée d'une accentuation des inégalités, de prestations sociales médiocres, et d'un risque persistant et réel d'appauvrissement en cas de calamité – accident, maladie soudaine, perte d'emploi ou catastrophe naturelle. Les mécanismes informels de protection sociale utilisés traditionnellement dans la région se fragilisent du fait de l'évolution des structures familiales, des habitudes de travail, des valeurs culturelles et de l'urbanisation. Or, les gouvernements des pays asiatiques en développement ne consacrent que 4,3 % environ de leur PIB à la protection sociale.

Aujourd'hui, la notion de rééquilibrage est au cœur des débats dans l'Asie en développement – réduire la dépendance à l'égard des exportations vers les pays industrialisés de longue date et stimuler la consommation intérieure et les échanges intrarégionaux. Les systèmes de protection sociale contribuent à limiter la baisse de la demande en cas de repli de l'activité, et peuvent faciliter la réorientation de l'économie. Des systèmes de sécurité sociale plus fiables et plus étendus permettront de transformer en partie l'épargne de précaution accumulée dans la région en surcroît de consommation.

En outre, la protection sociale et des dépenses judicieuses d'éducation sont des investissements en termes de capital humain, essentiels à la compétitivité économique et une croissance durable. La protection sociale est

aussi un vecteur de cohésion et d'intégration sociale.

Ainsi, malgré son impact sur de nombreux pays asiatiques, le ralentissement mondial a aussi, comme les crises précédentes, engendré des idées et des mesures nouvelles. Les années qui viennent verront s'étendre les dispositifs de protection sociale, dans plusieurs pays. Des différences marquées d'orientation des politiques sociales et de priorités financières subsisteront entre pays, mais la tendance est nette, et elle s'accroît.

Voir www.adb.org

Études économiques de l'OCDE : Chine 2010

Cette étude couvre des sujets tels que la politique monétaire, les réformes financières, la réglementation des marchés des produits et la concurrence, les inégalités, le marché du travail, la sécurité des personnes âgées et le système de santé.

Bientôt disponible sur www.oecd.org/librairie



« Changement climatique



Aspects économiques de l'adaptation au changement climatique
ISBN 978-92-64-04686-3



Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030
ISBN 978-92-64-04049-6



Coûts de l'inaction sur des défis environnementaux importants
ISBN 978-92-64-04583-5



Changements climatiques dans les Alpes européennes
ISBN 978-92-64-03170-8



Les essentiels de l'OCDE Le développement durable
ISBN 978-92-64-05576-6



PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

Avec 1200 avocats en France et des partenaires dans 150 pays, FIDAL est le premier cabinet d'avocats d'affaires en France par la taille et le chiffre d'affaires.

Le cabinet offre à ses clients une triple compétence :

- Nationale au travers de 95 bureaux en France ;
- Européenne avec son bureau de Bruxelles spécialisé dans les problématiques communautaires ;
- Internationale, avec une équipe dédiée aux problématiques juridiques et fiscales de nature transfrontalière et l'appui d'un réseau de « best friends » dans 150 pays.

Huit départements spécialisés couvrent les grands domaines du droit des affaires :

Droit fiscal, Droit des sociétés, Droit et gestion sociale, Droit de la concurrence et de la distribution, Droit de la propriété intellectuelle et des technologies de l'information, Droit du patrimoine, Droit public et Règlement des contentieux.

La Direction Internationale de FIDAL rassemble 200 avocats qui assurent quotidiennement le traitement de dossiers juridiques et fiscaux de nature transfrontalière. Nos missions d'assistance et de conseil s'adressent autant à des entreprises françaises opérant à l'étranger qu'à des entreprises étrangères implantées en France ou désireuses de l'être.

CONTACTS

Nathalie Cordier-Deltour

Avocat associé, Responsable de la Fiscalité
Direction Internationale de FIDAL

Gwenaëlle Bernier

Avocat associé, Fiscalité indirecte
Direction Internationale de FIDAL

Didier Hoff

Avocat associé, Mobilité internationale
Direction Internationale de FIDAL

Jan Martens

Avocat associé, Prix de transfert
Direction Internationale de FIDAL



Paris

Espace 21, 32 Place Ronde, 92035 Paris la Défense Cedex, France

Tél. : +33 1 55 68 15 15

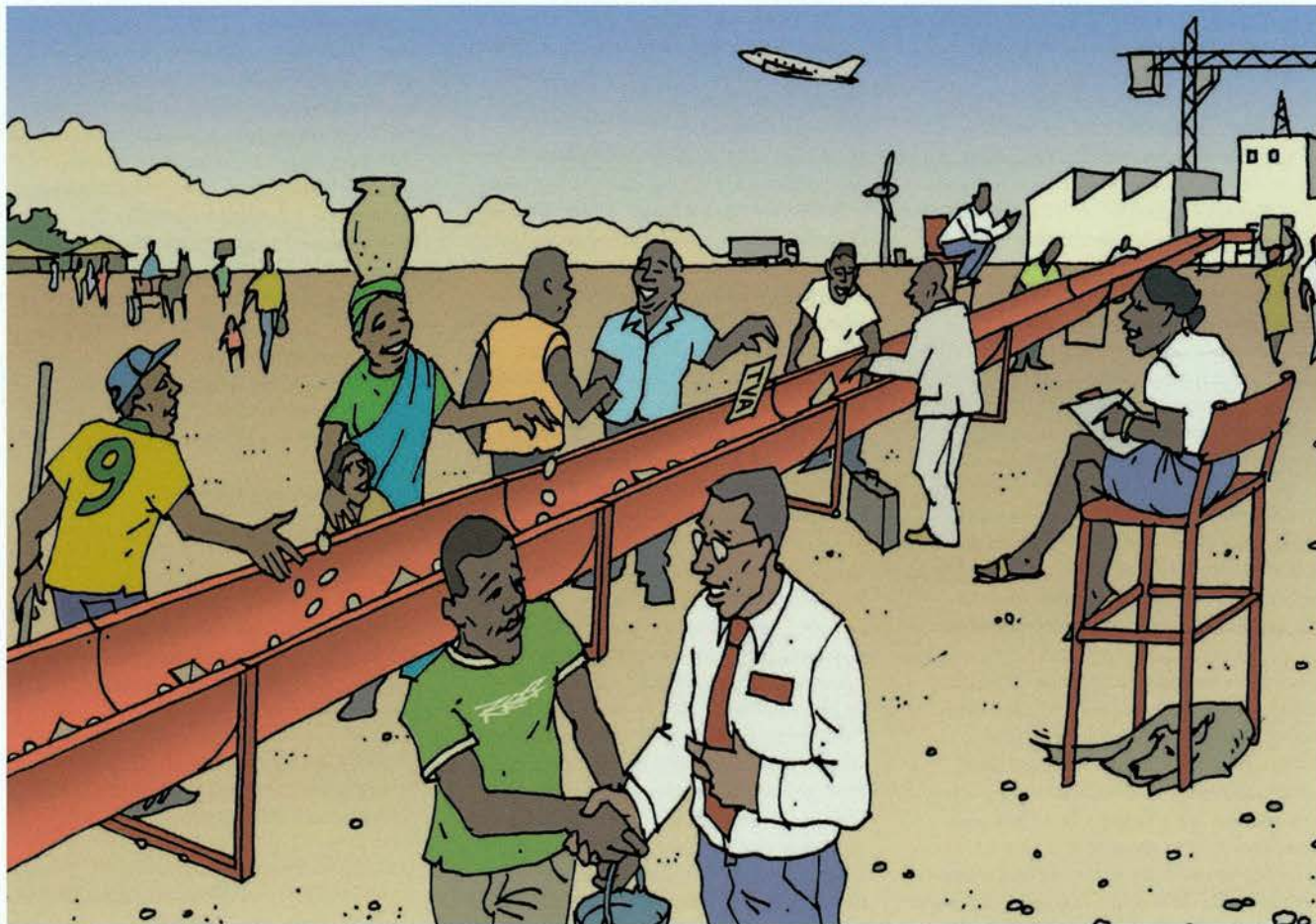
Fax : +33 1 55 68 14 00

www.fidal.fr



La fiscalité, levier de développement

Jeffrey Owens, Directeur, centre de Politiques et d'Administration fiscales de l'OCDE et Richard Carey, Directeur, direction de la Coopération pour le développement de l'OCDE



Réformer les systèmes fiscaux peut favoriser le développement en renforçant l'autonomie des gouvernements. Cela peut aussi susciter des réformes plus vastes.

Ceux qui s'efforcent de résorber les déficits dus à la crise dans les économies développées, augmentant les impôts ou réduisant les dépenses, devraient songer aux pays en développement. Pour ceux-ci, même en période de croissance, relever les défis budgétaires est une gageure.

Taux et tranches d'imposition sont des préoccupations lointaines lorsqu'on n'a pas de quoi s'offrir un système efficace de recouvrement de l'impôt, comme c'est le cas pour beaucoup de pays pauvres. Malgré leurs efforts récents pour générer des recettes, dans la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, les recettes fiscales représentent moins de 15 % du PIB, contre 35 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et 23 % en Amérique latine. Dans ces conditions, il est difficile pour un État de bien fonctionner, et plus encore de fournir des services sociaux ou d'améliorer le climat des affaires, par exemple.

Les pays en développement savent que pour bâtir une économie prospère, attirer les entreprises, créer des emplois et éradiquer la pauvreté, ils doivent renforcer leurs capacités, étoffer leurs infrastructures, lutter contre la corruption et instaurer des systèmes financiers transparents. Ils doivent aussi, à l'échelle mondiale, combattre les flux financiers illégaux et réduire l'impact des paradis fiscaux, afin de préserver leurs ressources déjà limitées.

Les recettes fiscales jouent un rôle crucial pour atteindre ces objectifs. Un cadre budgétaire stable et prévisible favorise la

croissance et, à plus long terme, réduit la dépendance envers l'aide au développement. La fiscalité est aussi liée à la « bonne gouvernance », car les systèmes fiscaux sont un vecteur d'amélioration des relations entre l'État et la société, et de renforcement de la responsabilité à l'égard des citoyens. En d'autres termes, déterminer comment prélever l'impôt est aussi important que de savoir combien il rapporte. En outre, les réformes engagées dans l'administration fiscale inspirent parfois des réformes dans d'autres domaines du secteur public. Une bonne chose pour les pays en développement qui souhaitent relancer leur processus de réforme.

Bâtir un système fiscal efficace est plus facile à dire qu'à faire. Il faut transformer les mentalités. Les citoyens ordinaires peuvent être réticents à payer l'impôt, invoquant souvent à juste titre la corruption de l'administration ou son mauvais usage systématique des fonds publics. Quant aux élites, elles pratiquent souvent l'évasion fiscale, notamment au moyen des paradis fiscaux. Enfin, il est difficile de lever l'impôt dans des économies rurales à faible revenu et au secteur informel très développé, et il faut souvent contraindre les responsables locaux à le faire.

Le contexte international pose de nouveaux défis également. La plupart des États évitent aujourd'hui de taxer les échanges, ce qui amoindrit les recettes publiques (les pays africains tirent plus de 40 % de leurs recettes des taxes sur les échanges). Trouver le juste équilibre entre un régime fiscal attractif pour l'investissement et la croissance et des recettes suffisantes pour financer les dépenses publiques est un dilemme majeur.

La mondialisation peut également exacerber les problèmes budgétaires, la mobilité internationale des capitaux compliquant leur imposition. Les grandes entreprises et les investisseurs ont renforcé leur pouvoir de négociation face aux administrations, entraînant une course au moins disant fiscal parmi les pays en développement en concurrence. Parallèlement, sous la pression de leurs partenaires commerciaux et de leurs citoyens, les États doivent garantir un système fiscal équitable et transparent. Ces défis ont engendré dans les pays en développement de nouveaux besoins en capacités, dont la

communauté des donateurs n'a pas encore pris pleinement conscience. À ce jour, la part de l'aide publique au développement allouée à l'administration des douanes et de l'impôt est très faible, de l'ordre de 0,1 % par an. Les donateurs pourraient augmenter cette part afin de donner un coup de fouet à l'adoption d'un système fiscal viable. Cette aide devrait être considérée comme un investissement dans l'avenir de ces pays.

Malgré ces défis, mais aussi *parce que* ces défis existent, le moment est opportun pour engager une réforme fiscale. L'abandon des taxes indirectes sur les échanges au profit de la TVA accroît la visibilité du système fiscal et favorise l'établissement de relations directes (et formelles) entre l'État et les petites entreprises. Nous savons désormais mieux comment simplifier les systèmes fiscaux et les rendre plus transparents, encourager la discipline fiscale et optimiser les recettes, par exemple en élargissant l'assiette d'imposition des bénéficiaires du secteur financier au lieu de taxer les transactions financières.

Un consensus international se dégage aujourd'hui autour de ces questions, soutenu par une communauté mondiale de fiscalistes de plus en plus puissants et de mieux en mieux organisés. L'appel à l'action provient de plus en plus des pays en développement eux-mêmes. En Afrique, la création du Forum africain d'administration fiscale, dirigé, géré et progressivement financé par des Africains, offre une tribune de choix pour l'apprentissage mutuel, le renforcement des capacités et le dialogue sur des questions fiscales de portée nationale et internationale.

Autre avancée, il est désormais bien établi que l'aide visant le renforcement des capacités des administrations fiscales et des douanes dans le monde en développement est de l'argent bien dépensé. Un élément important, compte tenu du bilan contrasté de l'assistance technique et de la lassitude des donateurs dans de nombreux domaines.

Avec la crise économique, le G8 et le G20 ont beaucoup progressé, avec le concours de l'OCDE, du FMI et d'autres organisations, dans la lutte contre les flux financiers illégaux, la fraude et l'évasion fiscales et les paradis fiscaux. Avec plus de 300 accords d'échange

L'aide au développement consacrée à l'administration des douanes et des impôts est de l'argent bien dépensé

de renseignements signés en 2009, plus de progrès ont été accomplis l'année dernière qu'au cours de la dernière décennie. Une centaine de pays se sont désormais engagés en faveur des normes de transparence et d'échange de renseignements et sont en passe de les appliquer. Ce chiffre augmentera rapidement, à mesure que les pays en développement interviendront directement dans le débat. La question stratégique est désormais de savoir comment aider au mieux les pays en développement à tirer parti de l'environnement international plus transparent pour renforcer leur système fiscal. S'ils y parviennent, ils amélioreront du même coup leurs perspectives de développement.

Voir www.oecd.org/fiscalite

Références

Bräutigam, Deborah, Odd-Helge Fjeldstad et Mick Morre, (2008), *Taxation and State-Building in Developing Countries, Capacity and Consent*, Cambridge University Press, Cambridge.

OCDE (2009), « Fiscalité, renforcement de l'État et aide », Note de synthèse, mise à jour en décembre 2009, Paris. Voir www.oecd.org/cad/gouvernance

OCDE (2008), *Gouvernance, fiscalité et responsabilité : enjeux et pratiques*, Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD, Paris.

Owens, Jeffrey et Richard Parry (2009), « La fiscalité sert le développement », *L'Observateur de l'OCDE* n° 273, juin 2009, voir www.observeurocde.org/fiscalite

Sur le *Global Relations Tax Programme* de l'OCDE, voir www.oecd.org/tax/globalrelations

Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE sur la fraude fiscale, voir www.oecd.org/dataoecd/25/61/44431069.pdf (en anglais uniquement)

Fiscalité en Afrique : une ère nouvelle

Oupa Magashula, Président, Forum sur l'administration fiscale en Afrique



Gouvernement sud-africain

Le Forum sur l'administration fiscale en Afrique (ATAF) est une étape décisive sur la voie d'une plus grande autonomie, d'une croissance renforcée et d'un développement social accru des pays du continent.

Si des doutes subsistaient quant au rôle de la fiscalité pour la croissance et le développement, le cas de l'Afrique les dissiperait bien vite. Pour les pays africains, le rôle essentiel des administrations fiscales n'est plus à prouver. Non seulement pour prélever les financements nécessaires aux services vitaux comme les soins de santé ou la police, mais aussi pour renforcer les institutions publiques, favoriser une bonne gouvernance et stimuler le développement économique. Des autorités fiscales efficaces, efficientes et compétentes sont absolument nécessaires pour mobiliser les ressources budgétaires nationales et fournir aux gouvernements des recettes durables et générées de manière interne. Ces dernières peuvent réduire la dépendance à l'égard de l'investissement étranger et de l'aide au développement. Les États africains acquièrent ainsi la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour déterminer leurs dépenses prioritaires, selon leurs objectifs nationaux et leurs besoins socioéconomiques propres.

Témoignage de cette conviction, 25 administrations fiscales africaines ont signé, lors d'une importante conférence à Kampala (Ouganda) en novembre 2009, un accord instituant le Forum sur l'administration fiscale africaine. Cet organisme juridique indépendant dispose de son propre Conseil et d'un siège situé en Afrique du Sud.*

Pour l'ATAF, la fiscalité concerne avant tout les gens : les citoyens d'un pays et la relation qu'ils ont avec leur État de résidence. La fiscalité affecte tous les citoyens, contribuables ou non. La manière dont les impôts sont prélevés a un impact sur la population active – salariés, grandes et petites entreprises, commerçants et consommateurs. Pour eux, ces prélèvements sont une question de coût économique, de qualité des services reçus en échange et d'avantages sociaux dont ils bénéficient en tant que citoyens. La manière dont les impôts sont dépensés a également un impact sur la vie des citoyens. Lorsque les dépenses apparaissent comme procurant des avantages concrets, en donnant à l'État les moyens de gouverner, de mener des politiques et de pourvoir aux besoins sociaux et économiques de sa population, elles contribuent également à améliorer sa légitimité et sa réactivité.

Les administrations fiscales recèlent un important potentiel de développement, de renforcement des institutions et de cohésion sociale, susceptible d'améliorer la vie quotidienne de millions d'Africains sur l'ensemble du continent. Aussi l'ATAF, aux prises avec les défis sociaux, économiques et politiques du XXI^{ème} siècle, est-elle une source d'espoir pour l'Afrique.

Les raisons stratégiques des nouvelles orientations

Avec la crise économique mondiale, il est devenu d'autant plus indispensable de mobiliser les ressources nationales pour le développement. La crise a entraîné une quasi-stagnation de l'aide au développement et a aggravé les difficultés des pays les plus petits et les plus pauvres à attirer les capitaux privés.

Pour les pays africains, la crise a souligné l'urgence d'agir sur les facteurs structurels qui entravent le développement économique et social, et de rechercher des solutions

viables au plan national. Encourager les États africains à prendre en main le contrôle de leurs programmes de développement est une approche de plus en plus populaire. Les impôts, ressources financières nationales fiables, permettront aux États africains d'être moins dépendants de l'aide publique au développement. Ils pourront ainsi déterminer leurs propres priorités en matière de développement, et les financer sans avoir à composer avec les donateurs. Les conditions que ces derniers mettent à l'aide au développement servent souvent davantage leurs intérêts que ceux des pays bénéficiaires.

Plusieurs études montrent que les pays en développement peuvent mobiliser davantage de ressources nationales. Selon le Projet du Millénaire de 2005 des Nations unies, ces pays pourraient accroître leurs recettes d'environ 4 % du PIB au cours 10 prochaines années.

L'un des défis majeurs est l'étroitesse de la base d'imposition, qui limite les recettes potentielles. Dans de nombreux pays, les recettes proviennent surtout des impôts sur les ressources naturelles, comme les redevances sur les *royalties* et les impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières et minières.

L'importance de l'économie informelle, ou souterraine, dans les pays en développement est également un manque à gagner fiscal. Ces activités vont du petit commerce informel, comme les colporteurs et les petites entreprises non déclarées, aux entreprises qui ne déclarent pas leurs bénéfices, et au trafic de drogue et à la contrebande de biens issus de la contrefaçon, entre autres activités du crime organisé.

Autre défi, la détention abusive d'actifs à l'étranger, notamment dans les paradis fiscaux. Le montant exact des pertes de recettes publiques des pays en développement du fait de la fraude, de l'évasion fiscale et du recours aux paradis fiscaux varie selon les estimations. Mais la plupart de celles-ci excèdent le niveau d'aide reçue par les pays en développement – environ 100 milliards de dollars par an.

Des fuites importantes de recettes proviennent aussi du transfert frauduleux de bénéfices vers des juridictions à la fiscalité moins lourde en

manipulant les prix de transfert, ou en mettant en œuvre une planification et une optimisation fiscale sophistiquées.

Une note de synthèse du Réseau européen sur la dette et le développement (*European Network on Debt and Development*) estime entre 500 et 800 milliards de dollars par an les fuites illicites de capitaux provenant des

Les pays en développement pourraient accroître leurs recettes publiques nationales d'environ 4 % du PIB au cours des 10 prochaines années

pays en développement. La manipulation des opérations commerciales à des fins fiscales, les activités criminelles et les versements illicites en représentant respectivement 64 %, 35 % et 5 %. Plus simplement, on indique souvent que pour chaque dollar versé au Sud dans le cadre de l'aide, plus de sept dollars reviennent au Nord par le biais de versements illicites.

L'avenir du Forum

Quel sera le rôle de l'ATAF ? Tout d'abord, celui de maintenir l'objectif de long terme d'une meilleure administration fiscale en Afrique. C'est indispensable pour espérer atteindre les objectifs de développement durable, de réduction de la pauvreté, et d'une meilleure gouvernance sur le continent. Dans ce but, l'ATAF œuvrera à la mise en place d'un Centre fiscal africain, plateforme de travail multilatéral sur la fiscalité en Afrique qui collectera des informations et des analyses, organisera des conférences de haut niveau et des séminaires régionaux, et s'efforcera de développer des bonnes pratiques grâce au partage des expériences.

Un programme de renforcement des capacités destiné à ses membres est déjà en cours. L'ATAF a également pour objectif de stimuler le dialogue au niveau africain et international, et de renforcer les liens avec des institutions universitaires en Afrique en matière d'éducation, de compétences et de recherches liées à la fiscalité.

Surtout, la mission de l'ATAF est de mobiliser plus efficacement les ressources nationales et

d'améliorer la responsabilité des États africains vis-à-vis de leurs citoyens. Les principaux sujets qui seront abordés sont la suppression des incitations accordées aux investisseurs et les questions relatives aux exonérations sur les biens et services financés par l'aide, qui ont pour effet d'affaiblir le système fiscal, d'occasionner des coûts et des complications considérables et d'ouvrir la voie à la corruption. L'égalité de traitement entre les contribuables est essentielle pour renforcer la crédibilité de l'administration des impôts, simplifier les systèmes fiscaux, élargir la base d'imposition et encourager la discipline fiscale des contribuables locaux et multinationaux.

L'ATAF devra disposer d'une infrastructure organisationnelle solide, comportant une assemblée générale composée de tous les États membres comme organe de décision suprême du Forum. Les dates de la première assemblée générale seront décidées lors de la première réunion du Conseil de l'ATAF en avril 2010. La création de l'ATAF constitue un investissement important et sera financée par les contributions des membres et par l'aide internationale destinée au renforcement des capacités et au développement de projets. Au cours des premiers stades, les donateurs se sont par ailleurs engagés à combler les besoins initiaux en financement, qui s'élèvent à près de 2 millions de dollars sur deux ans. Le lancement officiel de l'ATAF à Kampala montre clairement que les pays africains ont la ferme volonté de prendre les mesures nécessaires pour renforcer leurs capacités, moderniser leurs administrations fiscales et assurer une bonne gouvernance.

La fiscalité est l'élément vital du développement, et la voix de l'Afrique apporte une contribution essentielle au débat fiscal mondial. L'ATAF est l'expression concrète de ce que les pays en développement peuvent faire – et font effectivement – pour mobiliser leurs ressources nationales et atteindre leurs objectifs de développement.

Voir www.oecd.org/tax

* Les administrations fiscales signataires de l'accord sont celles du Botswana, du Tchad, de l'Égypte, de l'Érythrée, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Libéria, du Malawi, de la Mauritanie, de l'île Maurice, du Maroc, de la Namibie, du Niger, du Nigeria, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, d'Afrique du Sud, du Soudan, de l'Ouganda, de Zambie et du Zimbabwe.

Votre fenêtre sur l'OCDE



Un magazine primé* pour vous tenir informé des grands défis politiques, économiques et sociaux actuels.

Le magazine *L'Observateur de l'OCDE* présente une analyse détaillée, fiable et régulièrement mise à jour des principaux sujets de l'actualité économique et sociale internationale. Il constitue ainsi un excellent outil d'information pour les représentants du monde des affaires, les ONG, les universitaires et les journalistes qui souhaitent se tenir informés des débats menés par les décideurs politiques.

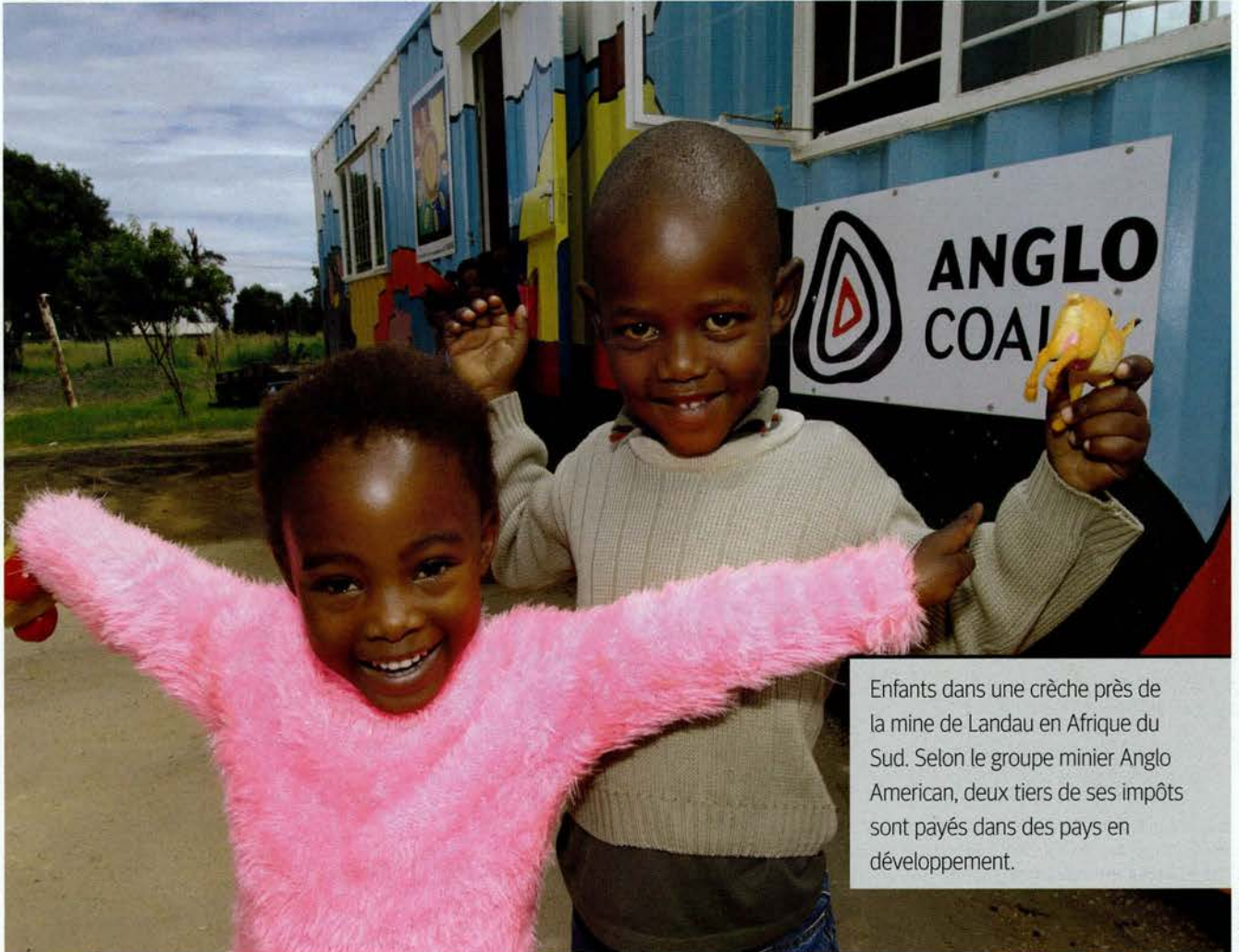
- Analyse d'experts sur des questions internationales
- Listes des réunions, ouvrages, rapports, documents de travail, etc.
- Dossiers spéciaux
- Indicateurs économiques, sociaux, environnementaux et scientifiques
- Liens, références et bibliographies
- Descriptions des nouvelles publications de l'OCDE, calendrier, etc.

L'OCDE en chiffres, un recueil de données statistiques d'une valeur de 20 €, est offert à tout nouvel abonné. Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE* sur www.oecdlibrairie.org (€69, \$90, £47, ¥9 700) ou sur www.observeurocde.org/abonnement.html (tarif spécial d'abonnement sur deux ans).

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de l'« Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.

Responsabilité des entreprises et fiscalité

Thomas Scheiwiller et Susan Symons, PricewaterhouseCoopers*



Enfants dans une crèche près de la mine de Landau en Afrique du Sud. Selon le groupe minier Anglo American, deux tiers de ses impôts sont payés dans des pays en développement.

© VisualMedia

Un certain nombre de grandes entreprises commencent à considérer la discipline fiscale comme partie intégrante de leurs responsabilités sociales. D'autres devraient suivre leur exemple.

Si l'on regarde vingt ans en arrière, on mesure combien la question de la responsabilité des entreprises a progressé. Elle est désormais intégrée à leur gestion. La santé et la sécurité en sont un bon exemple. Aujourd'hui, la santé et la sécurité des travailleurs constituent un aspect fondamental et étroitement réglementé d'un bon management. Cela a incontestablement contribué à améliorer le bien-être des salariés et à réduire le nombre

de jours de travail perdus. Mais il n'en est pas toujours allé ainsi. Il y a une vingtaine d'années, c'est tout juste si l'on considérait que cette question relevait des responsabilités fondamentales de l'entreprise. Jusqu'à ce que des accidents du travail fortement médiatisés conduisent des groupes de pression à exiger de durcir la réglementation et d'améliorer les pratiques des entreprises.

Aujourd'hui, la discipline fiscale est considérée comme l'un des éléments de la responsabilité des entreprises. La récession et la crise financière ont accru la défiance du public à l'égard des entreprises et renforcé l'intérêt pour leur transparence fiscale. Les groupes de pression redoublent d'activité. Ces

deux dernières années, nombre de rapports d'ONG et d'associations ont réclamé plus de transparence et de contrôle des pratiques fiscales des entreprises. Certaines sociétés ont pris les devants et ont intégré la discipline fiscale dans leur démarche de responsabilité.

Il n'y a pas de définition universellement acceptée de la « responsabilité des entreprises ». Pour les sociétés en pointe dans ce domaine, il s'agit de la manière dont elles créent de la valeur, aujourd'hui et à l'avenir, pour leurs actionnaires, mais aussi pour d'autres parties prenantes, dont leurs salariés, leurs clients, les pouvoirs publics et la société au sens large. Johnson and Johnson, la multinationale de produits de santé siégeant

aux États-Unis, l'indique clairement dans *Notre Credo*, un ensemble de principes de gestion suivis depuis plus de 60 ans. Dans ce Credo, la responsabilité à l'égard des actionnaires passe après celle envers les clients, les salariés et la société. L'entreprise est convaincue que ces règles représentent la clé de sa survie et procureront à ses actionnaires un rendement équitable et à long terme.

Les impôts qu'une entreprise paie aux administrations publiques sont indéniablement l'un de ses apports à la société. Fondamentalement, l'incidence d'une entreprise sur la société est triple : sociale, environnementale et économique. Le paiement de l'impôt relève clairement de la dimension économique. C'est un moyen pour l'entreprise de contribuer à la prospérité et à la stabilité. Les impôts sont une source essentielle de recettes permettant aux pouvoirs publics d'atteindre des objectifs socio-économiques. La dimension économique comprend aussi la création d'emplois et d'activités pour les fournisseurs.

Il faut toutefois souligner que les impôts sur les entreprises ne se limitent pas aux prélèvements sur les bénéfices ; ils englobent tous les autres impôts acquittés par les entreprises, comme les charges patronales et les taxes foncières, et ceux qu'elles génèrent et administrent par le biais de leurs activités économiques, comme la TVA, ainsi que les charges salariales. Nos travaux, qui s'appuient sur le Cadre de contribution fiscale totale (*Total Tax Contribution Framework*), ont montré qu'en moyenne au Royaume-Uni, les entreprises paient neuf impôts différents et en perçoivent quatre autres. Et l'impôt sur les bénéfices des sociétés représente moins de la moitié (47 %) de leur charge fiscale. En Suisse, les chiffres moyens sont de 18 impôts payés et 10 impôts perçus ; et l'impôt sur le bénéfice des sociétés représente 30,2 % des prélèvements fiscaux (voir les références).

Ce que réclament les groupes de la société civile

Certains groupes qui font campagne sur le thème de l'impôt réclament une révision des normes sur la communication d'informations. Les multinationales devraient selon eux fournir des renseignements fiscaux beaucoup plus détaillés, essentiellement sous la forme d'un compte de résultat indiquant leurs actifs et leur charge fiscale dans chacun des pays où elles sont présentes. C'est le *country-by-country*

reporting (comptes-rendus pays par pays). Les groupes de pression réclament ainsi davantage de transparence sur les tentatives d'évasion fiscale et de transfert de bénéfices par les multinationales, surtout celles qui sont basées dans des pays en développement.

À l'évidence, ces propositions requièrent des coûts et des efforts importants de la part des entreprises, ce qui peut leur poser problème. De plus, les avantages d'une comptabilité aussi détaillée pour les utilisateurs des informations financières ne sont pas évidents. Il n'est pas certain non plus que cela permette d'atteindre l'objectif d'accroître les recettes fiscales dans les pays en développement. Néanmoins, ces propositions reflètent à l'évidence le manque de confiance de la société civile dans le comportement des entreprises. Elles montrent aussi que la fiscalité est un domaine complexe, particulièrement pour les non-spécialistes.

Une transparence accrue a été la revendication principale de nombreuses campagnes sur la responsabilité des entreprises. Dans les campagnes sur les comptes-rendus pays par pays, les industries extractives ont été en première ligne. Les compagnies minières sont souvent implantées dans des pays en développement riches en ressources. Compte tenu notamment des questions de permis d'exploitation et de prix des ressources naturelles, leur discipline fiscale et leurs autres paiements aux pouvoirs publics font l'objet d'une attention particulière.

Il est donc intéressant d'étudier comment certaines compagnies minières ont relevé le défi de la transparence fiscale. Dans son *Report to Society*, Anglo American, la compagnie minière mondiale basée au Royaume-Uni, rend compte de ses paiements à l'État (impôts compris) ainsi que d'autres aspects relevant de sa responsabilité sociale. Elle indique sa contribution fiscale totale par pays, au titre de sa valeur ajoutée économique (soit la dimension économique), énumérant l'ensemble des impôts qu'elle paie et perçoit, comme l'impôt sur les bénéfices, les redevances, les cotisations patronales de sécurité sociale et les charges salariales. Elle explique les faits générateurs de ces impôts dans le cycle de vie d'un projet minier, et révèle qu'elle acquitte les deux tiers de ses impôts dans des pays en développement.

Cette forme de communication diffère nettement des comptes-rendus pays par pays,

qui se concentrent uniquement sur l'impôt sur les bénéfices et sur la charge fiscale dans les états financiers. Dans une certaine mesure, elle reflète davantage la place des impôts parmi les avantages économiques que les entreprises procurent à la société.

Nous pensons que la discipline fiscale est d'ores et déjà une question de responsabilité des entreprises. Nous suggérons que les grands groupes, s'ils ne l'ont pas déjà fait, commencent à réfléchir au rôle des impôts dans leur approche et dans leur stratégie de responsabilité. Toutes les entreprises ne prétendent pas être exemplaires dans ce domaine, mais ne pas se positionner du tout pourrait s'avérer risqué.

Nous suggérons également que les entreprises soient plus nombreuses à relever le défi de la transparence fiscale et de la communication dans ce domaine. Fournir davantage d'informations peut comporter un risque, mais peut aussi être bénéfique en termes de réputation.

*Thomas Scheiwiller et Susan Symons sont associés chez PricewaterhouseCoopers, basés respectivement à Zurich et à Londres. Ils conseillent divers clients depuis plus de 20 ans et ont mis en commun leurs compétences pour travailler sur la responsabilité des entreprises (M. Scheiwiller) et de la discipline fiscale (Mme Symons).

Voir www.pwc.com

Références

Anglo American (2008), *Report to Society*, voir www.angloamerican.co.uk

Johnson and Johnson (1943), *Our Credo*, voir www.jnj.com

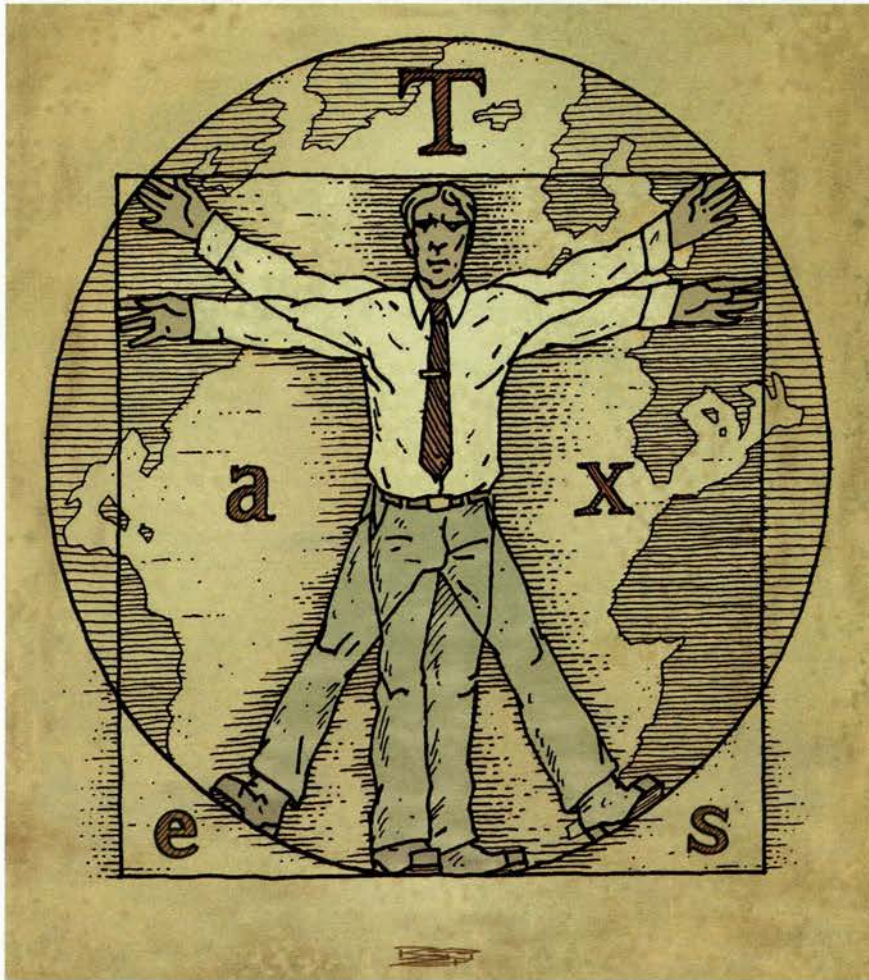
PricewaterhouseCoopers AG (2009), *Total Tax Contribution Study: How much do major companies pay in Switzerland?*

PricewaterhouseCoopers LLP (2008), *Total Tax Contribution Study for The Hundred Group of Finance Directors*.

The Task Force on Financial Integrity and Economic Development (2009), *Country-by-Country Reporting: Holding multinational companies to account wherever they are*, voir www.financialtaskforce.org

Prix de transfert : un défi pour les pays en développement

Caroline Silberstein, centre de Politique et d'Administration fiscales de l'OCDE



Aujourd'hui, la plupart des débats sur la fiscalité et les pays en développement portent sur la fuite des recettes fiscales vers les paradis fiscaux *offshore*. Mais les pays en développement doivent aussi être attentifs à la question des prix de transfert. Ils éviteraient ainsi des pertes fiscales au niveau des transactions transnationales effectuées par les multinationales. Explication.

Une grande partie des échanges mondiaux s'effectue sous la forme de transactions transnationales au sein des entreprises multinationales. Les filiales et succursales d'une même multinationale s'échangent

en effet de nombreux biens et services. Ces transactions intragroupe ne sont pas soumises aux mêmes mécanismes de marché que les transactions entre entreprises indépendantes. On parle de « transactions contrôlées ». Si les prix des transactions contrôlées sont artificiellement minorés ou majorés, ils peuvent entraîner un transfert des bénéfices imposables d'un pays à l'autre. Prenons une entreprise de boissons implantée au Mexique qui a une filiale en France. Supposons que la filiale française paie des redevances au siège mexicain en contrepartie du droit de vendre ses boissons. Des impôts sont dus en France sur la base des résultats de la filiale française. Plus les redevances payées par la filiale française sont élevées, plus les

bénéfices imposables en France sont faibles. Les autorités fiscales françaises voudront s'assurer que les redevances payées par la filiale française à son siège au Mexique ne sont pas plus élevées que celles qui seraient payées à une partie indépendante pour des droits analogues. Si le montant des redevances est trop élevé, il est possible que l'opération consiste à transférer des bénéfices hors de France afin de réduire l'impôt dû. Pour évaluer cela, les administrations appliquent le « principe de pleine concurrence »

Selon ce principe, on compare la rémunération de transactions contrôlées transnationales à la rémunération de transactions entre entreprises indépendantes dans des circonstances similaires. Le principe de pleine concurrence est aujourd'hui la norme internationale pour répartir la base d'imposition des multinationales entre les différents pays où elles exercent leurs activités. Tous les pays de l'OCDE appliquent ce principe, ainsi qu'un nombre croissant de pays non membres, comme l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Chine, l'Inde, la Russie et Singapour.

Plusieurs méthodes

La question est de savoir comment déterminer un prix de pleine concurrence. L'OCDE recense pas moins de cinq méthodes pour en établir une approximation correcte, qui sont expliquées en détails dans les Principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales (« Principes directeurs de l'OCDE sur les prix de transfert »).

Tout d'abord, la méthode du **prix comparable sur le marché libre** consiste à comparer le prix d'un bien ou d'un service transféré dans le cadre d'une transaction réalisée au sein d'une même entreprise à celui qui serait pratiqué lors d'une transaction comparable sur le marché libre. En théorie, cette méthode est la plus directe et la plus fiable, et devrait donc être privilégiée par rapport aux autres. Néanmoins, dans de nombreux secteurs, les transactions sur le marché libre satisfont rarement aux exigences de comparabilité requises. En effet, une différence apparemment mineure entre l'objet d'une transaction contrôlée et l'objet



d'une transaction effectuée sur le marché libre peut avoir une incidence sensible sur le prix et sur la fiabilité de la comparaison entre les deux. Aussi cette méthode est-elle principalement utilisée concernant les échanges de biens.

La méthode du **prix de revente** est la plus efficace dans le cas des opérations d'achat et de revente. Le point de départ est le prix auquel un produit acheté à une entreprise associée est revendu à une entreprise indépendante. On défalque ensuite de ce prix une marge sur prix de revente pour couvrir les frais de vente et autres dépenses d'exploitation, dégager un

bénéfice adéquat compte tenu des fonctions assumées, des actifs utilisés et des risques encourus par le revendeur. Le prix ainsi obtenu peut être considéré comme un prix de pleine concurrence pour le transfert initial du bien entre entreprises associées.

La méthode du **prix de revient majoré** consiste tout d'abord à déterminer les coûts supportés par le fournisseur de biens ou de services dans le cadre d'une transaction contrôlée. On ajoute ensuite une marge sur le prix de revient appropriée à ces coûts, de façon à ce que le fournisseur obtienne un bénéfice approprié compte tenu des fonctions exercées, des actifs

utilisés et des risques encourus. Cette méthode est la plus souvent utilisée dans le secteur de la sous-traitance industrielle et des services administratifs.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux marges bénéficiaires nettes. La marge nette que des contribuables réalisent lors de transactions contrôlées peut être comparée à celle perçue par les mêmes contribuables ou par d'autres à l'occasion de transactions similaires sur le marché libre. C'est la méthode **transactionnelle de la marge nette** ou **MTMN**.

Enfin, on peut comparer la répartition des bénéfices opérée dans la transaction contrôlée à celle qui serait effectuée par des entreprises indépendantes à l'occasion de transactions similaires. C'est la méthode du **partage des bénéfices**. Cette méthode convient surtout dans les cas où les deux parties à la transaction effectuent des contributions sous forme d'actifs incorporels.

Les pays de l'OCDE n'ont traditionnellement usé des méthodes fondées sur les bénéfices (MTMN et méthode du partage des bénéfices) que comme des solutions de dernier recours, lorsque les autres méthodes ne fonctionnent pas. Mais en pratique, les méthodes fondées sur les bénéfices sont aujourd'hui largement utilisées. La méthode transactionnelle de la marge nette s'avère plus simple à appliquer que les méthodes traditionnelles fondées sur les transactions, car elle est moins sensible à des différences mineures entre produits, par exemple. La méthode du partage des bénéfices se répand aussi, en partie du fait de l'importance croissante des biens incorporels dans les transactions commerciales actuelles, par exemple dans les transactions financières ou sur l'Internet, pour lesquelles il peut être difficile de trouver des transactions comparables.

C'est pourquoi l'OCDE envisage d'abandonner le statut de « dernier recours » des méthodes fondées sur les bénéfices, et préconise d'utiliser la méthode la plus appropriée à chaque cas d'espèce. Les commentaires du public ont été recueillis et de nouvelles orientations sont à l'étude (voir www.oecd.org/ctp/tp/cpm).

En pratique, l'une des principales difficultés rencontrées pour déterminer le prix de

transfert est de trouver des transactions sur le marché libre comparables aux transactions contrôlées. Cette difficulté concerne tous les pays, mais elle est amplifiée pour les pays en développement. Leurs économies étant moins importantes, elles ont moins d'entreprises à comparer.

Restructurations

L'OCDE mène actuellement un grand projet qui mérite l'attention des pays en développement : parvenir à un consensus sur l'application du principe de pleine concurrence

L'objectif des pays en développement est le même que les pays de l'OCDE : protéger leur base d'imposition sans entraver l'investissement direct étranger et les échanges transnationaux. Le principe de pleine concurrence peut les y aider.

aux restructurations qui impliquent un redéploiement transnational de certaines activités. Ces restructurations peuvent avoir des effets considérables sur la répartition des bénéfices (ou de pertes) potentiel(le)s entre les entités de l'entreprise, et influencer sur le montant de l'impôt sur les bénéfices payé dans chacun des pays où le groupe est présent. Le principe de pleine concurrence et les Principes directeurs de l'OCDE sur les prix de transfert peuvent aider à poser les bonnes questions et à trouver des solutions.

Par exemple, quelles sont les activités concernées par la réorganisation ? Y a-t-il transfert d'actifs incorporels, comme les licences et les marques déposées ? Qui doit supporter les coûts de liquidation pouvant résulter de cette réorganisation : l'entité restructurée proprement dite, la société-mère qui a pris la décision de restructuration ou le membre du groupe à qui l'activité est réaffectée ? Comment le principe de pleine concurrence s'applique-t-il en pareils cas ? L'OCDE y travaille avec les entreprises et d'autres parties prenantes depuis 2005. Un projet de rapport a été diffusé pour commentaires du public en 2008 (voir www.oecd.org/ctp/tp/br) et devrait être finalisé en 2010.

Aucune méthode n'est parfaite et les risques inhérents de litige sont évidents. Il n'est pas surprenant que, selon une enquête d'Ernst and Young en 2007-2008, 74 % des sociétés mères et 81 % des filiales de multinationales interrogées estiment que les prix de transfert joueront un rôle « très important » ou « absolument décisif » pour leur groupe dans les deux années à venir.

Reprenons l'exemple de l'entreprise de boissons mexicaine et de sa filiale française. En cas de litige avec les autorités fiscales sur le prix de pleine concurrence des redevances, le risque pour l'entreprise est que le même montant de bénéfices soit imposé deux fois – au Mexique et en France. Cette double imposition sera défavorable à l'entreprise mexicaine. Mais le Mexique comme la France prétendront, à juste titre, à leur part légitime des bénéfices de l'entreprise. Il est donc essentiel de parvenir à un consensus sur le prix de pleine concurrence auquel les autorités mexicaines et françaises, ainsi que le contribuable, peuvent se référer.

D'une manière générale, en vertu du Modèle de Convention fiscale de l'OCDE, les États concernés peuvent résoudre les problèmes de double imposition en suivant la procédure amiable (PA) qui couvre un nombre croissant de litiges fiscaux internationaux complexes, y compris d'épineux différends sur les prix de transfert (voir le *Manuel pour des procédures amiables efficaces* sur www.oecd.org/ctp/memap). Le Modèle de Convention fiscale de l'OCDE comprend désormais un processus d'arbitrage ayant force obligatoire pour les questions non résolues deux ans après la procédure amiable.

Les économies en développement sont pleinement conscientes des défis posés par les prix de transfert. Leur objectif est le même que les pays de l'OCDE : protéger leur base d'imposition sans entraver l'investissement direct étranger et les échanges transnationaux. Le principe de pleine concurrence peut les aider à atteindre cet objectif, à condition d'adapter les mesures législatives et les efforts administratifs aux ressources et aux besoins stratégiques de chaque pays. L'application du principe de pleine concurrence peut nécessiter des procédures complexes et mobiliser beaucoup de ressources, mais

les responsables publics ne doivent pas oublier que la plupart des pays de l'OCDE ont commencé modestement et ont élaboré progressivement, sur plusieurs années, leur législation et leurs pratiques en la matière. Ils s'emploient aujourd'hui encore à les améliorer. Les autorités fiscales des pays en développement qui souhaitent mettre en œuvre une législation sur les prix de transfert peuvent, dans un premier temps, se concentrer sur les transactions les plus courantes et sur les principaux secteurs de leur économie, comme l'exploitation des ressources naturelles, la production manufacturière ou encore les activités de service. Les objectifs d'application fixés doivent être réalistes compte tenu des capacités disponibles, et les règles imposées aux contribuables doivent être raisonnables eu égard à l'importance des échanges transnationaux. Des régimes dits « de protection » qui simplifient la mise en conformité avec la législation sont parfois utilisés afin d'aider les petits contribuables ou de traiter des transactions moins complexes et d'un faible montant effectuées par des multinationales.

Compte tenu de la nature universelle et parfois controversée des prix de transfert, il est important d'établir des principes admis au plan international afin d'aider chaque pays à lutter efficacement contre les transferts abusifs de bénéfices à l'étranger, tout en limitant le risque de double imposition de ces bénéfices. Telle est la raison d'être du principe de pleine concurrence. L'expérience acquise s'enrichira à mesure que grandira le nombre de pays qui l'appliquent. C'est là une étape décisive pour bâtir une économie mondiale plus forte, plus saine et plus juste.

Références

Neighbour, John (2002), « Prix de transfert : le principe de pleine concurrence », *L'Observateur de l'OCDE* n° 230, janvier 2002.

OCDE (2009), *Principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales*, Paris.

OCDE (mise à jour 2007), *Résolution des différends en matière de conventions fiscales : statistiques sur la procédure amiable*, voir « Prix de transfert » sur www.oecd.org/ctp-fr

Un nouveau contrat social ?

David McNair, Conseiller pour la justice économique, Christian Aid



David Rooney

La fiscalité est davantage prise en compte dans les débats sur le développement.

La façade du bâtiment de l'*Internal Revenue Service* à Washington DC arbore une citation du poète, auteur et juge américain, Oliver Wendell Holmes : « Les impôts sont le prix à payer pour une société civilisée ». C'est la perspective d'améliorer la gouvernance par le biais des recettes publiques qui est importante pour la société civile, et chacun a son rôle à jouer.

Pour se comporter en citoyennes responsables, les entreprises doivent payer leur juste part d'impôts en toute transparence. Or, Christian Aid estime que les entreprises qui fraudent le fisc font perdre aux pays en développement jusqu'à 160 milliards de dollars par an, soit plus que le budget mondial d'aide au développement.

Des associations de la société civile telles que le *Tax Justice Network* font depuis longtemps campagne pour instaurer une norme

comptable internationale. Intégrée à des rapports pays par pays, cette norme donnerait un aperçu mondial des activités financières des entreprises, des pays dans lesquels elles réalisent des bénéfices et de ceux où elles paient des impôts.

Étudiée par l'OCDE et soutenue par le gouvernement britannique, une telle norme améliorerait la transparence des entreprises à l'égard des autorités fiscales et de la société civile, notamment sur la question parfois complexe des prix de transfert.

L'insertion d'une telle norme dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales permettrait de faire de la transparence du paiement de l'impôt un pilier de la responsabilité des entreprises.

La société civile a un rôle à jouer pour que les gouvernements rendent compte de la manière dont ils prélèvent et dépensent les recettes publiques. Pour investir dans le contrat social, il faut en percevoir clairement les avantages

Les entreprises qui fraudent le fisc font perdre aux pays en développement jusqu'à 160 milliards de dollars par an

et savoir que chacun paie sa part. Dans les pays en développement, un nombre croissant d'organisations locales, bien au fait de leurs systèmes fiscaux, suivent de près les budgets publics et les dépenses.

Par exemple, en Afrique occidentale, des associations de la société civile se sont récemment rencontrées pour discuter de la nature de leurs systèmes fiscaux dans le cadre d'une réunion intitulée « Pas de représentation sans imposition », reconnaissant l'importance de la fiscalité dans le processus démocratique. Le thème principal de cette conférence était le besoin de transparence au niveau national et international.

Les gouvernements, quant à eux, doivent être plus transparents dans leurs modes de prélèvements et dans leurs dépenses, afin que leurs décisions puissent être contrôlées. Notamment s'agissant des incitations fiscales aux entreprises, destinées à attirer les investissements. En réalité, beaucoup de ces incitations apportent peu d'avantages économiques au pays et ouvrent la voie à des abus.

La transparence est particulièrement importante pour les entreprises qui extraient du pétrole, de l'or et d'autres minerais.

C'est un domaine prioritaire pour le réseau international *Publish What You Pay*. Par exemple, des contrats miniers mal négociés et peu transparents ont empêché les gouvernements africains de bénéficier de la forte hausse des prix des produits de base en 2008 et ont limité leur capacité à modifier leurs législations fiscales nationales.

Organisations multilatérales et donateurs ont un rôle à jouer pour aider les pays en développement à lever des recettes. Le partage d'expertise entre autorités fiscales est essentiel, et affecter l'aide à la création de systèmes fiscaux plus efficaces, transparents et stables serait un investissement stratégique à long terme.

De même, les gouvernements devraient avoir accès aux informations sur les particuliers et les sociétés qui détiennent des avoirs dans des

paradis fiscaux, afin de mieux identifier ceux qui échappent au fisc. Des progrès notables ont été accomplis, mais les organisations de

Un nombre croissant d'organisations locales, bien au fait de leurs systèmes fiscaux, suivent de près les budgets publics et les dépenses

la société civile réclament un élargissement rapide des accords conclus, afin que les pays en développement soient associés à un véritable accord multilatéral.

Un engagement dans le sens d'un échange automatique d'informations pertinentes permettrait de s'assurer que ces informations soient effectivement transmises en temps voulu et épargnerait aux autorités fiscales d'innombrables acrobaties bureaucratiques. Augmenter les recettes dans les pays en

développement ne sera pas facile, mais leur permettra, à long terme, de tracer leur propre voie de développement. Car ce n'est que lorsque les gouvernements dépendent de l'activité économique de leurs propres citoyens, particuliers ou entreprises, qu'ils agissent réellement dans leur intérêt. C'est en cela que réside le contrat social. C'est le défi à relever pour quiconque souhaite jouer son rôle.

Références

Voir www.christianaid.uk.org

Voir www.irs.gov

Lambrechts, K. (eds.) (2009), *Breaking the curse: How transparent taxation and fair taxes can turn Africa's mineral wealth into development*, Third World Network Africa, Tax Justice Network Africa, ActionAid International, Christian Aid.



royalystat[®]

Royalty Rates for Licensing Intangibles

RoyaltyStat is the premier database of royalty rates and license agreements for the transfer of intangibles.

You can find comparable license agreements in our database and determine an arm's length range of royalty rates to support your affiliate transactions.

RoyaltyStat's clients include the tax authorities of Australia, Belgium, Canada, Denmark, Norway, United States, and South Africa.



Évaluer une hypothèse

En 1995 l'OCDE a publié son rapport sur les "principes applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales", dont l'objet est de fournir des indications générales sur l'application du principe de pleine concurrence aux transactions entre entreprises associées. Ce rapport ne recouvre pas, toutefois, l'application du principe de pleine concurrence aux transactions entre un établissement stable (ES) et le siège de l'entreprise ("opérations internes" à l'entreprise); sujet qui figure pourtant au centre de bien des débats dans les cercles de la fiscalité internationale.

Les modalités d'attribution des bénéfices à un établissement stable selon le modèle OCDE

Un projet commencé dans les années 1990 aboutit, en juin 2008, à la publication du rapport OCDE sur l'Attribution des bénéfices aux Établissements stables. Ce dernier contient une nouvelle méthode de détermination des bénéfices imputables à un ES, appelée "Approche autorisée de l'OCDE" (AAO).

L'idée fondamentale dans cette nouvelle approche est la suivante: les bénéfices qui doivent être attribués à un ES sont ceux que cet ES aurait réalisés en situation de pleine concurrence, c'est-à-dire si il était une entreprise juridiquement distincte et séparée, indépendante, accomplissant des fonctions comparables dans des conditions similaires à celles de l'ES. À cette fin, l'AAO repose sur deux étapes successives :

- Première étape: identifier les activités poursuivies par l'ES par l'intermédiaire d'une analyse fonctionnelle et factuelle – en application des indications sur l'analyse de comparabilité fournies par le rapport de 1995 (voir ci-dessus). Cette analyse doit partir de l'hypothèse que l'ES est une entreprise distincte

et indépendante du siège capable d'entreprendre des activités, d'acquérir et d'utiliser des immobilisations, de supporter le risque, de rentrer dans des relations commerciales avec les autres démembrements de l'entreprise. Reconnaissance des "opérations internes" à l'entreprise, donc, qui a été la source de bien des débats. En particulier à la lumière du paragraphe 3 de l'article 7 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, lequel est généralement interprété comme interdisant la reconnaissance pleine et entière des "opérations internes" dans la détermination des bénéfices imputables à un ES.

- Deuxième étape: lorsque les opérations internes à l'entreprise sont reconnues, la détermination du prix des transactions correspondantes doit suivre les méthodes fournies par le rapport de 1995 sur la détermination des prix de transfert.

L'AAO renvoie donc *in fine*, en raison de multiples références, aux méthodes propres aux prix de transfert telles que développées dans le rapport OCDE de 1995. Toutefois, en raison des révisions profondes de l'article 7 du modèle OCDE impliquées par cette nouvelle approche, un processus en deux étapes a été retenu par l'OCDE :

- D'abord une révision de l'article 7 du modèle OCDE, à l'occasion de la révision du modèle en 2008, qui se limite aux conclusions du rapport de 2008 qui sont conformes à la version actuelle de cet article, en particulier en ce qui concerne une reconnaissance limitée des "opérations internes" à l'entreprise.
- Puis une révision, actuellement en cours, de l'article 7 du modèle OCDE visant à permettre l'entière application de l'AAO. La dernière version du projet de révision a été soumise aux commentaires du public le 24 novembre 2009, dans

l'espoir d'être incorporée dans les modifications du modèle prévues pour 2010.

L'AAO et le modèle de convention fiscale des Nations Unies (modèle ONU).

Le comité d'experts des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale, à l'occasion d'une réunion en octobre 2009, a décidé de ne pas introduire l'AAO dans la prochaine révision du modèle. Il a considéré que l'AAO rentrait en conflit direct avec le paragraphe 3 de l'article 7 du modèle ONU, alors que la version actuelle de ce dernier article reste pertinente et appropriée dans le contexte propre au modèle OCDE.

L'AAO et les prix de transfert – quelles perspectives d'avenir?

Ces évolutions récentes suggèrent que le domaine des prix de transfert – qui représente déjà une part importante des problèmes rencontrés aujourd'hui par les multinationales et les administrations fiscales – risque de s'étendre au-delà de son domaine naturel, à savoir les transactions entre entreprises associées. Avec l'AAO, les méthodes de détermination des prix de transfert concernent aussi les opérations internes à une entreprise (siège et succursale étrangère). En revanche, la manière dont cette nouvelle approche va être concrètement mise en œuvre, que ce soit dans le cadre du processus en deux étapes retenu par l'OCDE, ou à la lumière des réticences exprimées par le comité des experts de l'ONU, reste pour le moins incertaine.



Dépenses fiscales

Dans tous les pays de l'OCDE, l'administration collecte des recettes et redistribue cet argent public, souvent sous la forme de dépenses obligatoires allouées à des programmes sociaux d'éducation ou de santé. Le système d'imposition inclut généralement des « dépenses fiscales » – c'est-à-dire des dispositions qui permettent à certaines catégories de contribuables, comme les dirigeants de petites entreprises, les retraités, les mères qui ont un emploi ou encore les personnes ayant réalisé certaines actions, telles que des dons à des œuvres caritatives, de payer moins d'impôts.

Les dépenses fiscales varient selon les pays. L'Allemagne, par exemple, y a consacré 0,76 % de son PIB en 2006, alors que la part de l'Espagne représentait 4,6 % de son PIB.

Le recours aux dépenses fiscales par les gouvernements se répand de plus en plus. L'Espagne, par exemple, comptait 139 dépenses fiscales en 2008 et 149 en 2009. À une époque où de nombreux budgets nationaux ressentent la pression du vieillissement de la population et de la récession économique, il est crucial d'éviter les programmes gouvernementaux inefficaces, en particulier ceux qui ont recours aux dépenses fiscales.

Cet ouvrage explique l'utilisation des dépenses fiscales, principalement à travers une étude de dix pays de l'OCDE : le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis. En mettant l'accent sur les tendances-clés et les pratiques qui fonctionnent, cet ouvrage peut aider les administrations et le public à mieux comprendre certains

aspects techniques et politiques des dépenses fiscales.

Les dépenses fiscales dans les pays de l'OCDE, ISBN 978-92-64-07691-4



EN LIGNE

Base de données sur les prix de Transfert

La première source d'information sur les prix de transfert

Contenu par pays

- Vue d'ensemble de l'impôt sur les sociétés
- Imposition des dividendes et abattements
- Imposition des actionnaires non-résidents
- Régime des prix de transfert
- Le principe de pleine concurrence
- Documents requis
- Jurisprudence pertinente
- Transactions spécifiques entre entreprises associées
- La politique conventionnelle d'un Etat sur les prix de transfert
- Mise en application et contentieux
- Texte et dispositions pertinentes

Autres sujets

- Rapport sur les prix de transfert de diverses organisations internationales
- Articles d'actualité provenant de revue spécialisées
- Dictionnaire des termes particuliers aux prix de transfert

Pays couverts

Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine (Rep. Pop.), République Tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Japon, Corée (Rep.), Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Singapour, Slovaquie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay.

Format: En ligne

Pour plus d'informations, un essai de 7 jours gratuit, ou pour commander, veuillez visiter www.ibfd.org. Ou écrire un courriel à customerservice@ibfd.org ou tel.: +31-20-554 0176.



IBFD, Your Portal to Cross-Border Tax Expertise

064TP/A04/H/F

Recession provides tough stress test for global transfer pricing rules

Multinationals planning for economic recovery need to redraw their transfer pricing policies in the new environment.

«Sponsored statement»

Many transfer pricing systems have come under unprecedented stress as companies and revenue authorities around the world deal with the impact of the severe economic downturn and the subsequent modest recovery, a recent report from KPMG's Global Transfer Pricing Services group concludes. Tax authorities—under pressure to provide revenue to their governments—are demanding additional documentation from formerly profitable companies that achieved losses and, therefore, paid less tax, KPMG partners and professionals indicate in the report, "Planning for the Recovery – Examining Transfer Pricing in the Current Environment and Beyond."

"The economic events of 2008 and 2009 have dramatically tested the entire transfer pricing system—a system that

was developed over a period of increasing globalization and prosperity," said Steven Fortier, global leader of KPMG's Global Transfer Pricing Services practice and principal of KPMG LLP, the U.S.-based audit, tax and advisory firm.

"Multinational companies must deal with the difficult business conditions, new guidance and heightened enforcement from

The global downturn has confronted transfer pricing practitioners with a host of challenges

Steve Fortier, KPMG (Chicago)

tax authorities, as well as their own current practices, to re-evaluate transfer pricing policies in the new and different economic environment," he added.

Further, Fortier said that to meet increasingly stringent tax authority requirements, corporate taxpayers will need to find new ways to demonstrate that prices charged for inter-group transactions are appropriate. The report, which addresses some of the critical transfer pricing issues that companies and their tax departments will continue to face in the coming years, is based on research and insights from leading KPMG transfer pricing professionals around the world.

About KPMG International

KPMG is a global network of professional firms providing Audit, Tax and Advisory services. We operate in 146 countries and have 140,000 people working in member firms. The independent member firms of the KPMG network are affiliated with KPMG International Cooperative ("KPMG International"), a Swiss entity. Each KPMG firm is a legally distinct and separate entity and describes itself as such.



Benchmarks difficult to find

According to the KPMG report, a key challenge during the transfer pricing audit process has been the lack of comparable transactions to act as benchmarks for intra-group commerce, as economic activity around the world slowed.

"The problem has been felt acutely in the area of third-party benchmarks," said Fortier. "For example, there is a lag in the availability of publicly available financial data, meaning that the full impact of the recession on company profitability is difficult to assess contemporaneously," he explained. "Furthermore, certain companies that may have been used historically as benchmarks may have been acquired or gone bankrupt during the recession, which would reduce the pool of benchmarks and potentially lead to 'survivor bias' in the financial results."

APAs under pressure

Advanced pricing agreements (APAs), often considered clear solutions to transfer pricing issues, have also come under strain, the report concluded. APAs are binding contractual agreements, the terms of which are fixed while the agreement is in force. This means that companies wanting to change agreements because of market changes, falling prices, or revenue losses, may find it difficult to adjust or terminate APAs that no longer match business realities. "Taxpayers should expect an aggressive approach to their transfer pricing if they do not comply with an executed APA," Fortier said. "That said, understanding the relevant tax authority's views on APAs is important for companies in, or expecting to enter, an APA in the current environment." ■

«Sponsored statement»

KPMG report released on transfer pricing

The report cited in this release is "Planning for the Recovery - Examining Transfer Pricing Issues in the Current Environment and Beyond".

Articles in the report deal with such issues as: the implications of the economic downturn and recovery for common inter-company structures, the defense of transfer pricing arrangements in the recession, and the ability of taxpayers to mitigate issues with existing advance pricing arrangements.

The full document is available at: www.kpmg.com/recoveryplanning

L'adhésion du Chili à l'OCDE



Alex Ibanez/OCDE

Michelle Bachelet, Présidente du Chili, accueille Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Le Chili va devenir le 31^{ème} pays membre de l'OCDE. C'est un événement mémorable, comme en témoignent ces extraits des discours prononcés à Santiago du Chili, le 11 janvier 2010, par Michelle Bachelet, Présidente du Chili et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, après la signature par la République du Chili de l'accord d'adhésion à la Convention de l'OCDE.

Mme la Présidente Michelle Bachelet :
« La joie légitime et sincère » dont je parle s'accompagne aussi d'un sentiment de satisfaction et de fierté, car bien que cet accord [d'adhésion] ne marque que le début d'une collaboration entre le Chili et les États membres de l'OCDE, il est aussi un signe éclatant de reconnaissance des progrès accomplis par notre pays durant ces années de liberté et de démocratie pour tous les Chiliens. L'évolution observée ces 20 dernières années revêt un caractère historique. Le Chili est sorti du sous-développement et avance avec assurance sur la voie qui lui permettra d'accéder d'ici quelques années au statut de pays développé. Mais l'intégration à l'OCDE est beaucoup plus qu'un signe de reconnaissance. C'est surtout, comme Angel Gurría l'a fait observer, le début d'un nouveau chemin d'avenir qui nous ouvre de nouvelles possibilités de progresser plus rapidement vers ce développement tant désiré. L'adhésion à l'OCDE aidera le Chili à faire un saut qualitatif s'agissant des politiques publiques et de la modernisation de l'État. En tant que Membre de l'OCDE, le Chili œuvrera,

aux côtés des économies les plus avancées du monde, à la recherche de solutions à apporter aux principaux défis auxquels nous sommes confrontés notamment sur le plan économique, social et environnemental, défis qui sont par essence mondiaux (...)

Mes amis, l'adhésion à l'OCDE ne signifie pas que le Chili cesse d'être ce qu'il est, à savoir un pays d'Amérique latine, un pays démocratique et un pays tourné vers le progrès. Le Chili apportera à l'OCDE la perspective d'un pays du Sud, à revenu moyen, doté d'une expérience singulière du progrès économique et social, dans un cadre démocratique et respectueux des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Toutefois, je crois que notre adhésion montrera aussi au monde qu'il existe en Amérique latine des pays comme le Mexique, le Chili et nombre d'autres, qui progressent avec assurance vers des sociétés non seulement plus démocratiques mais aussi plus développées et plus inclusives. Et cette avancée des économies émergentes d'Amérique latine sera l'un des événements positifs des premières décennies du XXI^{ème} siècle (...)

Je souhaiterais conclure en lançant à appel à tous les enfants de cette terre, notre patrie, pour qu'ils apprennent à valoriser ce que nous avons construit. Parce que le Chili d'aujourd'hui n'est pas le même qu'il y a 20 ans ; il était alors impensable d'accéder à ce forum. Et parce que, tous ensemble, nous avons atteint ce résultat, dans un climat de liberté et de démocratie (...)

M. le Secrétaire général Angel Gurría :
L'adhésion du Chili à l'OCDE intervient à un moment où la coopération internationale revêt une importance grandissante. (...)

La voie suivie par le Chili et l'expérience qu'il a acquise enrichiront le point de vue de l'OCDE sur les principaux problèmes qui se posent aux décideurs. Le Chili s'est lancé dans un long processus de réforme de son économie. Depuis près de deux décennies, il s'est progressivement doté d'un ensemble solide d'institutions démocratiques, et il est parvenu à combiner une croissance économique vigoureuse avec une amélioration de la protection sociale. Cette expérience sera un atout pour l'OCDE dans la recherche de solutions à des problèmes communs comme l'inégalité ou la couverture et la viabilité des systèmes de retraite. (...)

Le processus d'adhésion à l'OCDE favorise en soi les réformes. Ces deux dernières années, le Chili a procédé à une analyse complète et approfondie de ses politiques, pratiques et institutions économiques, sociales et environnementales et a pris des mesures importantes dans plusieurs domaines. (...)

Le temps est venu d'écrire un nouveau chapitre sur la gouvernance économique mondiale et la coopération internationale. Il est temps aussi de construire une économie plus forte, plus saine et plus juste. Il faut maintenant rechercher et promouvoir de nouvelles sources de croissance, expérimenter de nouvelles idées sur le plan de l'innovation, élaborer de nouvelles mesures en faveur de l'emploi, agir pour réduire les inégalités et promouvoir de nouvelles stratégies pour une croissance verte. L'OCDE est honorée de se lancer dans cette nouvelle entreprise avec le Chili comme nouveau partenaire et pays membre.

Comme l'a dit Gabriel Garcia Marquez, « ce n'est pas parce qu'on vieillit que l'on cesse de rêver, mais plutôt parce qu'on cesse de rêver que l'on vieillit ». Le Chili est un pays jeune et l'OCDE est une jeune organisation : poursuivons ensemble nos rêves !

Voir l'intégralité de ces discours sur www.oecd.org/discours
Voir également www.oecd.org/chili

Temps forts

« Plus que de mettre de l'huile dans les rouages des affaires, c'est tromper les citoyens », a dit Gary Locke, le Secrétaire au Commerce des États-Unis à une conférence de Transparency International, au siège de l'OCDE à Paris, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption et du 10^{ème} anniversaire de la Convention contre la corruption de l'OCDE, en décembre dernier. Voir www.oecd.org/corruption-fr

Le problème de la corruption a été abordé à la conférence ministérielle MENA-OCDE à Marrakech, au Maroc, en novembre. Les ministres de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et l'OCDE se sont engagés à poursuivre leur coopération. La Déclaration de Marrakech sur l'investissement et la gouvernance a été adoptée. Voir www.oecd.org/daf/investissement/declaration et www.oecd.org/mena

Les *Perspectives économiques en Afrique 2009*, l'une des principales publications du Centre de développement de l'OCDE a reçu le prix « Interactive Media Award » (IMA) pour son site internet. Le site, développé par l'agence interactive Liquidlight, a reçu la note maximale de 100 points dans les 5 critères d'évaluation, y compris le design et le contenu. Les juges comprenaient des représentants du New York Times, de Microsoft, de Time Inc., d'American Express Company et de Hill & Knowlton. Voir www.africaneconomicoutlook.org et www.interactivemediaawards.com

Nouvel ambassadeur

1^{er} février 2010 Ivan Sramko succède à Jana Kotová en tant qu'ambassadeur de la République slovaque.

David Sterboul



Jeune photographe à l'OCDE, David est décédé en novembre 2009. Nous exprimons nos condoléances à sa famille et à ses proches.

Discours récents d'Angel Gurría

Pour une liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours

Deuxième Forum économique international « Amérique Latine et Caraïbes »

25 JANVIER 2010
Discours d'ouverture, Paris, France.

Adhésion du Chili à l'OCDE

11 JANVIER 2010
Remarques prononcées à la cérémonie de signature de l'accord d'adhésion, Santiago, Chili.

Towards a stronger, fairer and cleaner world economy

11 JANVIER 2010
Remarques prononcées à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Santiago, Chili.

Tackling climate change and growing the economy

16 DÉCEMBRE 2009
Remarques à la presse lors de la Conférence sur le changement climatique à Copenhague, Danemark.

Empowering E-Consumers

9 DÉCEMBRE 2009
Remarques prononcées à la Conférence sur la protection du consommateur dans l'économie Internet, Washington DC, États-Unis.

Foreign Bribery: Who Pays the Price?

9 DÉCEMBRE 2009
Remarques diffusées à la Table ronde sur la corruption transnationale, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France.

International investment for a stronger, cleaner, fairer global economy

7 DÉCEMBRE 2009
Discours d'introduction au 8^{ème} forum mondial sur l'investissement international, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France.

India and the OECD

3 DÉCEMBRE 2009
Remarques prononcées au Symposium OCDE-Inde, New Delhi, Inde.

Conférence ministérielle MENA-OCDE

21 NOVEMBRE 2009
Discours d'ouverture de la Conférence ministérielle MENA-OCDE, Marrakech, Maroc.

Twenty years after

20 NOVEMBRE 2009
Remarques commémoratives à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin, Paris, France.

Innovation: the path to stronger, smarter and greener growth

19 NOVEMBRE 2009
Remarques prononcées à une réunion avec le Keidanren (Fédération des organisations économiques japonaises), Tokyo, Japon.

Perspectives économiques de l'OCDE n° 86

19 NOVEMBRE 2009
Remarques prononcées à l'occasion de la publication des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 86, Tokyo, Japon.

The Korean G20 Leadership: Assessing the key issues for 2010 – New sources of sustainable and balanced growth

17 NOVEMBRE 2009
Remarques prononcées à Séoul, Corée du Sud.

Open markets and enhanced global co-operation are key to a stronger, cleaner and fairer world economy

10 NOVEMBRE 2009
Discours prononcé au C.D. Howe Institute, Toronto, Canada.

Restoring growth in a post-bailout era: the crucial contribution of cities

9 NOVEMBRE 2009
Remarques prononcées au International Forum of the Americas Forum for Global Cities, Toronto, Canada.

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur www.oecd.org/media/enbref

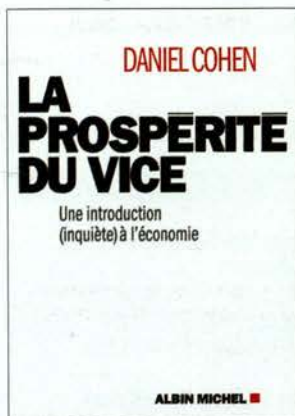
JANVIER	FÉVRIER	AVRIL
11 Le Chili est officiellement invité à rejoindre l'OCDE.	2 Évaluation économique de la Chine.	12-13 Les nouvelles perspectives sur les marchés du carbone, séminaire organisé par la direction de l'Environnement de l'OCDE. Berlin, Allemagne.
19-20 « Evolving Agricultural Policies in a Changing World », conférence de l'OCDE organisée avec le Département de l'Agriculture des États-Unis. Washington D.C., États-Unis.	15 Examens environnementaux de l'OCDE : Grèce, publication présentée par le Secrétaire général de l'OCDE. Athènes, Grèce.	15-16 « Advancing the Aquaculture Agenda: Policies to Ensure a Sustainable Aquaculture Sector », atelier organisé par la direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE.
20 Publication de l'Évaluation économique d'Israël.	16 « Partnerships and Local Governance », forum organisé par le programme de l'OCDE sur le Développement économique et la création d'emplois locaux (LEED).	20-21 Réunion G20 des ministres de l'emploi et du travail. Washington D.C., États-Unis.
21 Publication de l'Évaluation économique du Chili.	17 Réunion annuelle du Comité sur l'économie et la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à l'OCDE.	21 Les stratégies sectorielles de développement durable et le tourisme durable, atelier organisé par l'OCDE.
25 Réunion du Forum économique Amérique latine et Caraïbes, organisée par le centre de Développement de l'OCDE, avec la Banque interaméricaine de développement et le gouvernement français. Bercy, Paris.	18 Soutenir une reprise mondiale, séminaire parlementaire de haut niveau, organisé par la division des Relations publiques de l'OCDE.	24-25 Réunions du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Washington D.C., États-Unis.
27 « Strengthening Developing Countries through Taxation », table ronde sur la fiscalité et le développement organisée par l'OCDE.	24 Table ronde sur le développement durable, réunion sur l'agriculture et le changement climatique.	MAI
27-31 Forum économique mondial, avec la participation du Secrétaire général de l'OCDE. Davos, Suisse.	25-26 Réunion ministérielle sur l'agriculture, organisée par la direction des Échanges et de l'Agriculture.	10-11 Forum mondial sur l'environnement, organisé par la direction de l'Environnement de l'OCDE.
28 « Domestic Resource Mobilization for Development: The Taxation Challenge », forum organisé par le centre de Politique et d'Administration fiscales, le centre de Développement et la direction de la Coopération pour le développement de l'OCDE.	MARS	26-27 Forum annuel de l'OCDE.
29 « Regulation: Political Economy, Measurement and Effects on Performance », conférence organisée par le département des Affaires économiques de l'OCDE et l'Université de Munich, Munich, Allemagne.	8 Journée internationale des femmes.	26-28 « Transport and Innovation: Unleashing the Potential », reunion ministérielle du Forum international des transports. Leipzig, Allemagne.
	23-26 « Agri-environmental Indicators: Lessons Learned and Future Directions », atelier organisé par la direction des Échanges et de l'Agriculture, et la direction de l'Environnement de l'OCDE. Leysin, Suisse.	27-28 Réunion au niveau ministériel du Conseil de l'OCDE.
	24-26 Système de semences de l'OCDE, réunion annuelle organisée par la direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE. Christchurch, Nouvelle-Zélande.	

Frankie.org par suK



Paix ou prospérité

Helmut Reisen, Chef de la recherche, division de l'OCDE sur le Développement mondial



Malthus est mort, mais la prospérité générale ne garantit ni le bonheur ni la paix. Tel est le message principal de *La prospérité du vice : Une introduction (inquiète) à l'économie*, le nouveau livre de Daniel Cohen. Professeur à l'École normale supérieure et directeur adjoint de l'École d'économie de Paris, l'auteur passe en revue les quatre derniers siècles et, dans le sillage de grands économistes, historiens et sociologues, aboutit à ce constat : la prospérité ne suffit pas à garantir la paix et le bonheur. Si le ton de l'ouvrage est assez

pessimiste, le talent pédagogique de Cohen le rend néanmoins stimulant et instructif.

L'argumentation de fond est simple : Malthus est mort, l'humanité a échappé aux pièges de la surpopulation et de la famine, obstacles majeurs à la diffusion de la prospérité issus de la combinaison entre hausse de la natalité et effondrement des rendements agricoles. La mondialisation et les loisirs occidentalisent l'ensemble de l'humanité, à mesure que la Chine et l'Inde en font accéder une bonne partie à l'économie de marché. Toutefois, selon Cohen, cette évolution ne débouche ni sur la généralisation de la démocratie de marché (la « fin de l'histoire » chère à Francis Fukuyama), ni sur le déclenchement du « choc des civilisations » prophétisé par Samuel Huntington. Le vrai risque est que les pays émergents suivent le chemin emprunté par l'Europe depuis 500 ans, avec le même enchaînement déplorable de guerres et de crises.

Cohen n'est pas un ennemi de la mondialisation, comme l'attestent ses précédents ouvrages. La sortie de la pauvreté de masse passe par l'internationalisation du commerce de marchandises (tandis que la mondialisation financière s'est parfois révélée être une impasse). L'exode rural massif en cours en Chine et en Inde stimule la productivité et les revenus. La production fondée sur le savoir modèle de plus en plus l'économie mondiale. Les activités de conception deviennent les sources majeures de valeur ajoutée ; même Renault se définit désormais comme un « créateur d'automobiles », et non plus un simple « constructeur ». L'évolution structurelle, la concurrence, les nouveaux produits, les nouveaux procédés de production et les nouveaux modes de commercialisation sont tous bénéfiques pour l'économie.

Mais Cohen se demande, comme Pangloss dans le *Candide* de Voltaire, si tout va réellement pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi Cohen est-il inquiet ?

À cause du paradoxe d'Easterlin. Celui-ci, issu de travaux publiés en 1974, montre que même si les personnes à revenus élevés se disent plus volontiers heureuses que les autres, la hausse des revenus n'augmente pas le sentiment de bien-être. La consommation agit comme une drogue, ne procurant qu'un plaisir éphémère. Le bonheur dépend plus des taux de croissance que des niveaux de PIB : les gens ne sont satisfaits que s'ils

possèdent plus aujourd'hui qu'ils n'avaient hier – et s'ils ont plus que leurs voisins. La Chine et l'Inde verront inévitablement leur croissance ralentir dès qu'elles auront atteint le niveau des pays industrialisés riches. Et les tensions sociales s'accroîtront alors, comme en Europe dans les années 1970.

De même, la lutte pour la maîtrise des ressources naturelles s'est intensifiée avec l'émergence de la Chine et de l'Inde. Cohen cite l'exemple de l'Empire germanique au début du XX^{ème} siècle pour montrer que la convergence ne garantit rien la paix. Ainsi, pour Cohen, les risques de conflits militaires n'ont pas diminué avec la croissance des pays émergents. Comme on peut l'observer dans les conflits en Afrique, la lutte pour les ressources naturelles nuit souvent à la prospérité, en l'absence de mécanismes de gouvernance publique solides et légitimes.

Cohen n'est pas pour autant adepte du déterminisme historique. Il encourage à diversifier les approches de politique économique. L'Asie ne reproduira pas forcément les erreurs de l'Europe. Même les risques écologiques peuvent être maîtrisés, en particulier grâce aux nouvelles technologies. Contrairement à la mondialisation des biens matériels, le monde virtuel n'est pas soumis aux mêmes mécanismes de pénurie des ressources, car plus le nombre d'internautes augmente, plus Internet se développe. Aussi Cohen place-t-il ses espoirs dans le réseau des réseaux. Si celui-ci ne tient pas ses promesses, nous risquons de voir se réaliser la sombre vision de l'avenir du chanteur Leonard Cohen, rappelée en exergue du livre : « Rendez-moi le Mur de Berlin. Rendez-moi Staline et Saint Paul. J'ai vu l'avenir, mon frère – il n'est que meurtre ».

Daniel Cohen, *La prospérité du vice : Une introduction (inquiète) à l'économie*, éditions Albin Michel, Paris, septembre 2009.

Une aide plus verte

Déjà en bonne place des programmes de développement, la question du changement climatique est particulièrement cruciale dans ce domaine. *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement* rappelle que, alors que les pays en développement sont responsables de plus de la moitié des émissions de CO₂, ce sont aussi les plus vulnérables au changement climatique. Selon ce guide, destiné aux donateurs, mais également utile aux bénéficiaires de l'aide, il serait contre-productif de maintenir certains modèles de développement en vigueur jusqu'ici.

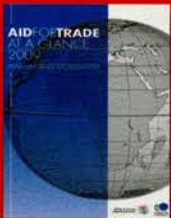
Par exemple, construire des routes résistantes aux intempéries est sans doute bon pour le développement durable, mais ces routes plus sûres peuvent aussi encourager la construction d'habitations dans des zones inondables. En 2007, les pays de l'OCDE ont donné environ 3,8 milliards de dollars d'aide bilatérale pour appuyer l'action des pays en développement contre le changement climatique. Ce livre examine l'impact potentiel du changement climatique sur les Objectifs du millénaire pour le développement et donne des exemples de stratégies d'aide qui prennent en compte le changement climatique.

ISBN 978-92-64-06029-6

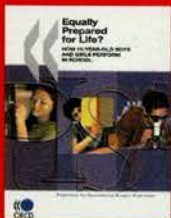
Nouvelles publications de l'OCDE

Disponibles via www.SourceOCDE.org

Perspectives économiques en Afrique 2009: notes par pays est un supplément du volume de synthèse des *Perspectives économiques en Afrique 2009*. L'ouvrage présente une analyse par pays, des projections économiques et un examen du contexte politique et social pour 47 pays africains.



Certains pays à faible revenu ne disposent pas des institutions, des infrastructures ou des capacités d'offre nécessaires pour tirer profit de l'ouverture des marchés et pour permettre à leurs populations de sortir de la pauvreté. Le *Panorama de l'aide au commerce* présente une analyse exhaustive de l'engagement des pays donateurs et partenaires, ainsi que des fiches par pays pour évaluer les résultats et les effets de cette aide. Version française à paraître.



Equally Prepared for Life constate que les résultats scolaires sont toujours déterminés par la différence entre garçons et filles. En mathématiques, les garçons et les filles réussissent aussi bien en fin d'études primaires, mais à partir de l'âge de 15 ans, les garçons ont tendance à passer en tête dans tous les pays à l'exception de huit. En lecture, les filles réussissent mieux en fin d'études primaires comme en fin d'études secondaires.

Ces publications sont disponibles par l'intermédiaire des établissements abonnés à notre service en ligne, SourceOCDE, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de s'abonner dès aujourd'hui ! Ces publications sont également disponibles par l'intermédiaire de notre librairie en ligne de l'OCDE via www.oecd.org/librairie

ÉCONOMIE

Études économiques de l'OCDE : Danemark 2009

À paraître, 140 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264069039
www.oecd.org/bookshop?9789264069039

Études économiques de l'OCDE : Union européenne 2009

6-oct-2009, 189 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264054912
www.oecd.org/bookshop?9789264054912

Études économiques de l'OCDE : Irlande 2009

À paraître, 129 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264054998
www.oecd.org/bookshop?9789264054998

Études économiques de l'OCDE : Japon 2009

À paraître, 180 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264055018
www.oecd.org/bookshop?9789264055018

AFFAIRES RÉGIONALES / RURALES / URBAINES

Designing Local Skills Strategies

25-nov-2009, 300 pages, €45 \$60 £38 ¥5 600
www.SourceOCDE.org/9789264066625
www.oecd.org/bookshop?9789264066625
 Disponible en anglais uniquement

Community Capacity Building: Creating a Better Future Together

25-nov-2009, 150 pages, €35 \$47 £29 ¥4 300
www.SourceOCDE.org/9789264073296
www.oecd.org/bookshop?9789264073296
 Disponible en anglais uniquement

Pôles de compétitivité, innovation et entrepreneuriat

19-oct-2009, 268 pages, €40 \$62 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264044500
www.oecd.org/bookshop?9789264044500

AFFAIRES SOCIALES / MIGRATIONS / SANTÉ

Panorama de la santé 2009 : les indicateurs de l'OCDE

25-nov-2009, 199 pages, €30 \$40 £25 ¥3 700
www.SourceOCDE.org/9789264075566
www.oecd.org/bookshop?9789264075566

Obtenir un meilleur rapport qualité-prix dans les soins de santé

À paraître, 126 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264074248
www.oecd.org/bookshop?9789264074248

L'avenir des migrations internationales vers les pays de l'OCDE

À paraître, 305 pages, €45 \$60 £38 ¥5 600
www.SourceOCDE.org/9789264044548
www.oecd.org/bookshop?9789264044548

AGRICULTURE

Gestion des risques dans l'agriculture : une approche holistique

À paraître, 189 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000
www.SourceOCDE.org/9789264075320
www.oecd.org/bookshop?9789264075320

Renforcement des organisations régionales de la pêche

À paraître, 121 pages, €24 \$30 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264073333
www.oecd.org/bookshop?9789264073333

An Appraisal of the Chilean Fisheries Sector

30-nov-2009, 140 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264073944
www.oecd.org/bookshop?9789264073944
 Disponible en anglais uniquement

DÉVELOPPEMENT

Aide pour le commerce 2009 : panorama, Entretien l'élan

À paraître, 352 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500
www.SourceOCDE.org/9789264069039
www.oecd.org/bookshop?9789264069039
 <<

Perspectives économiques de l'Amérique latine 2010

10-déc-2009, 266 pages, €50 \$67 £42 ¥6 200
www.SourceOCDE.org/9789264076716
www.oecd.org/bookshop?9789264076716

Perspectives économiques en Afrique 2009 : notes par pays (Vol. 1 et 2)

À paraître, 759 pages, €90 \$121 £76 ¥11 200
www.SourceOCDE.org/9789264075863
www.oecd.org/bookshop?9789264075863
 <<

ÉDUCATION

Equally prepared for life? How 15-year-old boys and girls perform in school

29-sep-2009, 80 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264063945
www.oecd.org/bookshop?9789264063945
 Disponible en anglais uniquement
 <<

L'enseignement supérieur à l'horizon 2030, Vol. 2, Globalisation

À paraître, 385 pages, €60 \$80 £50 ¥7 600
www.SourceOCDE.org/9789264075399
www.oecd.org/bookshop?9789264075399

Students with Disabilities, Learning Difficulties and Disadvantages in the Baltic States, South Eastern Europe and Malta: Educational Policies and Indicators

19-oct-2009, 190 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000
www.SourceOCDE.org/9789264075825
www.oecd.org/bookshop?9789264075825
Disponible en anglais uniquement

EMPLOI

Jobs for Youth/Des emplois pour les jeunes : United States 2009

7-déc-2009, 187 pages, €29 \$39 £24 ¥3 600
www.SourceOCDE.org/9789264075283
www.oecd.org/bookshop?9789264075283

ÉNERGIE

World Energy Outlook 2009

10-nov-2009, 698 pages, €150 \$202 £127 ¥18 700
www.SourceOCDE.org/9789264061309
www.oecd.org/bookshop?9789264061309
Disponible en anglais uniquement
>>

IEA Scoreboard 2009: 35 Key Energy Trends over 35 Years

3-nov-2009, 146 pages, €100 \$135 £85 ¥12 500
www.SourceOCDE.org/9789264063778
www.oecd.org/bookshop?9789264063778
Disponible en anglais uniquement

Chile Energy Policy Review 2009

3-nov-2009, 270 pages, €100 \$135 £85 ¥12 500
www.SourceOCDE.org/9789264073142
www.oecd.org/bookshop?9789264073142
Disponible en anglais uniquement

Le financement des centrales nucléaires

À paraître, 81 pages, €30 \$40 £25 ¥3 700
www.SourceOCDE.org/9789264079236
www.oecd.org/bookshop?9789264079236

Sectoral Approaches in Electricity: Building Bridges to a Safe Climate

18-sep-2009, 186 pages, €75 \$101 £63 ¥9 300
www.SourceOCDE.org/9789264068728
www.oecd.org/bookshop?9789264068728
Disponible en anglais uniquement

Transport, Energy and CO₂: Moving Towards Sustainability

9-nov-2009, 418 pages, €100 \$135 £85 ¥12 500
www.SourceOCDE.org/9789264073166
www.oecd.org/bookshop?9789264073166
Disponible en anglais uniquement

ENVIRONNEMENT

Économie de la lutte contre le changement climatique : politiques et options pour une action globale au-delà de 2012

À paraître, 332 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000
www.SourceOCDE.org/9789264073906
www.oecd.org/bookshop?9789264073906

FINANCE ET INVESTISSEMENT

La crise financière : réforme et stratégies de sortie

À paraître, 113 pages, €24 \$30 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264073043
www.oecd.org/bookshop?9789264073043
>>

FISCALITÉ

Coopération fiscale 2009 : vers l'établissement de règles du jeu équitables

9-déc-2009, 407, €80, \$108, £68, ¥10 000
www.SourceOCDE.org/9789264073197
www.oecd.org/bookshop?9789264073197

Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales 2009

18-sep-2009, 274 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500
www.SourceOCDE.org/9789264075351
www.oecd.org/bookshop?9789264075351

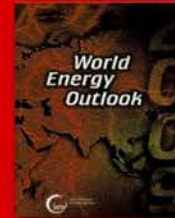
GOUVERNANCE

Panorama des administrations publiques 2009

À paraître, 179 pages, €30 \$40 £25 ¥3 700
www.SourceOCDE.org/9789264061644
www.oecd.org/bookshop?9789264061644
>>

OECD Journal on Budgeting, Volume 2009, Supplement 1

Édition spéciale de la *Revue de l'OCDE sur la gestion budgétaire*, consacrée au Mexique.
30-nov-2009, 106 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264073401
Disponible en anglais uniquement



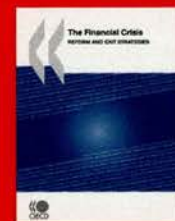
L'édition 2009 des perspectives énergétiques mondiales *World Energy Outlook (WEO)* actualise les projections qui intègrent les effets de la crise mondiale du crédit, le ralentissement économique et la récente

chute des prix du pétrole et d'autres sources d'énergie. Elle contient une analyse approfondie de trois thèmes : le financement des investissements énergétiques dans un cadre d'action climatique post-2012, les perspectives des marchés du gaz naturel et les tendances énergétiques en Asie du Sud-Est.



Cette nouvelle publication biennale de l'OCDE contient plus de 30 indicateurs décrivant les principaux éléments qui concourent à la performance des administrations. Centrée sur les administrations publiques, cette

publication compare les cadres politiques et institutionnels des administrations publiques de l'ensemble des pays de l'OCDE, leurs revenus, leurs dépenses et leur situation vis-à-vis de l'emploi public. Elle contient également des indicateurs décrivant les politiques et pratiques publiques en matière d'intégrité, d'administration ouverte (« open government ») et d'administration électronique. Enfin, elle introduit plusieurs indices composites synthétisant les aspects clés des pratiques publiques en matière de gestion des ressources humaines, de pratiques et procédures budgétaires et de gestion réglementaire.



Face à la crise financière, les grandes banques ayant été paralysées par une injection de capitaux toxiques qui a amputé leurs fonds propres, les gouvernements sont intervenus massivement. Cela a contribué à éviter un effondrement systémique

et à stabiliser le système financier mondial. *La crise financière : Réforme et stratégies de sortie* analyse les plans de sauvetage et les mesures d'urgence que les gouvernements devront adopter. L'ordre du jour inclut la réforme de la gouvernance financière pour assurer un équilibre plus sain entre les risques et les récompenses et rétablir ainsi la confiance sur les marchés financiers. Version française à paraître.



Le *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2009* est le cinquième numéro de cette publication statistique annuelle de l'OCDE, à la fois complète et dynamique. Plus de 100 indicateurs couvrent

un grand nombre de domaines. Cette année, le *Panorama des Statistiques* consacre un chapitre spécial aux inégalités. Pour la première fois, le *Panorama des Statistiques* est également disponible via une application iPhone gratuite. Pour plus d'informations, voir <http://appshopper.com/books/oced-factbook-2009>. La publication est également disponible sur clé USB. Voir www.oecd.org/bookshop?9789264061682



Le Modèle de Convention fiscale de l'OCDE, utilisé pour les accords fiscaux bilatéraux entre États, est régulièrement mis

à jour (dernière mise à jour en 2008). Disponible en version imprimée, la version complète du Modèle de Convention fiscale existe désormais également sur clé mémoire USB Flash. Pour plus d'informations sur la clé USB, voir www.oecd.org/bookshop?9789264050884.



Regards sur l'éducation 2009 : Panorama présente les indicateurs clés tirés de *Regards sur l'éducation 2009*. Chaque indicateur est présenté sur une double page. La page de gauche explique la signification

de l'indicateur, analyse les principales conclusions à son sujet, examine les grandes tendances et fournit des liens permettant au lecteur de trouver plus d'informations. La page de droite contient des graphiques et tableaux clairement présentés, assortis d'hyperliens dynamiques (StatLinks) qui renvoient le lecteur aux tableaux de données Excel® correspondants.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE 2009

14-déc-2009, 154 pages, €65 \$87 £55 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264075443
www.oecd.org/bookshop?9789264075443

TRANSPORTS

Concurrence et interactions entre aéroports, services de transports aériens et ferroviaires

12-oct-2009, 230 pages, €70 \$94 £59 ¥8 700
www.SourceOCDE.org/9789282102473
www.oecd.org/bookshop?9789282102473

Concurrence entre les ports et les liaisons terrestres avec l'arrière-pays

31-mar-2009, 187 pages, €65 \$87 £55 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789282102268
www.oecd.org/bookshop?9789282102268

MEILLEURES VENTES

Panorama des statistiques de l'OCDE 2009

24-août-2009, 316 pages, €35 \$50 £27 ¥5 200
www.SourceOCDE.org/panoramastats
www.oecd.org/bookshop?9789264039353
 <<

Regards sur l'éducation 2009 : Panorama

11-sep-2009, 97 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000
www.SourceOCDE.org/9789264068155
www.oecd.org/bookshop?9789264068155
 <<

Assurer le bien-être des enfants

1-sep-2009, 211 pages, €30 \$42 £23 ¥4 500
www.oecd.org/bookshop?9789264059337
www.SourceOCDE.org/9789264059337

Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune : version abrégée 2008

26-fév-2009, 458 pages, €60 \$92 £46 ¥9 600
www.SourceOCDE.org/9789264048201
www.oecd.org/bookshop?9789264048201
 <<

À PARAÎTRE

Société civile et efficacité de l'aide : enseignements, recommandations et bonnes pratiques

Le financement des centrales nucléaires
 L'enseignement supérieur à l'horizon 2030, vol. 2, Globalisation
 Perspectives économiques de l'Amérique latine 2010

Examens environnementaux de l'OCDE : Grèce 2009

Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE 2009

Reprise économique, innovation et croissance durable : le rôle crucial des régions
 L'innovation dans le secteur des logiciels

Disponible en anglais uniquement :

Beyond Textbooks: Digital Learning Resources as Systemic Innovation in the Nordic Countries
 Evaluating and Rewarding the Quality of Teachers: International Practices

Innovation and Growth: Chasing a Moving Frontier
 Innovation in Firms: A Microeconomic Perspective

Lobbyists, Governments and Public Trust, Vol.1: Increasing Transparency through Legislation

OECD Reviews of Regulatory Reform: Italy 2009: Better Regulation to Strengthen Market Dynamics

OECD Territorial Reviews: Trans-border Urban Co-operation in the Pan Yellow Sea Region, 2009

DERNIÈRES SYNTHÈSES DE L'OCDE

Publications gratuites en ligne via
www.oecd.org/publications/syntheses :

Études économiques : Danemark, Irlande, Japon
 Améliorer la qualité de la réglementation
 La santé : renforcer la cohérence des politiques au service du développement

Disponible en anglais uniquement :

Bridging the Gaps between Levels of Government
 Fighting Bribery in International Business Deals
 The Benefits of Long-term Fiscal Projections

Sélection sur l'économie

Perspectives économiques de l'OCDE



Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publiées deux fois par an, proposent une analyse des grandes tendances économiques qui marqueront les deux années à venir. Établies par le département des Affaires économiques de l'OCDE, les *Perspectives économiques* présentent un ensemble cohérent de projections concernant la production, l'emploi, les prix et les balances courantes, à partir de l'examen de chacun des pays membres, et des conséquences que les évolutions

internationales ont sur eux. Tous les pays membres sont examinés ainsi que certains pays non membres. Chaque numéro comporte une évaluation générale, des chapitres résumant les nouvelles tendances et fournissant des projections par pays, plusieurs chapitres sur des thèmes d'intérêt général et, enfin, une analyse statistique très détaillée.

Publication semestrielle, 300 pages,
abonnement 2010 : €143 \$187 £115 ¥20 300
www.SourceOCDE.org/03043274
www.oecd.org/bookshop?SUB-1201251

Études économiques de l'OCDE



Études périodiques des économies des pays membres de l'OCDE et de certaines économies non-membres. Les examens des pays membres couvrent généralement un cycle de 18 mois, contrairement aux pays non membres, qui sont examinés en accord avec le pays concerné. Un minimum de 18 études est réalisé chaque année. Chaque numéro présente une analyse complète des évolutions observées dans le pays concerné

et examine de manière approfondie les grands enjeux économiques, et formule des recommandations pour relever ces défis. Voir plus haut la liste des études économiques récentes.

250 pages par étude, abonnement 2010 :
€690 \$900 £550 ¥97 300
www.SourceOCDE.org/03043363
www.oecd.org/bookshop?SUB-1001251

ANALYSE ÉCONOMIQUE

Réformes économiques 2009 : objectif croissance
Rapport annuel de l'OCDE qui fait le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes structurelles dans les pays de l'OCDE. L'ouvrage formule des recommandations concernant des réformes supplémentaires. Nouvelle édition prévue en mars 2010.
21-avr-2009, 224 pages, €69 \$90 £47 ¥9 700
www.SourceOCDE.org/9789264052796
www.oecd.org/bookshop?9789264052796

L'économie politique de la réforme : systèmes de retraite et marchés du travail et des produits dans dix pays de l'OCDE
À paraître, 551 pages, €90 \$121 £76 ¥11 200
www.SourceOCDE.org/9789264073128
www.oecd.org/bookshop?9789264073128

Documents de travail du département des Affaires économiques de l'OCDE
En cours. Gratuit.
www.SourceOECD.org/rpsv/workingpapers/18151973.htm
Disponible en anglais uniquement

OECD Journal: OECD Economic Studies
Un numéro par an, abonnement 2010 :
€290 \$396 £230 ¥48 100
www.SourceOECD.org/19952848
www.oecd.org/bookshop?SUB-1801151
Disponible en anglais uniquement

STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Panorama des statistiques de l'OCDE 2009
24-août-2009, 316 pages, €35 \$50 £27 ¥5 200
www.SourceOCDE.org/panoramastats
www.oecd.org/bookshop?9789264039353

L'OCDE en chiffres 2009
12-oct-2009, 99 pages, €20 \$27 £17 ¥2 500
www.SourceOCDE.org/ocdeenchiffres
www.oecd.org/bookshop?9789264052611

**Understanding Economic Statistics:
An OECD Perspective**
28-oct-2008, 199 pages, €24 \$33 £17 ¥3 300
www.SourceOECD.org/9789264033122
www.oecd.org/bookshop?9789264033122
Disponible en anglais uniquement

OECD Glossary of Statistical Terms
22-sep-2008, 605 pages, €105 \$147 £75 ¥14 600
www.SourceOECD.org/9789264025561
www.oecd.org/bookshop?9789264025561
Disponible en anglais uniquement

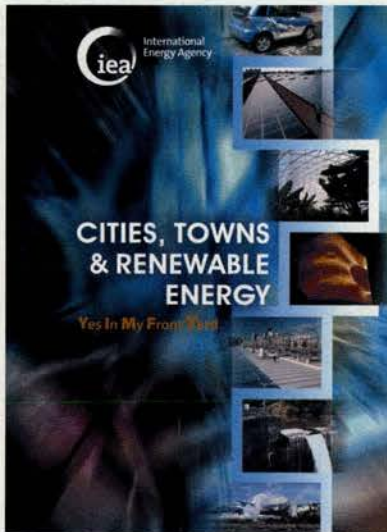
Understanding National Accounts
10-jan-2007, 419 pages, €24 \$30 £16 ¥3 300
www.SourceOECD.org/9789264025660
www.oecd.org/bookshop?9789264025660
Disponible en anglais uniquement

Comptes nationaux des pays de l'OCDE 2009, Vol. I, Principaux agrégats
30-jan-2009, 392 pages, €115 \$163 £89 ¥17 200
www.SourceOCDE.org/9789264058392
www.oecd.org/bookshop?9789264058392

Principaux indicateurs économiques
Mensuel, abonnement 2010 :
€630 \$830 £505 ¥90 300
www.SourceOCDE.org/04745523
www.oecd.org/bookshop?SUB-3101351

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, les *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* ainsi que les *Principaux indicateurs économiques* existent aussi sous forme de base de données. Pour y accéder via SourceOCDE/OECD iLibrary, abonnez-vous en allant sur www.oecd.org/librairie.

Énergie urbaine



Plus que jamais, les énergies renouvelables restent à l'ordre du jour malgré les résultats mitigés du sommet de Copenhague. Comment optimiser leur installation, favoriser leur extension et améliorer leur rendement énergétique ? Piste récemment privilégiée des chercheurs : les villes. Aujourd'hui, les citadins représentent près de la moitié de la population mondiale, et ils produisent environ 70 % des émissions de CO₂. Quelle que soit leur taille, les villes devraient donc ériger le développement des énergies renouvelables en priorité. En utilisant leur environnement immédiat et leurs sources d'énergie propres comme les déperditions thermiques des bâtiments ou les déchets, elles peuvent agir sans dépendre d'interventions nationales ou internationales coûteuses. Une action qui peut aussi aider les collectivités locales à stimuler les entreprises locales et l'emploi.

Mais la tâche n'est pas toujours aisée, comme le montre *Cities, Towns and Renewable Energy: Yes In My Front Yard*. Malgré les initiatives encourageantes prises par des villes de tailles et de niveaux de développement différents – d'une mégalopole comme Tokyo à une petite communauté comme Güssing en Autriche – elles restent minoritaires à l'échelle mondiale. Au moyen de plusieurs études de cas, cet ouvrage cherche à encourager le progrès en soulignant l'importance d'une bonne information et d'une planification adéquate. Panneaux solaires et éoliennes ne fleuriront pas du jour au lendemain sous toutes les fenêtres, mais ce livre peut déjà contribuer à faire évoluer les attitudes envers les programmes d'énergie renouvelable, ainsi qu'à améliorer leur efficacité.

ISBN 978-92-64-07687-7
(disponible en anglais uniquement)

BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à **L'Observateur de l'OCDE**. Tarif spécial pour deux ans disponible sur www.observateurocde.org/abonnement.html

Oui, je souhaite m'abonner à L'Observateur pour 6 exemplaires et le supplément L'OCDE en chiffres d'une valeur de € 20.

€ 69
 US\$ 90
 £ 47
 ¥ 9 700

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

Version anglaise ISSN 0029-7054
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne: www.ocdelibrairie.org, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Organisation	Profession
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Téléphone
Fax
E-mail

Signature
Date

Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA
 Tel: (1) 800 456 6323, Fax: (1) 860 530 0039, Email: ocdna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel: (44) 1767 604 960 Fax: (44) 1767 604 640 E-mail: occdrow@extenza-turpin.com

Règlement

Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration



Apprendre pour vivre

LES ESSENTIELS DE L'OCDE

BRIAN KEELEY

LE CAPITAL HUMAIN

Comment le savoir détermine notre vie



ISBN 978-92-64-02910-1

www.oecd.org/lesessentiels



AIRFRANCE

*BUSINESS CLASS: a 2m bed,
a relaxing, peaceful and quiet atmosphere,
refined cuisine and top French wines
MAKING THE SKY THE BEST PLACE ON EARTH.*

Perspectives économiques 2010-2011

Préparer la sortie

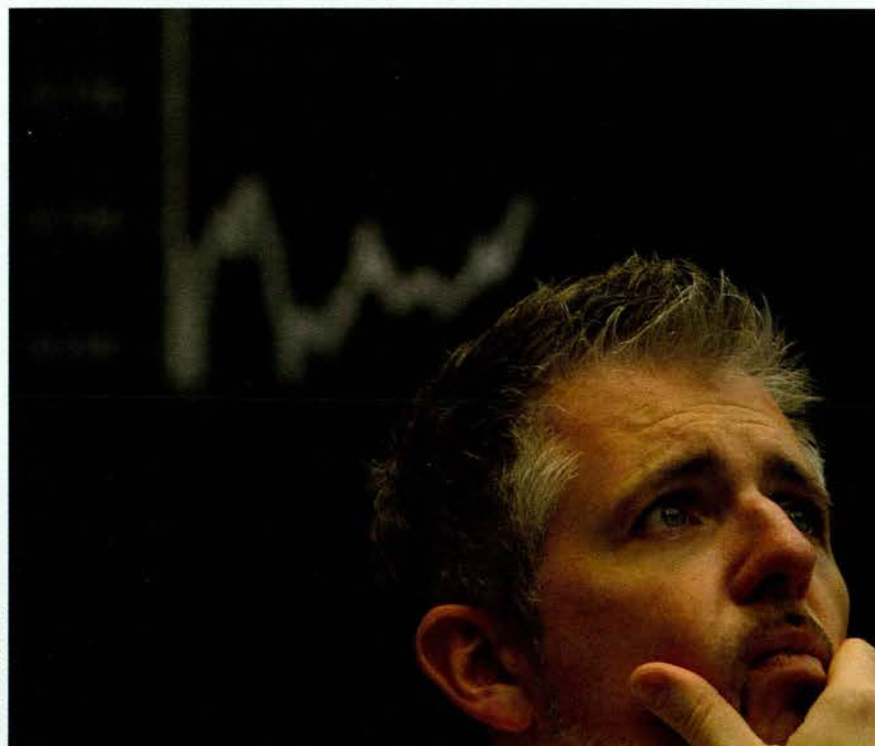
Jørgen Elmeskov, Chef économiste intérimaire,
département des Affaires économiques

La reprise qui s'est amorcée il y a quelques mois dans plusieurs économies non-membres a désormais gagné l'ensemble des pays de la zone OCDE. Cependant, dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance fluctuera vraisemblablement autour d'un taux tendanciel peu élevé dans la période à venir. Elle est encore freinée en effet par de forts vents contraires, à l'heure où les ménages, les institutions financières, les entreprises non financières et, en fin de compte, les États doivent reconstituer leurs bilans. Dans ces conditions, le chômage devrait progresser et l'inflation, déjà faible, sera encore soumise à des pressions à la baisse. Il faudra attendre quelque temps avant que la reprise ne soit suffisamment forte pour commencer à réduire le chômage.

Le redressement de l'activité dans les **grands pays non-membres de l'OCDE**, notamment ceux de la région asiatique et surtout la Chine, exerce aujourd'hui un effet d'entraînement incontestable sur la reprise, plus atone, dans la zone de l'OCDE. La vigueur de ce redressement tient à la fois à l'exposition directe limitée aux causes financières de la crise et à la puissante action de relance que ces pays ont été en mesure d'engager. Le principal enjeu aujourd'hui pour nombre d'entre eux est de mettre fin aux mesures de stimulation afin d'éviter de réactiver la hausse des prix des actifs et des prix globaux à la consommation.

L'économie des **États-Unis** se redresse grâce aux plans de relance, à l'amélioration des conditions financières, à la croissance de la demande dans les pays non-membres, à la normalisation de la formation de stocks et à la stabilisation du marché du logement. Compte tenu des délestages rapides de main-d'œuvre intervenus au cours du ralentissement, l'emploi devrait réagir rapidement à l'activité économique et le chômage pourrait atteindre son point maximum au premier semestre de 2010.

L'économie de la **zone euro** bénéficiera d'un grand nombre des mêmes moteurs de croissance que les États-Unis. Cependant, les plans de partage du travail qui ont protégé



Kai Pfaffenbach/Reuters

Introduction

Préparer la sortie Jørgen Elmeskov 49

Pays membres

États-Unis	52
Japon	52
Zone euro	53
Allemagne	53
France	54
Italie	54
Royaume-Uni	55
Canada	55
Australie	56
Autriche	56
Belgique	57
Corée	57
Danemark	58
Espagne	58
Finlande	59
Grèce	59
Hongrie	60
Irlande	60
Islande	61

Luxembourg	61
Mexique	62
Norvège	62
Nouvelle-Zélande	63
Pays-Bas	63
Pologne	64
Portugal	64
République slovaque	65
République tchèque	65
Suède	66
Suisse	66
Turquie	67

Pays non-membres

Brésil	68
Chine	68
Inde	69
Russie	69
Afrique du Sud	70
Chili	70
Estonie	71
Indonésie	71
Israël	72
Slovénie	72

l'emploi durant la récession pourraient aussi amoindrir à terme l'intensité en emplois de la croissance. Le chômage ne devant culminer qu'à la fin de 2010, voire au début de 2011, la confiance des ménages sera vraisemblablement peu marquée et pèsera sur la vigueur de la reprise.

Le Japon est bien placé pour bénéficier de la forte croissance enregistrée dans le reste de l'Asie même si, malgré l'action de stimulation budgétaire, la faiblesse du marché domestique continuera de freiner la croissance. L'activité étant insuffisante pour réduire sensiblement le chômage, la déflation devrait persister.

Les risques entourant les prévisions sont importants. Un risque majeur à la baisse tient à la rapidité avec laquelle les consommateurs choisiront de reconstituer leurs bilans. Les prévisions tablent essentiellement sur des taux d'épargne restant stables à leur niveau élevé récent, ce qui serait conforme aux comportements passés, mais les ménages pourraient souhaiter reconstituer leurs bilans plus rapidement ou être tenus de le faire en raison de contraintes financières. Inversement, les prévisions tiennent aussi compte d'une augmentation seulement modérée de la part de l'investissement des entreprises dans le PIB suite à sa forte baisse récente, et cette hypothèse pourrait être trop pessimiste. En outre, tout comme l'effondrement du commerce mondial s'est vite propagé, intensifiant le ralentissement de l'activité, sa reprise pourrait se révéler plus rapide qu'escompté, ce qui stimulerait l'activité économique. Des conditions financières évoluant favorablement ou défavorablement par rapport à l'hypothèse sous-tendant les prévisions constituent une autre incertitude.

Les déséquilibres internationaux, notamment le déficit des États-Unis et l'excédent de la Chine, se sont sensiblement réduits durant la récession. Les prévisions impliquent que cet ajustement est aujourd'hui terminé. Ces déséquilibres restant à des niveaux qui auraient été sans précédent il y a seulement quelques années, le risque d'un ajustement désordonné des taux de change ne saurait être exclu, d'où l'importance des efforts internationaux récemment relancés dans le cadre du G20 pour assurer un profil de croissance viable au niveau international.

Globalement, les risques entourant les prévisions sont sans doute assez équilibrés,

mais il n'en va pas de même de leurs conséquences. Avec une inflation faible au départ et appelée à diminuer encore dans la plupart des pays, les retombées d'une dégradation des perspectives pourraient être bien plus marquées. L'expérience du Japon a montré qu'il est plus difficile de sortir de la déflation que d'y entrer, et que la déflation rend beaucoup plus complexe la mise en oeuvre de mesures correctrices en cas de chocs négatifs.

Voilà les conditions peu propices dans lesquelles les pouvoirs publics et les banques centrales doivent déterminer quand et à quel rythme nombre des mesures prises pour répondre à la crise seront démantelées. Pourtant, l'élaboration de stratégies de sortie ne peut être différée. Beaucoup de ces interventions, si elles étaient appropriées durant la crise, seraient dommageables si elles restaient en place trop longtemps. L'élaboration de stratégies de sortie claires et la communication d'informations sur ces stratégies renforceront la confiance dans la possibilité de trouver une solution, ce qui donnera à son tour une plus grande souplesse dans la mise en oeuvre.

La définition détaillée de stratégies de sortie est aussi utile car nombre des politiques qui en feront partie pourraient avoir des retombées internationales, appelant divers degrés de coordination entre les pays, depuis le partage d'informations *ex ante* jusqu'à des approches collectives. Dans ce contexte, il est regrettable que si peu de stratégies de sortie aient été formulées jusqu'ici – moins de la moitié des pays de l'OCDE ayant jusqu'ici annoncé des programmes d'assainissement budgétaire à moyen terme, avec une description claire des instruments pour atteindre cet objectif final.

La politique monétaire conventionnelle doit à l'évidence tenir compte des conditions économiques intérieures, et certains pays où une pression à la hausse commence de s'exercer sur les prix des actifs et les prix à la consommation ont, de fait, déjà commencé de la resserrer. Cependant, d'après les prévisions présentées ici, dans la majorité des pays de l'OCDE, la politique monétaire devra s'ajuster lentement. L'inflation étant nettement inférieure aux objectifs fixés, les taux d'intérêt directs devront seulement être ramenés à leur niveau de neutralité lorsque des tensions inflationnistes commenceront à se faire sentir. La configuration implicite des taux d'intérêt

des différents pays pourrait conduire à des mouvements de capitaux et à des pressions sur les prix des actifs dans les pays qui sont déjà en avance sur le cycle. De même, des conditions monétaires favorables dans la majorité des pays de l'OCDE pourraient avoir pour conséquence une augmentation injustifiée des prix des actifs. Si l'évolution des prix des actifs est un facteur qui doit être pris en compte par les autorités monétaires, d'autres instruments peuvent en général influencer sur ces prix plus directement et plus efficacement.

Les politiques monétaires non-conventionnelles ont conduit à un important excédent de liquidités – de fait, elles ont eu en partie pour objectif de répondre à une préférence accrue pour la liquidité et d'assurer que la stabilité des institutions financières ne serait pas menacée par une pénurie de liquidité. À mesure que les conditions se normalisent, il faudra résorber cet excédent. Plusieurs initiatives seront nécessaires dans cette optique, et il faudra bien préciser les règles du jeu afin d'éviter que les actions des banques centrales ne soient mal interprétées. En outre, la suppression des garanties de financement et des relèvements récents des seuils de garantie des dépôts doit se faire de manière très ordonnée. Dans le cas de certaines mesures concernant la liquidité et de certaines garanties, il sera sans doute préférable de mettre fin progressivement au recours par les banques à ces dispositifs en les rendant suffisamment coûteux, tout en les laissant en place pendant quelques temps afin d'éviter d'avoir à les réintroduire en cas de regain de l'instabilité, ce qui pourrait nuire à la confiance.

S'agissant de l'extension de l'assurance des dépôts, sa suppression pourrait exiger une action coordonnée au niveau international. En effet, l'action isolée de quelques pays souhaitant aller de l'avant seuls risquerait d'affaiblir la compétitivité des banques de ces pays.

Les budgets publics ont beaucoup souffert de la crise, et l'endettement brut pourrait en moyenne dépasser le PIB dans la zone de l'OCDE d'ici à 2011. Stopper cette dégradation est à l'évidence nécessaire et appellera des mesures de consolidation budgétaire, importantes la plupart du temps et parfois radicales. Cela étant, et mis à part les pays confrontés à une situation critique, ces mesures ne devraient pas être mises en oeuvre

à un rythme qui nuise à la reprise. Il ne faut pas perdre de vue que, si l'assainissement budgétaire progresse de façon simultanée dans les différents pays, l'activité sera touchée non seulement par l'assainissement au niveau national mais aussi, du fait des liens commerciaux, par l'assainissement à l'étranger. Par ailleurs, les taux d'intérêt directs de nombre de pays étant appelés à demeurer à un faible niveau pendant quelque temps, la politique monétaire n'aura guère de marge de manoeuvre pour contrer les effets de l'assainissement budgétaire. Pour garder une certaine souplesse en matière d'assainissement, il est impératif, toutefois, que les autorités conservent la confiance des marchés des capitaux et des ménages, ce qui exige une communication crédible sur leur détermination à assainir les finances publiques à terme. La mise en oeuvre sans tarder des réformes trop longtemps différées des systèmes de pension et de santé pourrait témoigner d'une telle détermination – et ces réformes n'auront vraisemblablement pas d'effets négatifs importants sur la demande à court terme.

L'assainissement budgétaire devra être aussi mené de façon à ne pas amplifier l'effet de la crise sur la production potentielle. Il faudra pour cela se concentrer sur les éléments de dépenses et les sources d'imposition qui risquent le moins de compromettre la croissance. En outre, la plupart des réformes structurelles qui dopent la production potentielle contribueront aussi au processus de consolidation.

Il est encourageant de noter que la crise ne s'est pas accompagnée d'interventions généralisées des pouvoirs publics sur les marchés non financiers. En particulier, les mesures protectionnistes et les mesures destinées à masquer le chômage en faisant sortir de façon permanente certains demandeurs d'emploi potentiels du marché du travail ont été peu nombreuses jusqu'ici. L'industrie automobile est une exception malheureuse à une règle générale, toutefois. En outre, les dispositifs favorisant la réduction du nombre d'heures travaillées, qui ont été très utiles pour amortir le chômage en période de récession, doivent aussi être suivis de près par crainte qu'ils ne se pérennisent. De fait, des contre-incitations suffisantes doivent être en place pour dissuader les employeurs et les salariés de recourir à ce type de dispositifs en temps normal. Par ailleurs, il sera déterminant que les politiques du marché du travail

Résumé des prévisions

	2009	2010	2011
Croissance du PIB en volume (variation en %)			
É-U	-2,5	2,5	2,8
Japon	-5,3	1,8	2,0
Zone euro	-4,0	0,9	1,7
Total OCDE	-3,5	1,9	2,5

Inflation (%)			
É-U	0,2	1,4	1,2
Japon	-1,2	-0,9	-0,5
Zone euro	0,2	0,9	0,7
Total OCDE	0,5	1,3	1,2

Taux de chômage (% de la population active)			
É-U	9,2	9,9	9,1
Japon	5,2	5,6	5,4
Zone euro	9,4	10,6	10,8
Total OCDE	8,2	9,0	8,8

Balance courante (% du PIB)			
É-U	-3,0	-3,4	-3,7
Japon	2,5	2,8	2,8
Zone euro	-1,1	-1,0	0,0
Total OCDE	-0,9	-0,8	-0,8

Solde des administrations publiques (% du PIB)			
É-U	-11,2	-10,7	-9,4
Japon	-7,4	-8,2	-9,4
Zone euro	-6,1	-6,7	-6,2
Total OCDE	-8,2	-8,3	-7,6

Taux d'intérêt à court terme (%)			
É-U	0,9	0,3	1,8
Japon	0,5	0,3	0,2
Zone euro	1,2	0,8	1,9

Croissance du commerce mondial (variation en %)			
	-12,5	6,0	7,7

Note : La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice des prix à la consommation ou du déflateur de la consommation privée pour le total OCDE) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (sauf inflation) et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes sont en taux de croissance annuels. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 16 novembre 2009.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 86, version préliminaire, novembre 2009.

minimisent le risque que le chômage ne devienne structurel.

Dans ce contexte, l'ensemble des réformes structurelles touchant les marchés des capitaux revêtiront une importance particulière. Il faut éviter que ne se reproduisent des phénomènes comme l'augmentation injustifiée de l'endettement, la prise de risques excessive et le gonflement des prix des actifs, que l'on a observés avant la crise. À cet égard, la reconnaissance officielle explicite du statut de certains établissements bancaires qui sont de trop grande dimension et/ou trop interconnectés pour qu'on les laisse faire faillite soulève des questions auxquelles il faudra répondre. Faute d'une action pour scinder ces établissements, la régulation devra pleinement contrebalancer les incitations à des comportements risqués que cette théorie implique, au moyen de l'imposition de normes plus strictes de fonds propres, du recours aux obligations convertibles et de « testaments de vie », entre autres. Ces mesures pourraient à leur tour inciter les banques à limiter leur taille. En tout état de cause, il importe que le secteur privé reçoive des signaux clairs concernant le paysage réglementaire et institutionnel futur, de façon à pouvoir commencer de s'ajuster au nouveau cadre auquel ses activités devront se conformer.

Globalement, les efforts sans précédent menés par les gouvernements semblent avoir réussi à limiter la sévérité de la récession et à encourager une reprise dans une mesure inespérée voilà six mois. Le moment est maintenant venu de planifier la stratégie de démantèlement des politiques anticrise, même si sa mise en oeuvre doit être progressive. Une action radicale devra être engagée dans les années à venir pour rétablir un équilibre macroéconomique sain, une croissance vigoureuse et un faible chômage. Ce n'est que lorsque tous ces éléments seront réunis que la crise aura véritablement été surmontée. ■

Cet article est basé sur l'éditorial des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 86, parues le 16 novembre 2009. Vous pouvez les commander sur www.oecd.org/librairie

Jørgen Elmeskov était alors chef économiste intérimaire de l'OCDE, au département des Affaires économiques. Il est actuellement économiste en chef adjoint. Pier Carlo Padoa-Schioppa a été nommé économiste en chef de l'OCDE en décembre 2009 (voir page 5).

États-Unis

Faible reprise



L'économie sort progressivement d'une grave récession. Le recul de la production semble s'être interrompu depuis l'été, même si des problèmes considérables demeurent en souffrance. Le risque de nouvelles faillites d'envergure parmi les établissements bancaires s'est atténué, mais leurs capitaux propres devront être renforcés pour compenser leurs pertes financières. Le secteur du logement connaît également une correction sensible, marquée par une forte réduction de l'endettement et une reconstitution des actifs. La vaste relance macroéconomique et l'assouplissement des conditions financières soutiendront la croissance, qui sera néanmoins un peu plus faible qu'au cours des

reprises antérieures. Le chômage refluera lentement.

La Réserve fédérale et le gouvernement doivent commencer à démanteler les dispositifs de soutien de l'activité économique, à mesure que la croissance devient autonome. Il ne sera pas simple de déterminer le moment opportun pour procéder à ce retrait, mais une relance prolongée risque de compromettre l'ancrage des anticipations inflationnistes et de déstabiliser les marchés d'actifs. Il est certes souhaitable que les autorités fassent preuve de la souplesse requise face à l'évolution des conditions économiques, mais les stratégies de sortie devraient être clairement expliquées.



Population (en milliers) 2007	301 290
Superficie (en milliers de km ²)	9 376
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) 2008	14 196,5
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	80,7 ; 75,4
Population active totale (en milliers) 2007	154 365
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-2,5	2,5	2,8
Taux d'épargne des ménages	3,9	4,0	4,0
Indices des prix à la consommation	-0,4	1,7	1,3
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,9	0,3	1,8
Taux de chômage (%)	9,2	9,9	9,1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-11,2	-10,7	-9,4
Balance courante (% du PIB)	-3,0	-3,4	-3,7

Source : OCDE

Japon

Déflation persistante



Population (en milliers) 2007	127 771
Superficie (en milliers de km ²)	378
Monnaie	Yen
PIB (en milliards de US\$) 2008	4 363,4
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	86,0 ; 79,2
Population active totale (en milliers) 2007	66 690
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-5,3	1,8	2,0
Taux d'épargne des ménages	2,8	2,6	3,6
Indices des prix à la consommation	-1,2	-0,9	-0,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,5	0,3	0,2
Taux de chômage (%)	5,2	5,6	5,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-7,4	-8,2	-9,4
Balance courante (% du PIB)	2,5	2,8	2,8

Source : OCDE

Le point bas de la grave récession déclenchée par la crise mondiale a été franchi, en partie grâce à un rebond des exportations, même si la production demeure nettement en deçà du niveau des capacités. En outre, les mesures de relance budgétaire compensent en partie les effets de la baisse de l'emploi et des salaires sur la demande intérieure. La croissance devrait se redresser progressivement pour s'établir aux alentours de 2 % en 2011, en partie du fait de l'augmentation des dépenses publiques prévue par le nouveau gouvernement. Néanmoins, le taux de chômage restera probablement de l'ordre de 5,5 % tout au long de l'année 2011, et la déflation perdurera.

La Banque du Japon devrait lutter contre cette déflation en s'engageant fermement à maintenir les taux d'intérêt à leur très bas niveau actuel et à agir efficacement par des mesures quantitatives, jusqu'à

ce que l'inflation sous-jacente soit solidement ancrée en territoire positif. De nouvelles mesures de relance budgétaire ne se justifient pas, compte tenu du redressement attendu de la croissance de la production, ainsi que de l'ampleur du déficit budgétaire du Japon et du niveau élevé de son ratio d'endettement public. Le gouvernement devrait donc financer l'augmentation prévue des dépenses publiques en pratiquant des coupes dans d'autres programmes de dépenses. Il est essentiel d'élaborer un programme d'assainissement budgétaire à moyen terme qui soit crédible et précis, et de le mettre en oeuvre une fois que la reprise sera fermement engagée. Un tel programme devrait inclure une refonte de la fiscalité, accompagnée de réformes structurelles, en particulier dans le secteur des services, afin d'améliorer les niveaux de vie malgré la diminution de la population d'âge actif.

Zone euro

Reprise progressive



Population (en milliers) 2008	324 650
Superficie (en milliers de km ²)	2 495,8
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	9 208,81
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	83,35 ; 77,45
Population active totale (en milliers) 2008	152 127

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,0	0,9	1,7
Taux d'épargne des ménages	11,8	11,9	11,9
Indices des prix à la consommation	0,2	0,9	0,7
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,8	1,9
Taux de chômage (%)	9,4	10,6	10,8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-6,1	-6,7	-6,2
Balance courante (% du PIB)	-0,6	-0,1	0,3

Source : OCDE

La contraction marquée de l'activité dans la zone euro semble s'être achevée plus tôt que prévu, grâce à la poursuite de l'amélioration des conditions financières, aux mesures de relance budgétaire et à la stabilisation de la demande à l'exportation. Néanmoins, les vents contraires liés au désendettement du secteur financier et à la montée du chômage laissent à penser que la reprise sera progressive. Les conditions d'octroi des prêts bancaires restent rigoureuses, la croissance des crédits aux ménages et aux entreprises est faible, et les prix de l'immobilier sont en recul dans de nombreux pays. Malgré l'amélioration des perspectives, l'inflation sous-jacente devrait continuer à diminuer jusqu'à la fin de l'année 2010 du fait de l'ampleur des ressources inutilisées dans l'économie.

Compte tenu de la faiblesse de l'inflation sous-jacente, des conditions de crédit restrictives et de la persistance d'un écart de production négatif, il serait bon que la politique monétaire conserve son orientation expansionniste actuelle jusqu'à la fin de 2010. Après quoi, les mesures d'urgence de soutien au crédit devraient être démantelées et les taux directeurs relevés progressivement. Les perspectives de croissance à moyen terme seraient renforcées par des programmes clairs et crédibles d'assainissement budgétaire pour la période à venir, ainsi que par de nouvelles mesures structurelles destinées à approfondir le marché unique, à intensifier les pressions concurrentielles et à renforcer la régulation et la surveillance financières.

Allemagne

Dégradation budgétaire



Après avoir enregistré un recul marqué au premier trimestre de cette année, le PIB a commencé à se redresser en volume au deuxième trimestre, sous l'impulsion d'une hausse temporaire de la croissance de la consommation privée, elle-même le fruit des mesures de relance adoptées. La reprise s'est poursuivie au troisième trimestre à la faveur du redressement des échanges mondiaux et de la constitution de stocks. A l'avenir, l'amélioration de l'activité pourrait être relativement lente, en particulier le chômage reste exceptionnellement faible, notamment grâce au dispositif de chômage partiel indemnisé par l'État qui permet aux entreprises de réduire leur utilisation de la main-d'œuvre sans licenciement. Le chômage devrait certes augmenter

rapidement en 2010, mais au total, les pertes d'emplois devraient être modestes au regard de l'ampleur de la récession.

Le solde budgétaire va sans doute se dégrader fortement en 2009 et 2010, sur fond d'atonie des recettes et d'augmentation des dépenses, notamment du fait de la montée du chômage. En outre, le plan de relance budgétaire creusera également le déficit en 2010. Une fois que l'activité économique aura retrouvé une trajectoire de croissance viable, le déficit structurel devra être réduit, surtout compte tenu des futures dépenses liées au vieillissement. La mise en œuvre des réductions d'impôts en 2011 devrait être subordonnée à la capacité à respecter la règle budgétaire récemment adoptée.



Population (en milliers) 2007	82 257
Superficie (en milliers de km ²)	357
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	2 927,3
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	82,4 ; 77,2
Population active totale (en milliers) 2007	41 685
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,9	1,4	1,9
Taux d'épargne des ménages	11,7	12,3	12,2
Indices des prix à la consommation	0,2	1,0	0,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,8	1,9
Taux de chômage (%)	7,6	9,2	9,7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-3,2	-5,3	-4,6
Balance courante (% du PIB)	4,0	4,5	5,4

Source : OCDE

France

Faible inflation



Population (en milliers) 2007	61 938
Superficie (en milliers de km ²)	549
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	2 140,7
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	84,4 ; 77,5
Population active totale (en milliers) 2007	27 702
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-2,3	1,4	1,7
Taux d'épargne des ménages	13,5	13,7	13,7
Indices des prix à la consommation	0,1	1,0	0,6
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,8	1,9
Taux de chômage (%)	9,1	9,9	10,1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-8,2	-8,6	-8,0
Balance courante (% du PIB)	-2,1	-2,1	-2,1

Source : OCDE

Après une baisse de 2,2 % en 2009, le PIB réel devrait enregistrer une croissance lente, de 1,4 % en 2010 et 1,7 % en 2011, tirée par l'investissement des entreprises et les exportations. Cela ne sera pas suffisant pour empêcher le taux de chômage d'augmenter jusqu'au début de 2011, et l'inflation devrait être inférieure à 1 % par an. Les ménages ont réagi à la montée de l'incertitude sur les marchés de l'emploi et des capitaux en accroissant leur épargne, compensant du même coup les répercussions positives de l'augmentation des transferts publics et de l'amélioration des termes de l'échange.

Des mesures discrétionnaires opportunes, conjuguées au jeu

des stabilisateurs automatiques, ont amorti l'impact de la crise. La suppression de la taxe professionnelle dans le projet de budget 2010 est également bienvenue, mais les autorités devraient maintenant se garder d'engager des dépenses supplémentaires. L'élaboration d'une stratégie pluriannuelle crédible de sortie de crise, communiquée clairement, revêt une importance prioritaire. L'assainissement budgétaire qui s'impose offre l'occasion de rééquilibrer les finances publiques grâce à une réduction des dépenses inefficaces, à un relèvement des impôts sur les successions, sur les biens immobiliers et sur les émissions de carbone, ainsi qu'à la poursuite de la réforme du système de retraite.

Italie

Consolidation fiscale nécessaire



La grave récession que traverse l'Italie a débuté plus tôt qu'ailleurs, mais l'activité s'est redressée au troisième trimestre. L'amélioration des conditions financières a contribué à restaurer la confiance et à doper la demande intérieure. Le taux d'épargne, dont on estime qu'il a augmenté sensiblement en 2009, ne devrait se contracter que légèrement ; la consommation jouera un rôle plus important dans la croissance en 2011. Les exportations seront également étayées par le redressement des échanges mondiaux. L'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre, observée en dépit de certaines baisses des coûts salariaux, et le

redressement des cours du pétrole, auront pour effet de modérer le recul de l'inflation, alors même que la montée du chômage va se poursuivre quelque peu.

Étant donné le niveau élevé de sa dette publique, l'Italie n'a pas adopté de plan de relance budgétaire de grande ampleur. Néanmoins, compte tenu de la faiblesse conjoncturelle des recettes, le déficit est supérieur à 5 % du PIB, et la dette devrait atteindre 120 % du produit intérieur brut d'ici à 2011. Des efforts importants d'assainissement budgétaire s'imposeront donc à partir de 2011, lorsque la croissance sera de retour.



Population (en milliers) 2007	58 880
Superficie (en milliers de km ²)	301
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 815,6
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	84,0 ; 78,4
Population active totale (en milliers) 2007	24 728
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,8	1,1	1,5
Taux d'épargne des ménages	10,7	10,5	10,5
Indices des prix à la consommation	0,7	0,9	0,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,8	1,9
Taux de chômage (%)	7,6	8,5	8,7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,5	-5,4	-5,1
Balance courante (% du PIB)	2,7	-2,3	-2,2

Source : OCDE

Royaume-Uni

Forts vents contraires



Population (en milliers) 2007	60 975
Superficie (en milliers de km ²)	245
Monnaie	Livre
PIB (en milliards de US\$) 2008	2 211,0
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2005	81,1 ; 77,1
Population active totale (en milliers) 2007	30 721
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,7	1,2	2,2
Taux d'épargne des ménages	5,3	5,8	5,5
Indices des prix à la consommation	2,1	1,7	0,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,6	1,4
Taux de chômage (%)	8,0	9,3	9,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-12,6	-13,3	-12,5
Balance courante (% du PIB)	-2,6	-2,4	-2,0

Source : OCDE

L'économie prend le chemin de la reprise, soutenue par une amélioration des conditions financières, une politique monétaire expansionniste et un raffermissement de la croissance internationale. Néanmoins, le redressement sera lent, puisque le PIB devrait augmenter d'à peine plus de 1 % en 2010 en raison des forts vents contraires liés à l'assainissement des bilans, d'un affaiblissement continu du marché du travail et du resserrement de la politique budgétaire. En 2011, la reprise s'accélérera, mais l'utilisation des ressources restera faible et le taux de chômage devrait atteindre 9,5 %. L'inflation restera sans doute inférieure à l'objectif de 2 % pour une période prolongée.

Les aides apportées au secteur financier, l'assouplissement de la

politique monétaire et les mesures de relance budgétaire ont amorti l'impact de la récession. La politique monétaire devrait conserver son orientation expansionniste sur la période des prévisions, mais il faudra probablement que le processus de normalisation des taux d'intérêt débute en 2011. La fragilité de la situation budgétaire rend nécessaires de nouvelles mesures d'assainissement : l'annonce préalable d'un programme d'assainissement concret et complet améliorerait la stabilité macroéconomique. Un renforcement de la régulation et de la surveillance financières étairait également cette stabilité, et empêcherait la formation de nouveaux déséquilibres alors que les taux d'intérêt sont à un point bas historique.

Canada

Rebond d'investissement



La contraction qui a débuté au dernier trimestre de 2008 semble avoir pris fin au second semestre de 2009. La demande extérieure et l'investissement intérieur paraissent maintenant rebondir, mais ils représentent les plus grands facteurs de risque pour la durabilité de la reprise. Le chômage devrait continuer à augmenter jusqu'à la fin de 2009 et la désinflation sous-jacente devrait se poursuivre pendant plusieurs trimestres, compte tenu du sous-emploi persistant des capacités.

La Banque du Canada devrait maintenir son taux directeur à son niveau actuel proche de zéro au

moins jusqu'à la fin de juin 2010, comme elle s'y est engagée, et sans doute au-delà. Compte tenu des délais nécessaires à la mise en oeuvre des mesures de relance budgétaire et de la reprise qui se fait jour, les autorités doivent se garder de prendre de nouvelles mesures expansionnistes, notamment d'élargir la période d'éligibilité pour les prestations de chômage exceptionnelles. Les pouvoirs publics devraient plutôt préparer un programme détaillé et crédible d'assainissement budgétaire à moyen terme, qui serait annoncé prochainement et appliqué lorsque la reprise sera fermement engagée.



Population (en milliers) 2007	32 927
Superficie (en milliers de km ²)	9 976
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 311,2
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	83,0 ; 78,4
Population active totale (en milliers) 2007	18 008
Régime politique	Confédération

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-2,7	2,0	3,0
Taux d'épargne des ménages	4,3	3,3	3,0
Indices des prix à la consommation	0,4	1,3	1,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,8	0,5	1,7
Taux de chômage (%)	8,3	8,7	8,1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,8	-5,2	-4,5
Balance courante (% du PIB)	-2,9	-3,4	-3,4

Source : OCDE

Australie

Reprise relativement vigoureuse



Moins affectée par la crise que la plupart des autres pays de l'OCDE, l'Australie connaîtra peut-être une reprise relativement plus vigoureuse. Des transferts publics importants et des incitations fiscales ont stimulé la consommation privée et les dépenses des firmes en biens d'équipement. Par ailleurs, la vigueur des importations chinoises et des autres économies dynamiques d'Asie a soutenu les exportations de produits miniers. La croissance pourrait s'accélérer à 2,5 % en 2010 et 3,5 % en 2011, avec une pointe de chômage aux alentours de 6,25 % en 2010 et une modération de l'inflation.

L'évolution conjoncturelle et la baisse des risques macroéconomiques négatifs militent en faveur d'un resserrement progressif de la politique monétaire. Par ailleurs, la réduction programmée du stimulus budgétaire fédéral paraît adaptée aux besoins de l'économie. Pour maximiser les retombées positives de leur programme d'investissements, les autorités devraient plus systématiquement soumettre les projets proposés à une analyse coût-bénéfice rigoureuse et transparente.



Population (en milliers) 2007	21 072
Superficie (en milliers de km ²)	7 687
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) 2008	803,1
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	83,7 ; 79,0
Population active totale (en milliers) 2007	11 000
Régime politique	État fédéral indépendant, monarchie britannique

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	0,8	2,4	3,5
Taux d'épargne des ménages	2,5	0,8	1,0
Indices des prix à la consommation	1,6	2,4	1,8
Taux de chômage (%)	5,7	6,3	6,2
Taux d'intérêt à court terme (%)	3,4	4,4	5,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,0	-3,5	-2,6
Balance courante (% du PIB)	-4,2	-4,5	-4,0

Source : OCDE

Autriche

Inflation bridée



Population (en milliers) 2007	8 315
Superficie (en milliers de km ²)	84
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	320,4
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,9 ; 77,3
Population active totale (en milliers) 2007	4 213
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-3,8	0,9	2,2
Taux d'épargne des ménages	14,2	14,7	14,5
Indices des prix à la consommation	0,3	0,6	1,0
Taux de chômage (%)	5,8	7,1	7,3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,3	-5,5	-5,8
Balance courante (% du PIB)	1,9	2,2	2,6

Source : OCDE

En 2010, l'Autriche va sans doute sortir de sa pire récession depuis des décennies grâce à l'amélioration du contexte extérieur et à des politiques de soutien. Si ces conditions se maintiennent, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre son potentiel en 2011. Toujours est-il que le chômage ne fera qu'augmenter jusqu'à la fin de 2010 et que l'inflation, quoiqu'en hausse, restera bridée.

Face à la dégradation de sa position budgétaire, l'Autriche doit s'engager à mettre en oeuvre une stratégie crédible de consolidation à moyen terme une fois la reprise amorcée. Les réformes administratives devront

être poursuivies afin de faciliter l'assainissement des finances publiques. La croissance pourrait se révéler plus forte dans le court terme du fait de la nette amélioration de l'économie mondiale. Le risque de crise financière en Europe centrale et orientale diminue, mais une augmentation de la proportion de prêts improductifs mettrait le secteur bancaire autrichien sous pression, ce qui obligerait à revoir les prévisions budgétaires à la baisse.

Belgique

Regain de confiance



Une lente reprise de l'activité économique s'est amorcée au second semestre de 2009, soutenue par un assouplissement des politiques budgétaire et monétaire et une accélération des échanges mondiaux. La confiance des consommateurs et l'état d'esprit des chefs d'entreprise s'améliorent, même si les niveaux de départ sont parmi les plus bas enregistrés. La croissance ne suffira pas à empêcher de nouvelles hausses du chômage jusqu'au milieu de 2011, ce qui fera monter sans doute encore le niveau déjà élevé du chômage structurel.

Avec la reprise économique, il faudra s'attacher de nouveau à

assurer la viabilité budgétaire. L'effort d'assainissement devra porter sur la réduction des dépenses à moyen terme à tous les niveaux d'administration et sur la maîtrise des coûts liés au vieillissement. La réduction du déficit, en 2010 et 2011, devra provenir, pour environ deux tiers, de l'administration fédérale et du système de sécurité sociale, et le reste des communes et des régions, même si les modalités de mise en oeuvre restent encore à préciser. Ces mesures devront s'accompagner de réformes du marché du travail afin d'accroître la flexibilité de la formation des salaires et de renforcer les incitations à la recherche d'emploi.



Population (en milliers) 2007	10 623
Superficie (en milliers de km ²)	31
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	386,9
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	82,3 ; 76,6
Population active totale (en milliers) 2007	4 733
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-3,1	0,8	1,7
Taux d'épargne des ménages	12,7	12,2	12,0
Indices des prix à la consommation	-0,1	1,0	0,9
Taux de chômage (%)	7,9	8,9	9,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,7	-5,6	-5,2
Balance courante (% du PIB)	-0,8	-0,6	-0,5

Source : OCDE

Corée

Reprise forte et précoce



Après la sévère contraction de l'activité observée à la fin de 2008, la Corée connaît l'une des plus précoces et plus fortes reprises dans la zone OCDE, tirée par les exportations et une politique budgétaire expansionniste. Alors que l'impact de la relance budgétaire se dissipera en 2010, un redressement durable des exportations contribuera sans doute à porter la croissance de la production à 4-4,5 % en 2010 et 2011, avec un rebond de la demande intérieure et un net recul du chômage. À mesure que

la reprise se confirmera, il faudra freiner l'augmentation des dépenses publiques afin de rétablir l'équilibre du budget, conformément au plan de gestion budgétaire à moyen terme. D'autres mesures exceptionnelles de stabilisation de l'économie, comme l'aide accrue aux petites et moyennes entreprises, devront être supprimées progressivement. Des réformes structurelles visant à améliorer la productivité, notamment dans le secteur non manufacturier, sont nécessaires pour soutenir la croissance sur le moyen terme.



Population (en milliers) 2007	48 456
Superficie (en milliers de km ²)	100
Monnaie	Won
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 245,7
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,7 ; 76,1
Population active totale (en milliers) 2007	24 216
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	0,1	4,4	4,2
Taux d'épargne des ménages	3,9	3,0	3,2
Indices des prix à la consommation	2,7	2,8	3,0
Taux de chômage (%)	3,8	3,6	3,4
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,6	3,5	4,7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-1,8	0,4	1,1
Balance courante (% du PIB)	4,6	1,3	1,0

Source : OCDE

Danemark

Déficit budgétaire majeur



L'économie danoise a été durement touchée, même si elle l'a été tardivement, par la crise économique mondiale, mais elle semble devoir se redresser progressivement sous l'effet de la reprise des échanges mondiaux et du soutien assuré par les stabilisateurs économiques, l'assouplissement notable de l'action budgétaire et le niveau peu élevé des taux d'intérêt. La consommation privée a accusé un très net repli sur les derniers mois de 2008 et les premiers mois de 2009, mais le recul a été moins marqué par la suite, du fait du soutien assuré par les allègements d'impôts, les retraits de fonds accumulés dans le cadre du régime de retraite spécial et d'une légère remontée

des cours des actions. Le moral des chefs d'entreprises dans le secteur manufacturier se rétablit, et la production industrielle semble s'être stabilisée à un niveau peu élevé, tandis que le nombre de nouvelles faillites diminue.

Malgré le retrait partiel du programme de relance mis en oeuvre pour faire face à la crise, le déficit budgétaire restera probablement important en 2011. Des mesures de consolidation supplémentaires seront nécessaires le moment venu pour rétablir une position budgétaire conforme aux objectifs à long terme, et mieux vaudrait définir sans tarder les mesures à prendre.



Population (en milliers) 2007	5 457
Superficie (en milliers de km ²)	43
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	200,0
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	80,7 ; 76,1
Population active totale (en milliers) 2007	2 893
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,5	1,3	1,8
Taux d'épargne des ménages	8,1	9,0	8,1
Indices des prix à la consommation	1,3	1,4	1,6
Taux de chômage (%)	5,9	6,9	6,2
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,9	1,3	2,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,5	-5,4	-4,0
Balance courante (% du PIB)	2,5	2,1	2,1

Source : OCDE

Espagne

Réformes structurelles nécessaires



Population (en milliers) 2007	44 874
Superficie (en milliers de km ²)	505
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 461,1
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	84,4 ; 77,7
Population active totale (en milliers) - 2006	22 190
Régime politique	Monarchie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-3,6	-0,3	0,9
Taux d'épargne des ménages	17,8	17,9	17,9
Indices des prix à la consommation	-0,4	0,8	-0,1
Taux de chômage (%)	18,1	19,3	19,0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-9,6	-8,5	-7,7
Balance courante (% du PIB)	-5,3	-3,8	-3,0

Source : OCDE

La production diminuera sans doute de 3,5 % en 2009 et de 25 % encore en 2010 avant d'amorcer un lent redressement en 2011. Le taux de chômage pourrait culminer aux alentours de 20 % en 2010. L'inflation, après avoir connu en 2010 une poussée temporaire due à des prix du pétrole plus élevés et à des majorations prévues de la taxe sur la valeur ajoutée, devrait revenir aux alentours de zéro en 2011. Le déclin des transactions dans le secteur du logement marque le pas, et la baisse des prix des logements est enrayée.

Le durcissement prévu de l'action budgétaire devrait être

reporté à 2011, afin de permettre à l'économie de se rétablir plus solidement. Cependant, des réformes structurelles, notamment des mesures visant à contenir l'augmentation des dépenses liées à l'âge, doivent être mises en oeuvre de manière à assurer la viabilité à long terme des finances publiques. Il faudrait mettre un terme aux programmes d'aide à la construction de logements sociaux : le soutien accordé aux ménages à faible revenu doit prendre la forme d'allocations calculées en fonction des ressources et destinées à aider les bénéficiaires à faire face à leurs frais de logement. Il faudrait aussi améliorer l'efficacité du service public de l'emploi.

Finlande

Rebond d'exportations



Population (en milliers) 2007	5 289
Superficie (en milliers de km ²)	338
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	188,3
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	83,1 ; 75,9
Population active totale (en milliers) 2007	2 695
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-6,9	0,4	2,4
Indices des prix à la consommation	1,7	1,5	1,4
Taux de chômage (%)	8,3	9,7	9,7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,3	-4,8	-5,2
Balance courante (% du PIB)	0,8	0,9	0,9

Source : OCDE

Le déclin de la production s'est poursuivi en Finlande sur les six premiers mois de l'année, du fait de l'effondrement continu des exportations. Une reprise devrait cependant s'amorcer d'ici à la fin de 2009, avec un rebond des exportations, actuellement très faibles, et une importante reconstitution de stocks. L'inflation, mesurée par l'indice des prix harmonisé à la consommation, est restée supérieure à la moyenne de la zone euro en raison de fortes hausses négociées des salaires. Le taux de chômage a grimpé, et cela va sans doute continuer, la situation étant aggravée par de grandes rigidités sur le marché du travail.

La réponse initiale du gouvernement à la récession, notamment

l'aide accordée aux banques et aux entreprises et une légère relance budgétaire, ont soutenu concrètement l'activité. Un nouvel assouplissement de la politique budgétaire est prévu mais il pourrait aller à l'encontre du but recherché s'il coïncide avec l'amorce de la reprise. Des mesures de consolidation ont été annoncées, mais il faudrait, dès que possible, élaborer un plan cohérent d'assainissement en profondeur des finances publiques et le mettre en oeuvre une fois que la reprise se sera confirmée. Les prochaines négociations salariales devront tenir compte davantage de la productivité dans les entreprises.

Grèce

Enrayer la fraude fiscale



Le PIB réel s'est contracté en 2009, à mesure que les effets de la crise mondiale gagnaient progressivement l'économie grecque. L'activité économique se contractera sans doute encore au dernier trimestre de 2009 et au début 2010, du fait que la demande intérieure continue de se ralentir en raison de conditions de crédit restrictives et d'un manque d'entrain du marché. La récente amélioration des conditions extérieures devrait aider l'activité à se redresser lentement, et la croissance pourrait s'intensifier en 2011. Le taux de chômage semble devoir augmenter au-dessus de la barre des 10 % au cours de la période de projection. Le déficit de la balance des opérations courantes restera sans doute élevé.

Un engagement crédible à réduire les déséquilibres budgétaires est essentiel pour rétablir la confiance des marchés, créant une marge de manœuvre budgétaire pour l'avenir et permettant de faire face à l'alourdissement des coûts liés au vieillissement. Pour y parvenir, il est indispensable de limiter strictement les dépenses et d'enrayer la fraude fiscale généralisée. La viabilité à long terme des finances publiques passe aussi par de nouvelles réformes des systèmes de retraite et de santé. Il sera important d'accroître la flexibilité du marché du travail et des marchés de produits si l'on veut atteindre des taux élevés de croissance.



Population (en milliers) 2007	11 193
Superficie (en milliers de km ²)	132
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	334,7
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,0 ; 77,0
Population active totale (en milliers) 2007	4 918
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-1,1	-0,7	1,6
Indices des prix à la consommation	1,2	2,0	1,6
Taux de chômage (%)	9,3	10,4	10,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-12,7	-9,8	-10,0
Balance courante (% du PIB)	-11,1	-10,0	-10,1

Source : OCDE

Hongrie

Action macroéconomique restrictive



Population (en milliers) 2007	10 056
Superficie (en milliers de km ²)	93
Monnaie	Forint
PIB (en milliards de US\$) 2008	189,6
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	77,3 ; 69,2
Population active totale (en milliers) 2007	4 238
Régime politique	Démocratie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-6,9	-1,0	3,1
Indices des prix à la consommation	4,5	4,0	3,0
Taux de chômage (%)	9,9	10,3	9,3
Taux d'intérêt à court terme (%)	8,6	6,4	7,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,3	-4,1	-3,6
Balance courante (% du PIB)	-1,6	-1,8	-2,6

Source : OCDE

Après un net fléchissement en 2009, la croissance du PIB devrait reprendre progressivement en 2010 et avec plus de vigueur en 2011, par suite d'un raffermissement de la demande extérieure et d'un assouplissement des conditions de crédit. À moins d'une nouvelle vague de prodigalité budgétaire dans la perspective des élections de l'an prochain, le plan d'austérité prévu devrait brider la demande intérieure. Le taux de chômage marquera un sommet à plus de 10 % en 2010 avant de décroître légèrement. L'important écart de production et l'appréciation récente du taux de change ont tempéré les pressions inflationnistes, qui ne devraient pas se ranimer avant que la reprise ne s'accélère.

Une action macroéconomique restrictive conforme au programme du Fonds monétaire international et l'efficacité initiale des mesures de limitation de la croissance des dépenses ont redonné confiance aux investisseurs, renforcé le taux de change et permis de réduire à plusieurs reprises les taux d'intérêt depuis le milieu de 2009. La poursuite de la détente dépendra de la crédibilité du programme d'assainissement continu des finances publiques et de la situation sur les marchés financiers mondiaux. Afin de maintenir la confiance des investisseurs, le gouvernement doit absolument s'en tenir au cadre budgétaire à moyen terme adopté récemment et soutenir les efforts du nouveau conseil budgétaire.

Irlande

Ajustement prolongé



Population (en milliers) 2007	4 339
Superficie (en milliers de km ²)	70
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	197,3
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	82,1 ; 77,3
Population active totale (en milliers) 2007	2 202
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-7,5	-2,3	1,0
Indices des prix à la consommation	-1,7	-0,7	0,4
Taux de chômage (%)	11,9	14,0	13,8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-12,2	-12,2	-11,6
Balance courante (% du PIB)	-2,8	-2,0	-0,6

Source : OCDE

L'économie est en pleine récession, dans un contexte marqué par la correction des importants déséquilibres intérieurs, mais la contraction de l'activité donne depuis peu des signes de ralentissement. L'Irlande devrait profiter de la reprise du commerce mondial et d'un regain de compétitivité résultant de l'ajustement à la baisse des salaires et des prix. L'ajustement en cours au plan intérieur sera néanmoins prolongé, et le redressement économique peu marqué.

Le déficit budgétaire a enflé, et la dette publique a augmenté énormément. D'importantes mesures d'assainissement

budgétaire sont déjà en place, mais il faudra aller plus loin sur une période plus longue, ce qui requerra à la fois de nouvelles augmentations des recettes et de nouvelles compressions des dépenses publiques. Avec l'Agence nationale de gestion d'actifs (National Asset Management Agency), le gouvernement cherche à remettre le système bancaire sur des bases saines en comptabilisant les pertes et en y remédiant rapidement, contribuant ainsi à la reprise. Il faudrait en même temps mettre en œuvre les nécessaires mécanismes de partage des risques afin de protéger le contribuable.

Islande

La récession se poursuit



La récession dans laquelle l'économie islandaise a été plongée après la faillite des trois plus grandes banques du pays en octobre 2008 se poursuit. La demande intérieure s'est effondrée, et l'activité économique continuera probablement de baisser jusqu'au début de 2010. Par la suite, la croissance reprendra probablement, stimulée dans un premier temps par la normalisation attendue des conditions financières, puis par l'investissement dans de grands projets énergétiques. Le taux de chômage pourrait atteindre environ 7 % vers le milieu de 2010 avant de s'orienter à la baisse. Le programme du gouvernement aidera à réduire les déséquilibres dans

l'économie, l'inflation tombant aux alentours de 2,5 % en 2011, et le déficit de la balance des opérations courantes ayant été ramené à 1,5 % du PIB en 2011.

Il est impératif de mettre en oeuvre intégralement le programme de consolidation budgétaire qui est prévu de façon à rétablir la viabilité des finances publiques. La politique monétaire devrait rester centrée sur la stabilité du taux de change, et les contrôles de capitaux devraient être progressivement levés et ce, dès que possible, afin de normaliser les relations avec les marchés extérieurs et de permettre aux entreprises d'accéder au crédit étranger.



Population (en milliers) 2007	311
Superficie (en milliers de km ²)	103
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	11,7
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,9 ; 79,4
Population active totale (en milliers) 2007	181
Régime politique	République constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-7,0	-2,1	2,6
Indices des prix à la consommation	11,9	5,8	2,5
Taux de chômage (%)	7,1	7,0	6,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-15,7	-10,1	-5,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	11,1	7,6	6,4
Balance courante (% du PIB)	-8,1	-1,6	-1,6

Source : OCDE

Luxembourg

Dépendance à l'égard des services financiers



Population (en milliers) 2007	476
Superficie (en milliers de km ²)	3
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	39,0
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	81,9 ; 76,8
Population active totale (en milliers) 2007	343
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-3,9	2,4	3,4
Indices des prix à la consommation	-0,1	1,6	1,0
Taux de chômage (%)	5,9	7,1	7,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,3	-4,3	-3,6
Balance courante (% du PIB)	1,9	1,5	2,9

Source : OCDE

L'économie a gravement souffert de la crise financière internationale du fait de sa dépendance à l'égard des services financiers et du commerce extérieur. Le nombre de participants aux programmes actifs du marché du travail s'est accru. La diminution de la production a toutefois été absorbée partiellement par un accroissement du pourcentage de salariés travaillant à horaire réduit, qui est passé de pratiquement 0 % avant la crise à 2,8 % de la population active en août. D'après certains signes, l'activité se retourne, toutefois, grâce à un renforcement des marchés boursiers et au soutien apporté par les pouvoirs publics. À terme, une reprise progressive sera favorisée par l'amélioration des conditions financières et la

croissance des échanges mondiaux. De nouvelles mesures budgétaires de relance représentant 1,5 % environ du PIB ont été mises en place pour 2010. Les autorités devraient définir un plan crédible d'assainissement budgétaire à moyen terme. Le Luxembourg reste très vulnérable face aux incertitudes entourant la situation financière internationale et l'amélioration du commerce mondial. Mais la principale incertitude concerne l'incidence de la crise financière sur la production potentielle et les perspectives à long terme de l'économie, compte tenu de la spécialisation étroite de celle-ci dans certaines activités financières et formes de production industrielle.

Mexique

Début de reprise



La récession qui a frappé le Mexique a été la plus grave depuis la crise monétaire de 1994. Le PIB réel était en recul de 9,7 % d'une année sur l'autre au deuxième trimestre de 2009, en raison de la baisse des prix du pétrole et du recul des exportations, de l'épidémie de grippe et de la contraction des recettes du tourisme et des envois de fonds des travailleurs. Le rebond des prix du pétrole et l'augmentation des exportations vers les États-Unis ont freiné le ralentissement de l'activité, et un redressement commence de se manifester. Les mesures de relance monétaire et budgétaire faisant sentir leurs effets, la récession devrait arriver à son terme au troisième trimestre de 2009, et le PIB devrait s'accroître progressivement en 2010.

La banque centrale a abaissé le taux directeur de 8,25 à 4,5 % depuis février 2009 et les autorités mettent en oeuvre un programme de relance budgétaire représentant 1,6 % du PIB. À terme, la banque centrale n'aura guère de marge de manoeuvre pour assouplir davantage l'action monétaire, car l'inflation devrait rester proche de la limite supérieure de la fourchette d'objectifs. Il faut laisser les stabilisateurs budgétaires automatiques fonctionner librement en 2010, mais les mesures de stimulation budgétaire doivent progressivement être abandonnées si la reprise s'installe comme prévu. Les mesures d'assainissement envisagées par les autorités pour contenir les baisses de recettes sont nécessaires pour éviter des réactions négatives des marchés des capitaux.



Population (en milliers) 2007	105 791
Superficie (en milliers de km ²)	1 996
Monnaie	Peso
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 531,1
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	77,4 ; 72,6
Population active totale (en milliers) 2007	44 048
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-8,0	2,7	3,9
Indices des prix à la consommation	5,4	4,2	5,0
Taux d'intérêt à court terme (%)	5,5	4,9	5,8
Taux de chômage (%)	5,7	6,3	5,9
Balance courante (% du PIB)	0,0	1,0	1,4

Source : OCDE

Norvège

Rebond des prix immobiliers



Population (en milliers) 2007	4 709
Superficie (en milliers de km ²)	324
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	270,0
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	82,9 ; 78,2
Population active totale (en milliers) 2007	2 507
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-1,4	1,3	3,2
Taux d'épargne des ménages	3,3	2,0	2,0
Indices des prix à la consommation	2,3	1,6	2,2
Taux de chômage (%)	3,3	3,7	3,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,5	2,9	4,0
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	9,6	9,9	10,8
Balance courante (% du PIB)	17,4	18,6	18,1

Source : OCDE

La reprise économique a déjà commencé en Norvège, l'important programme de relance budgétaire et monétaire dopant la consommation et soutenant l'emploi. Le rebond des prix de l'immobilier montre que cette relance encourage les ménages à dépenser plutôt qu'à assainir leurs bilans. L'investissement privé augmentera l'an prochain, une fois que la progression de la consommation sera bien établie, et que les marchés du crédit reviendront à la normale. Le chômage n'a que très légèrement augmenté, grâce en partie à des mesures spécifiques de l'État, mais aussi en raison d'une inversion des flux migratoires, dont l'ampleur reste à déterminer.

Compte tenu de l'important écart observé par rapport à la « règle des 4 % » en 2009 et 2010, un resserrement budgétaire important et soutenu dans le temps est souhaitable, à la fois pour des raisons de gestion macroéconomique et pour assurer la viabilité budgétaire à moyen terme. Le resserrement de la politique monétaire a déjà commencé et devrait se poursuivre pendant quelque temps, à mesure que l'économie se redresse, que le marché du travail se tend, et que les anticipations d'inflation dérivent à la hausse. Les politiques visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques devraient être poursuivies, contribuant à l'assainissement budgétaire dans les années à venir.

Nouvelle-Zélande

Reprise fragile



La Nouvelle-Zélande voit finalement le bout d'une récession longue de cinq trimestres, bénéficiant de vigoureuses mesures de relance budgétaire aux niveaux national et mondial. Les indicateurs récents, notamment l'amélioration des anticipations de production dans les entreprises et des ventes au détail, donnent à penser que le troisième trimestre devrait être marqué par une croissance légèrement positive. Mais la reprise pourrait être compromise par un endettement excessif du secteur privé, la contraction continue du crédit, la vigueur récente de la monnaie et l'aggravation du chômage. Le chômage augmente sensiblement et, en tant qu'indicateur retardé, se maintiendra sur cette tendance à la hausse. Ce facteur pourrait peser

sur les revenus et, conjointement avec la nécessité d'alléger la charge de la dette des ménages, pourrait augmenter la propension à épargner.

Compte tenu de la faiblesse et de la fragilité de la demande privée, il convient que les politiques monétaire et budgétaire restent expansionnistes pour le moment. Cependant, si la reprise s'installe comme prévu, l'action de relance devrait commencer à être retirée au milieu de 2010, afin de favoriser la restructuration des bilans et, conjointement avec les réformes structurelles, d'orienter l'activité vers la production échangeable, et non vers l'investissement dans le logement, en tant que principale source de revenu et de richesse.



Population (en milliers) 2007	4 228
Superficie (en milliers de km ²)	269
Monnaie	Dollar
PIB (en milliards de US\$) 2008	115,1
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,2 ; 78,2
Population active totale (en milliers) 2007	2 245
Régime politique	Démocratie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-0,7	1,5	2,7
Indices des prix à la consommation	2,3	2,2	1,9
Taux de chômage (%)	6,1	7,1	6,6
Taux d'intérêt à court terme (%)	3,0	2,8	4,3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-1,2	-3,3	-3,9
Balance courante (% du PIB)	-2,7	-4,4	-6,0

Source : OCDE

Pays-Bas

Chômage en hausse



Population (en milliers) 2007	16 382
Superficie (en milliers de km ²)	41
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	676,8
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	82,3 ; 78,0
Population active totale (en milliers) 2007	8 741
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,3	0,7	2,0
Taux d'épargne des ménages	10,1	10,0	9,9
Indices des prix à la consommation	0,9	0,3	0,7
Taux de chômage (%)	3,7	5,2	5,5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-4,5	-5,9	-5,3
Balance courante (% du PIB)	6,3	7,2	7,7

Source : OCDE

Plongée dans une profonde récession, l'économie semble montrer des signes de reprise, grâce à un redressement des échanges mondiaux, à une action de relance budgétaire et à un assouplissement des conditions monétaires. Cependant, la croissance sera trop faible pour empêcher de nouvelles augmentations du taux de chômage, l'un des plus bas de l'OCDE jusqu'à la fin de 2010. Devant restaurer leur rentabilité, les entreprises continueront de diminuer leur effectif en 2010. L'amélioration de la rentabilité devrait préparer le terrain à un regain de croissance de l'investissement et, partant, à une reprise plus durable en 2011.

La relance budgétaire a contribué à un déficit d'environ 4,5 % du PIB en 2009. Pour rétablir la viabilité budgétaire, les autorités devraient maintenir les objectifs d'assainissement qu'elles ont fixés pour 2011. Le relèvement en deux étapes prévu de l'âge de la retraite facilitera le retour à l'équilibre, mais serait plus efficace avec une période de mise en place. L'octroi d'une plus grande priorité aux politiques actives du marché du travail et à l'assouplissement de la législation de la protection du travail stimulerait la croissance de l'emploi.

Pologne

La croissance se poursuit



Malgré la profonde récession touchant l'ensemble de la zone OCDE, l'économie polonaise a continué de croître en 2009 sous l'effet de plusieurs facteurs, notamment un assouplissement monétaire, une dépréciation du taux de change, une dépendance relativement limitée par rapport aux échanges internationaux, un solide secteur bancaire et un secteur privé peu endetté, des baisses d'impôts ainsi que d'autres mesures fiscales, et les investissements en infrastructure liés aux transferts de l'Union européenne et au championnat de football de 2012. L'activité devrait se redresser, grâce essentiellement à l'investissement, mais la croissance restera bien inférieure à son potentiel pendant quelque temps. Si l'inflation globale a été jusqu'à récemment supérieure à l'objectif officiel, elle devrait

diminuer régulièrement à mesure que la sous-utilisation des ressources économiques s'accroît.

Le déficit des administrations publiques devrait atteindre des niveaux sans précédent depuis le début du processus de transition. Cependant, aucune mesure d'assainissement budgétaire n'a été annoncée pour 2010 par les autorités. Le risque de non-respect de la limite d'endettement public, fixée par la constitution à 60 % du PIB, est essentiellement géré via un programme de privatisation ambitieux. Ce programme ne fera néanmoins que retarder jusqu'en 2011 l'assainissement nécessaire des finances publiques. Les autorités monétaires devraient s'abstenir de toute modification des taux d'intérêt, sauf si les circonstances changent.



Population (en milliers) 2007	38 116
Superficie (en milliers de km ²)	313
Monnaie	Zloty
PIB (en milliards de US\$) 2008	656,1
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	79,7 ; 71,0
Population active totale (en milliers) 2007	16 909
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	1,4	2,5	3,1
Indices des prix à la consommation	3,5	2,2	1,9
Taux de chômage (%)	8,4	9,6	9,6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-6,4	-7,8	-6,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	4,3	4,2	4,2
Balance courante (% du PIB)	-1,7	-2,3	-2,5

Source : OCDE

Portugal

Croissance anémique



Population (en milliers) 2007	10 604
Superficie (en milliers de km ²)	92
Monnaie	Euro
PIB (en milliards de US\$) 2008	246,6
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	82,3 ; 75,5
Population active totale (en milliers) 2007	5 618
Régime politique	Démocratie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-2,8	0,8	1,5
Taux d'épargne des ménages	9,6	8,9	8,8
Indices des prix à la consommation	-0,9	0,7	1,0
Taux de chômage (%)	9,2	10,1	9,9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-6,7	-7,6	-7,8
Balance courante (% du PIB)	-9,7	-10,7	-11,1

Source : OCDE

La croissance a repris au deuxième trimestre de 2009, mais restera faible, car le désendettement du secteur privé pèse sur la reprise. Dans ces conditions, le chômage devrait augmenter, pour atteindre 10 % environ en 2010. Le déficit budgétaire devrait s'élever davantage en 2010 et 2011, après une augmentation sensible en 2009 sous l'effet conjugué des mesures de stimulation budgétaire et de la récession. L'inflation sous-jacente, après avoir diminué pour atteindre un niveau proche de zéro, pourrait connaître une croissance faible au cours de la période considérée. Les déséquilibres de la balance des opérations courantes, qui se sont

traduits par une augmentation de l'endettement, limitent le rythme de la reprise, qui pourrait être un peu plus faible que celle de la zone euro. Malgré une croissance anémique, la conception et la mise en œuvre graduelles de la consolidation budgétaire est une toute première priorité. Les réformes structurelles destinées à encourager la compétitivité sont indispensables à la réalisation d'une plus forte croissance par le biais d'exportations plus dynamiques, alors que la poursuite des réformes dans le secteur de l'éducation devrait contribuer à encourager la croissance potentielle.

République slovaque



Situation budgétaire dégradée

L'activité économique s'est redressée au deuxième trimestre après la forte baisse enregistrée au cours de la période précédente. Indépendamment de la poursuite de la croissance au troisième trimestre, le PIB annuel devrait être en recul de près de 6 % en 2009. L'activité reprendra progressivement en 2010, grâce à une amélioration des perspectives de croissance du commerce mondial et à une reprise des entrées d'IDE, et la croissance devrait atteindre un taux annuel supérieur à 4 % en 2011. La forte progression du chômage devrait peu à peu se tasser. Compte tenu de l'importante sous-utilisation des ressources dans l'économie, l'inflation des prix à la consommation devrait rester assez faible.

La situation budgétaire se dégradera sensiblement cette année et l'an prochain, en raison, pour l'essentiel, de la hausse conjoncturelle des dépenses au titre des prestations sociales et de la diminution des recettes fiscales, mais aussi du fait des deux programmes de stimulation budgétaire adoptés au début de 2009. En 2010, l'aggravation du déficit sera circonscrite par une série de mesures ambitieuses d'amputation des dépenses. À moyen terme, d'autres mesures d'assainissement budgétaire seront nécessaires pour assurer la viabilité des finances publiques. Si l'élimination automatique des mesures de relance à la fin de 2010 sera utile à cet égard, il faudra également adopter des dispositions complémentaires.



Population (en milliers) 2007	5 398
Superficie (en milliers de km ²)	49
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	115,6
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	78,1 ; 70,5
Population active totale (en milliers) 2007	2 649
Régime politique	Démocratie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-5,8	2,0	4,2
Indices des prix à la consommation	1,0	1,7	2,4
Taux de chômage (%)	11,6	12,7	12,5
Taux d'intérêt à court terme (%)	1,2	0,8	1,9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,9	-6,3	-5,0
Balance courante (% du PIB)	-3,8	-3,1	-2,8

Source : OCDE

République tchèque



Consommation peu soutenue



Population (en milliers) 2007	10 323
Superficie (en milliers de km ²)	79
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	260,0
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	79,9 ; 73,5
Population active totale (en milliers) 2007	5 198
Régime politique	Démocratie parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,4	2,0	2,8
Indices des prix à la consommation	1,1	1,4	2,0
Taux de chômage (%)	6,9	8,4	7,9
Taux d'intérêt à court terme (%)	2,2	1,9	2,4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-5,7	-5,6	-5,0
Balance courante (% du PIB)	-1,0	0,3	0,3

Source : OCDE

La baisse de l'investissement et la récession frappant les grands marchés d'exportation ont contribué à un fort ralentissement de l'activité au début de l'année. Le PIB réel est devenu légèrement positif au deuxième trimestre, en grande partie grâce à un redressement des exportations et à la poursuite de la croissance de la consommation, à un rythme peu soutenu cependant. Une reprise progressive est prévue pour 2010 et 2011, sous l'effet d'un raffermissement de l'investissement et de la demande d'exportation, mais la faiblesse de la consommation continuera de peser sur la croissance. L'inflation est restée négative durant une partie de 2009, mais devrait remonter progressivement pour atteindre

environ 2 % en 2011. Les autorités ont réagi à la baisse de l'activité en mettant en oeuvre deux plans de relance, alors que des facteurs conjoncturels creuseront encore le déficit des administrations publiques. Il n'y a donc guère de marge pour d'autres mesures discrétionnaires d'assouplissement budgétaire, et le parlement a déjà approuvé un plan d'assainissement pour réduire le déficit public. Pour inscrire l'effort d'assainissement dans le long terme, il faudra résoudre de graves problèmes du côté des dépenses, en particulier dans les secteurs de la santé, de la protection sociale et des pensions, dans le cadre d'une nécessaire stratégie de sortie.

Suède

Ressources sous-utilisées



L'économie suédoise a connu une sévère contraction, sous l'effet de la crise économique mondiale. Une reprise graduelle a commencé, mais la sous-utilisation des ressources économiques est très importante, et le chômage restera élevé pendant quelque temps. La confiance des consommateurs et des entreprises s'est améliorée au cours des six derniers mois, et les ventes au détail se sont redressées. Les conditions sur les marchés des capitaux se sont aussi améliorées, les marges sur les taux interbancaires et hypothécaires revenant à des niveaux plus normaux. Une accélération des prêts aux ménages s'est amorcée, tandis

que le ralentissement des prêts aux entreprises se poursuit.

L'orientation de la politique monétaire est très dynamique et devrait le rester pour le moment. Les réponses budgétaires automatiques et discrétionnaires à la crise continueront de soutenir la demande, tout comme les mesures récentes visant à limiter le chômage de longue durée. Avec l'affermissement de la reprise, toutefois, des efforts d'assainissement budgétaire seront requis pour atteindre l'objectif d'un excédent budgétaire à moyen terme.



Population (en milliers) 2007	9 148
Superficie (en milliers de km ²)	450
Monnaie	Couronne
PIB (en milliards de US\$) 2008	340,5
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	83,0 ; 78,9
Population active totale (en milliers) 2007	4 838
Régime politique	Monarchie constitutionnelle

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-4,7	2,0	3,0
Taux d'épargne des ménages	14,5	14,3	12,9
Indices des prix à la consommation	-0,3	1,4	3,2
Taux de chômage (%)	8,2	10,3	10,1
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,4	0,3	1,6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-2,0	-3,0	-2,0
Balance courante (% du PIB)	7,8	8,2	8,6

Source : OCDE

Suisse

Risque déflationniste



Population (en milliers) 2007	7 551
Superficie (en milliers de km ²)	41
Monnaie	Franc
PIB (en milliards de US\$) 2008	319,2
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2006	84,2 ; 79,2
Population active totale (en milliers) 2007	4 573
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-1,9	0,9	1,9
Indices des prix à la consommation	-0,6	0,6	0,4
Taux de chômage (%)	4,3	4,9	4,8
Taux d'intérêt à court terme (%)	0,4	0,3	1,2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	-0,7	-1,3	-1,3
Balance courante (% du PIB)	8,7	10,2	10,9

Source : OCDE

La croissance devrait se rétablir à compter de la fin de 2009, grâce à une augmentation de la demande chez les partenaires commerciaux de la Suisse et à l'affermissement de l'activité sur les marchés des capitaux. Le chômage pourrait grimper à environ 5 %, alors que, selon les prévisions, l'inflation devrait être faible, mais positive. Les indicateurs précurseurs du cycle d'activité se sont sensiblement améliorés ces derniers mois, puisqu'ils sont redevenus favorables alors qu'ils se situaient à de faibles niveaux au deuxième trimestre de 2009. Les commandes dans le secteur manufacturier ont enregistré

une progression permettant d'escompter une expansion au quatrième trimestre. Après une accélération en 2011, la croissance devrait atteindre 2,1 % à la fin de l'année.

Une fois que la reprise sera installée, les mesures de stimulation monétaire devraient être levées, mais il conviendra de veiller à éviter tout risque de déflation. Si le dispositif de relance budgétaire devra être maintenu en 2010, il faudra étudier comment réduire les dépenses à compter de 2011, afin de se conformer aux règles budgétaires.

Turquie

Redressement modéré



La production suit une trajectoire qui laisse prévoir en 2009 un déclin sans précédent de 6,5 % par rapport à l'année précédente. Cependant, après quatre trimestres de croissance négative, le deuxième trimestre de 2009 a été marqué par une reprise vigoureuse. L'inflation s'est repliée de 11,9 % en octobre 2008 à 5,3 % en septembre 2009, et le déficit de la balance des opérations courantes devrait passer de 5,5 % du PIB en 2008 à 2 % environ en 2009. Même s'il se redresse plus modérément sur le reste de l'année, le PIB devrait progresser, selon les prévisions, de 3,75 % en 2010 et 4,5 % en 2011.

Les responsables devraient se donner pour but de préserver le renforcement de la confiance des investisseurs, qui a permis un repli des primes de risque et des taux d'intérêt réels. Dans ce contexte, il est indispensable d'aller encore plus loin dans l'amélioration de la transparence budgétaire et de conforter la règle budgétaire par des mesures d'assainissement spécifiques. Des réformes structurelles de nature à doper la compétitivité du secteur des entreprises contribueraient à améliorer la performance de l'économie pendant la phase de reprise.



Population (en milliers) 2007	70 586
Superficie (en milliers de km ²)	781
Monnaie	Livre
PIB (en milliards de US\$) 2008	981,6
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	74,2 ; 69,3
Population active totale (en milliers) 2007	23 114
Régime politique	Démocratie républicaine parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB	-6,5	3,7	4,6
Indices des prix à la consommation	6,3	5,7	5,3
Taux d'intérêt à court terme (%)	10,9	7,4	6,9
Taux de chômage (%)	14,6	15,2	15,0
Balance courante (% du PIB)	-1,9	-2,8	-3,3

Source : OCDE

Ces fiches pays vous sont offertes avec l'aimable autorisation des **Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86, 2009**

L'édition complète contient des analyses plus détaillées, ainsi qu'un chapitre spécial sur l'inflation et les prix des produits de base. Par ailleurs, les *Perspectives économiques* proposent de nombreux graphiques et statistiques de la base de données de l'OCDE.



Pour commander les *Perspectives économiques de l'OCDE*, consulter www.oecdlibrairie.org, contacter sales@oecd.org ou utiliser le bon de commande à la section Livres de ce numéro.

Note sur les fiches pays de l'Observateur de l'OCDE : le PIB dans les tableaux ci-dessus est exprimé en prix courants du marché. L'information des tableaux inférieurs provient des *Perspectives économiques de l'OCDE* (version préliminaire). En ce qui concerne les tableaux supérieurs, les sources incluent notamment l'OCDE en chiffres et les Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Pays non-membres

Brésil

Solide rebond



Population (en milliers) 2008	191 870
Superficie (en milliers de km ²)	8 515
Monnaie	Réal
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 575,3
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	76,5 ; 69,0
Population active totale (en milliers) 2007	98 846
Régime politique	République fédérale

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	0,0	4,8	4,5
Inflation (IPC)	4,2	4,4	4,5
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,5	-1,7	-1,8
Solde budgétaire primaire (% du PIB)	1,5	3,3	3,3
Balance courante (% du PIB)	-1,4	-1,9	-2,2

Source : OCDE

Après avoir reculé pendant deux trimestres, le PIB a progressé au deuxième trimestre. L'activité a connu un solide rebond grâce à la résistance de la consommation privée et à la poursuite de la reprise de la production industrielle, qui s'était fortement contractée les mois précédents. Dans plusieurs secteurs manufacturiers, l'utilisation des capacités de production n'est plus très loin des niveaux antérieurs à la crise. La reprise de l'investissement ne s'est toutefois pas encore manifestée. La demande intérieure devrait connaître au dernier trimestre de 2009 et en 2010 une croissance vigoureuse soutenue par une combinaison de politique budgétaire et monétaire accommodante.

Le cycle d'assouplissement des conditions monétaires s'est interrompu en septembre après une baisse cumulée de 500 points de base du taux directeur en 12 mois. L'affaiblissement continu des résultats budgétaires est imputable à des facteurs conjoncturels, à la hausse inexorable des dépenses récurrentes – notamment de la masse salariale de l'administration centrale – et aux mesures discrétionnaires qui ont été prises en réponse à la crise mondiale. Il est donc peu probable que l'objectif budgétaire de fin d'année soit atteint. Il serait souhaitable de rapporter judicieusement les mesures de relance à compter de début 2010 si, comme escompté, la reprise se confirme.

Chine

Croissance vigoureuse



Grâce à une vaste relance monétaire et budgétaire, la Chine a retrouvé le chemin d'une vigoureuse croissance. Ce dynamisme s'est manifesté au deuxième trimestre ; la croissance annuelle du PIB devrait dépasser 8 % en 2009 et 10 % en 2010. La forte hausse de la demande intérieure qui résulte de la relance a attiré les importations, tandis que les exportations ont fait preuve de faiblesse et pourraient ne pas retrouver leur rythme antérieur à la crise. L'excédent de la balance courante devrait donc reculer fortement à quelque 5 % du PIB en 2010 avant de s'accroître légèrement en 2011, lorsque la croissance de la demande intérieure faiblira. Les pressions inflationnistes, quant à elles, resteront probablement modérées.

La relance budgétaire n'a pas mis en danger la viabilité des finances publiques. Nanties à la veille de la crise d'un excédent de taille et d'une dette publique nette négative, les autorités peuvent se permettre de maintenir un niveau élevé de dépenses. La composition de la dépense publique devrait toutefois être modifiée en faveur des services sociaux, notamment l'éducation, la santé et les retraites. À l'inverse, il faudra mettre un frein à l'expansion du crédit afin d'éviter une nouvelle accumulation de prêts de mauvaise qualité.



Population (en milliers) 2008	1 328 000
Superficie (en milliers de km ²)	9 597
Monnaie	Renminbi
PIB (en milliards de US\$) 2008	10 310
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	74,0 ; 70,0
Population active totale (en milliers) 2007	782 793
Régime politique	État communiste

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	8,3	10,2	9,3
Inflation	-3,1	-0,2	-0,5
Indices des prix à la consommation	-1,1	0,1	1,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,8	-0,9	-0,3
Balance courante (% du PIB)	6,4	5,4	5,9

Source : OCDE

Inde

Dynamisme raffermi



Population (en milliers) 2008	1 148 000
Superficie (en milliers de km ²)	3 287
Monnaie	Roupie
PIB (en milliards de US\$) 2008	1 203
Espérance de vie à la naissance 2007	64,7
Population active totale (en milliers) 2007	446 965
Régime politique	Démocratie

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	6,1	7,3	7,6
Inflation	2,6	5,4	5,7
Indices des prix à la consommation	7,8	7,1	6,2
Taux d'intérêt à court terme (%)	4,8	6,9	7,9
Taux d'intérêt à long terme (%)	7,1	7,8	8,1
Solde budgétaire (en % du PIB)	-10,1	-9,0	-8,1
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	-1,9	-2,0	-1,8

Source : OCDE

L'économie indienne a relativement bien supporté la récession mondiale. Après un fort ralentissement fin 2008, la croissance a repris au premier semestre de 2009, et les indicateurs récents à fréquence élevée font apparaître un raffermissement de ce dynamisme. À court terme, la reprise actuelle ne sera que faiblement entravée par d'insuffisantes pluies de mousson. La croissance devrait dépasser 7 % en 2010, puis atteindre 7,5 % en 2011. L'inflation est à la hausse depuis la mi-2009 et devrait rester élevée au cours de la période considérée.

Compte tenu de la résurgence de pressions inflationnistes en tout début de reprise, les pouvoirs publics se trouvent confrontés au défi majeur que constitue le retrait en temps utile des mesures budgétaires et monétaires de relance. La tâche consistant à juguler un déficit budgétaire élevé qui s'est encore creusé en 2009 sera particulièrement ardue, étant donné à la fois l'ampleur de ce déficit et la permanence des hausses récentes de dépenses.

Fédération de Russie

Recul de l'inflation



Après un fort rebond initial qui fait suite à la profonde récession de l'année dernière, le PIB réel devrait converger vers son potentiel. Le recul de l'inflation observé depuis le début de 2009 devrait se poursuivre dans les premiers mois de 2010, puis se tasser. L'excédent de la balance courante augmentera en 2010 du fait d'une amélioration des termes de l'échange, mais il diminuera en 2011 lorsque la forte croissance tendancielle des importations se rétablira. Les flux nets de capitaux privés devraient progresser, permettant ainsi la reconstitution de réserves.

Si la reprise pointe à l'horizon, l'ampleur de l'écart de production et la modération de l'inflation suggèrent de ne pas mettre fin trop rapidement aux mesures de relance. La politique budgétaire devrait veiller à éviter que l'enchaînement d'une forte augmentation des dépenses fin 2009 et d'une contraction de celles-ci en 2010 n'ait un effet destructeur sur la demande. Les mesures anticrise discriminatoires destinées à protéger les industries nationales sont contreproductives et devraient être annulées sans délai.



Population (en milliers) 2008	141 904
Superficie (en milliers de km ²)	17 098
Monnaie	Rouble
PIB (en milliards de US\$) 2008	2 288,4
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	73,9 ; 61,4
Population active totale (en milliers) 2008	75 892
Régime politique	Fédération

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	-8,7	4,9	4,2
Inflation	11,7	6,9	7,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,0	-4,4	-2,0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	3,6	4,1	2,5

Source : OCDE

Afrique du Sud

Coupe du monde bénéfique



La croissance du PIB réel sera négative en 2009, mais devrait redevenir positive au quatrième trimestre et connaître au premier semestre de 2010 une accélération due en partie à la Coupe du monde de football. Grâce à un écart de production important et aux effets de l'appréciation passée du rand, l'inflation devrait revenir dans la fourchette visée en 2010. Le déficit de la balance courante s'atténuera cette année, mais devrait se creuser ensuite lorsque les importations distanceront les exportations.

La fragilité de la reprise devrait inciter à la mise en oeuvre de l'augmentation des dépenses publiques prévue pour 2010. Cette augmentation doit toutefois s'inscrire dans un cadre à moyen terme préservant la viabilité de la dette, qui obligera probablement les autorités, lors du retournement de conjoncture qui arrive, à restreindre nettement leurs dépenses. La récession et son cortège de déficits importants ont aussi rendu plus pressante la nécessité d'accroître l'efficacité de la dépense publique.



Population (en milliers) 2008	48 687
Superficie (en milliers de km ²)	1 221
Monnaie	Rand
PIB (en milliards de US\$) 2008	492,2
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	52,0 ; 49,0
Population active totale (en milliers) 2008	17 788
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	-2,2	2,7	4,5
Inflation	7,3	6,1	5,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-7,3	-5,3	-3,5
Balance courante (% du PIB)	-4,9	-5,7	-6,0

Source : OCDE

Chili

Accélération progressive de la croissance



Population (en milliers) 2007	16 600
Superficie (en milliers de km ²)	757
Monnaie	Peso
PIB (en milliards de US\$) 2007	163,9
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	81,4 ; 75,4
Population active totale (en milliers) 2007	6 962
Régime politique	Démocratie représentative

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	-1,8	4,1	5,0
Inflation (IPC)	1,4	1,0	2,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,5	-1,3	-1,0
Balance courante (% du PIB)	0,8	0,3	0,1

Source : OCDE

Petite économie ouverte fortement dépendante de ses exportations minières et agricoles, le Chili a été lourdement frappé par l'effondrement des échanges mondiaux et des prix des produits de base. La production a fortement reculé, et la croissance annuelle moyenne devrait être négative en 2009. Toutefois, une bonne partie de la baisse des prix du cuivre observée jusqu'à la fin de 2008 a été annulée, et le milieu d'année a marqué le creux de la vague de l'activité, grâce à des mesures substantielles de relance macroéconomique. La croissance devrait s'accroître progressivement tout au long de

2010 et atteindre en 2011 un taux supérieur au potentiel.

Sans tergiverser, la banque centrale a abaissé les taux d'intérêt de 775 points de base depuis le début de l'année, et pris quelques mesures non classiques lorsque les taux directeurs sont tombés en juillet à 0,5 %. Le ministère des Finances a mis en oeuvre sans délai un plan de relance budgétaire bien ciblé. Ces mesures devraient disparaître graduellement si, comme prévu, le Chili s'engage sur la voie du retour à une solide croissance.

Estonie

Maintenir une politique budgétaire stricte



Le PIB réel devrait chuter de 14,4 % cette année, pour se stabiliser à peu près en 2010 et se redresser en 2011, avec une croissance attendue de 3,9 %. Cette prévision dépend pour une large part de l'évolution des grands marchés tournés vers l'exportation, de la réaffectation des ressources à l'expansion des activités correspondantes et l'attrait que saura exercer le pays à l'égard de flux nouveaux d'IDE au profit du secteur des exportations lorsque la reprise s'installera. Le maintien de la caisse d'émission dans l'optique d'adopter l'euro dès que possible reste l'objectif

premier de la politique économique. Il faudra, pour satisfaire au critère de Maastricht plafonnant le déficit public à 3 % du PIB, conserver une politique budgétaire très stricte. Les évaluations externes de la crédibilité des politiques économiques de l'Estonie, et notamment de ses perspectives d'adhésion à l'euro, seront aussi décisives pour les flux d'investissement direct étranger et les coûts du crédit.



Population (en milliers) 2007	1 342
Superficie (en milliers de km ²)	45,2
Monnaie	Couronne estonienne
PIB (en milliards de US\$) 2007	20,897
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2008	78,73 ; 67,13
Population active totale (en milliers) 2007	687,4
Régime politique	République parlementaire

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	-14,4	-0,8	3,9
Inflation (IPC harmonisé)	0,0	0,1	0,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,0	-3,0	-2,2

Source : OCDE

Indonésie

La croissance par la consommation



Population (en milliers) 2008	228 523
Superficie (en milliers de km ²)	1 919
Monnaie	Rupiah
PIB (en milliards de US\$) 2008	510,8
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	72,6 ; 68,7
Population active totale (en milliers) 2008	111 480
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	4,5	5,3	5,6
Inflation	4,0	5,5	5,5
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,8	-1,1	-0,9
Balance courante (en milliards de US\$)	4,9	4,0	1,7
Balance courante (% du PIB)	0,9	0,6	0,2

Source : OCDE

Le deuxième et le troisième trimestre de 2009 ont vu la croissance du PIB se reprendre nettement, grâce principalement à la consommation privée. L'investissement, ayant rebondi fortement au cours du troisième trimestre, continue de pâtir d'une insuffisance de crédit. Les exportations croissent plus vite que les importations, soutenant l'excédent commercial et l'excédent des opérations courantes. L'inflation a affiché un recul rapide au premier semestre. L'activité devrait s'accroître quelque peu à la faveur d'une hausse des investissements et d'un assouplissement des conditions de crédit. Le cycle d'assouplissement des conditions monétaires s'est

terminé en septembre. Les baisses des taux d'intérêt et les mesures de renforcement des liquidités prises plus tôt dans l'année en réaction à la crise mondiale ont allégé la pression exercée sur le marché interbancaire. La mise en œuvre du plan de relance budgétaire est retardée par des insuffisances de capacités de production. Il ne serait cependant pas souhaitable, puisque la reprise semble avoir véritablement commencé, d'assouplir davantage la politique budgétaire.

Israël

Allègements fiscaux inopportuns



Quoique faible, la croissance positive du deuxième trimestre de 2009 a marqué le début de la reprise. Les anticipations concernant des hausses de la fiscalité indirecte ont suscité une poussée des ventes automobiles, et les dépenses de l'État ont augmenté rapidement en raison de l'abandon d'une politique restrictive à cet égard. Les taux de croissance de la consommation de biens non durables, de l'investissement et des exportations sont tous redevenus positifs. L'activité économique devrait se ressaisir tout au long de la période considérée. Les pressions inflationnistes sous-jacentes resteront probablement modérées, mais les risques de divergence par

rapport à ce scénario s'accroissent. Le dernier budget de l'État limitait la hausse du déficit, mais s'appuyait de manière excessive sur des mesures de court terme pour atteindre les objectifs de déficit et de dépenses, et les allègements fiscaux prévus pour les personnes morales et physiques en 2010 sont inopportuns. La Banque d'Israël a précocement adopté une position moins expansionniste, mais la persistance de ses interventions sur le marché des changes risque de créer des pressions inflationnistes supplémentaires et de détériorer la crédibilité et la cohérence de l'action publique.



Population (en milliers) 2008	7 309
Superficie (en milliers de km ²)	22,1
Monnaie	Nouveau shekel israélien
PIB (en milliards de US\$) 2008	202,8
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	83,3 ; 79,1
Population active totale (en milliers) 2008	2 954
Régime politique	Démocratie parlementaire

Note : Pour des raisons techniques, ce tableau utilise des statistiques israéliennes officielles, incluant des sources relatives au plateau du Golan, à Jérusalem Est et aux territoires israéliens en Cisjordanie.

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	0,0	2,2	3,3
Inflation	3,4	3,3	1,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,9	-4,9	-3,9
Balance courante (% du PIB)	2,9	1,9	2,0

Source : OCDE et Bureau Central Israélien des statistiques

Slovénie

Faible rebond



Population (en milliers) 2008	2 040
Superficie (en milliers de km ²)	20,3
Monnaie	Euro
PIB (en milliards d'euros) 2008	37,2
Espérance de vie à la naissance (femmes ; hommes) 2007	81,8 ; 74,6
Population active totale (en milliers) 2008	1 042
Régime politique	République

Évolution en % (sauf indication contraire)	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	-7,9	2,7	3,0
Inflation (IPC)	0,7	1,1	2,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-7,7	-5,5	-3,0

Source : OCDE

Bien que la Slovénie soit déjà sortie de la récession au deuxième trimestre de 2009, le déclin précipité des deux trimestres précédents fut assez sévère pour engendrer une chute du résultat en glissement annuel proche de 8 % en 2009. Un faible rebond, imputable à la demande extérieure, a eu lieu, et on s'attend à ce qu'il continue en 2010, avant que la croissance ne gagne en solidité en 2011 grâce au renforcement des investissements. Un écart de production négatif et un chômage élevé devraient contribuer à maintenir une inflation modérée.

devrait se resserrer en 2010 et 2011 pour des raisons d'assainissement. Une nouvelle réforme des régimes de retraite devrait stimuler cet assainissement budgétaire, alors que les réformes visant à accroître la flexibilité des marchés du travail devraient contribuer à accélérer la reprise de l'emploi.

Après la forte relance budgétaire de 2009, la politique budgétaire

Les perspectives de l'Irlande

Sebastian Barnes, département des Affaires économiques de l'OCDE

Depuis le milieu des années 1990, la croissance de l'Irlande a été l'une des plus rapides de la zone OCDE. Elle connaît aujourd'hui l'une de ses plus sévères récessions. Qu'est-ce qui explique ce basculement ? Comment l'économie irlandaise se redressera-t-elle ?

Ces 18 derniers mois ont été difficiles pour l'économie mondiale, mais peu de pays de l'OCDE ont ressenti l'impact de la crise aussi brutalement que l'Irlande. En à peine quelques années, ce pays considéré par beaucoup comme un modèle de croissance rapide et de prospérité confiante est devenu une économie engluée dans la récession et saisie par le doute.

Un désenchantement brutal. Depuis le milieu des années 1990, les performances économiques du pays étaient remarquables : une croissance du PIB par habitant avoisinant les 5 % entre 1995 et 2007 ; un niveau de vie amélioré d'un tiers en une décennie ; une croissance spectaculaire de l'emploi, attirant massivement les travailleurs étrangers. Les Irlandais qui avaient émigré les années précédentes sont revenus au pays et, pour la première fois, on a observé une forte immigration nette : en quelques années, la proportion de travailleurs de pays alors candidats à l'adhésion à l'UE, comme la Pologne, a atteint 8 % de la population active.

Ce rythme d'expansion est pratiquement sans précédent dans les pays de l'OCDE. Le pays que les économistes surnommaient « l'homme malade de l'Europe » dans les années 1980 affichait une santé resplendissante. La vitesse de son développement rappelant certains pays émergents, l'Irlande était devenue le « tigre celtique ».

D'autres pays de l'OCDE se tournaient vers l'expérience irlandaise pour renforcer leurs performances économiques. Comment l'Irlande était-elle parvenue à élever si rapidement son niveau de vie ?

Il n'y a pas de réponse unique à cette question, même si la capacité à attirer l'investissement direct étranger (IDE) a été un moteur décisif. Les entrées d'IDE avoisinaient aujourd'hui 80 % du revenu national, et les entreprises sous contrôle étranger assurent la majorité des exportations et une proportion substantielle des emplois. Les multinationales ont été attirées par cette économie ouverte, flexible et orientée vers le marché. Autres atouts, une fiscalité favorable et la présence d'une



main-d'œuvre anglophone qualifiée. L'appartenance à l'Union européenne, et donc à l'union monétaire et au marché unique, s'est également révélée cruciale. La montée en puissance de secteurs tels que les technologies de l'information et des communications, les produits pharmaceutiques et les services financiers internationaux favorisait particulièrement cette petite économie ouverte et dynamique. Si ce dynamisme a éclaté au bon moment, l'Irlande n'a pas connu le succès du jour au lendemain. Celui-ci a résulté d'années d'efforts des décideurs publics, des chefs d'entreprise et des autres partenaires sociaux pour réorganiser le pays et y instaurer un cadre favorisant l'entrepreneuriat, l'investissement et la croissance de l'emploi.

L'élévation du niveau de vie a fini par récompenser les judicieuses décisions de cette époque. L'enseignement secondaire n'est devenu gratuit en Irlande qu'à la fin des années 1960. D'où une progression tardive mais considérable du niveau d'instruction. Ceci n'a pas eu de retombées visibles pendant la période de résultats macroéconomiques médiocres des années 1980, mais le vaste gisement de productivité ainsi créé a porté ses fruits à partir du milieu des années 1990. La main-d'œuvre irlandaise jeune et instruite reste d'ailleurs très appréciée des sociétés étrangères.

L'économie avait aussi gagné en résilience. Avec l'éclatement de la bulle informatique au début des années 2000, l'activité a ralenti, mais le PIB national ne s'est jamais réellement contracté en termes annuels, contrairement à beaucoup d'autres pays de l'OCDE, et le

chômage n'a que très légèrement augmenté. La vigoureuse reprise qui a suivi s'est traduite par une croissance moyenne du PIB supérieure à 5 % entre 2002 et 2007.

Alors pourquoi la machine s'est-elle enrayée ? La récession irlandaise est l'une des plus sévères de la zone OCDE. Selon les prévisions de l'OCDE, la baisse du revenu national brut, du pic au creux, sera probablement proche de 13 %. Le taux de chômage est passé d'un peu plus de 4 % à 13 % en moins de deux ans. Comment la situation a-t-elle pu se détériorer si brutalement ?

Un élément de réponse tient au fait que, ces dernières années, l'expansion a été beaucoup plus tirée par la demande intérieure que ce n'était le cas avant 2000. Après avoir rapidement augmenté, les exportations se sont modérées. La croissance de la productivité a aussi fortement ralenti, alors que l'inflation, les salaires et les coûts de main-d'œuvre ont augmenté plus vite. En bref, l'Irlande perdait de sa compétitivité, et le déficit de la balance courante se creusait.

Le marché immobilier a été au cœur de cette récente poussée de la demande : au pic du cycle, les prix des logements en termes réels étaient près de quatre fois plus élevés qu'en 1995. Alors que ces prix étaient bas au milieu des années 1990, et que la demande de logements était stimulée par la hausse des revenus et l'accroissement de la population, une décennie plus tard les prix des logements avaient atteint des niveaux non-viables à long terme. Ils étaient en outre alimentés par l'expansion du crédit, le montant total des

Luke MacGregor/Reuters

emprunts ayant augmenté de 20 % par an en moyenne au cours de ces dernières années. L'immobilier commercial était lui-même en plein essor : sur Grafton Street, à Dublin, les loyers privés sont rapidement devenus parmi les plus chers du monde, rivalisant avec la Cinquième Avenue, Bond Street et les Champs-Élysées.

Le boom immobilier a eu un puissant effet sur l'ensemble de l'économie irlandaise. La construction de logements s'est envolée pour atteindre 13 % du revenu national, proportion plus élevée même qu'en Espagne, et ce secteur a attiré un grand nombre de travailleurs. La valorisation du patrimoine immobilier a soutenu la consommation. Les banques prêtaient à tour de bras, et les prêts liés à des opérations immobilières sont devenus une composante majeure de leurs engagements globaux.

Les prix des logements ont culminé en 2007. Depuis, ils ont chuté de 25 %, et de nouvelles baisses sont à prévoir. Avec le retournement du marché immobilier, l'activité économique a commencé à ralentir, la construction de logements se contractant fortement. Il était déjà difficile de rééquilibrer l'économie irlandaise en réduisant le poids de la construction au profit des exportations et d'un niveau de demande plus gérable. Mais la crise financière a rendu cette correction encore plus malaisée en érodant les marchés d'exportation et en exerçant de nouvelles tensions sur le système financier. Il en a résulté un effondrement spectaculaire de la demande, l'activité économique accusant l'une de ses plus fortes contractions depuis des décennies.

Comment l'économie irlandaise se rétablira-t-elle ? Les pouvoirs publics ont peu de leviers pour étayer la demande. Dans un petit pays intégré à la zone euro, les réductions des taux d'intérêt et les mesures de soutien monétaire prises par la Banque centrale européenne ont été utiles, mais ne peuvent pas être poussées plus loin. Afin d'éviter un effondrement financier systémique, il a fallu s'attaquer en priorité aux pertes massives des banques. Entre autres mesures, les autorités ont créé l'Agence nationale de gestion d'actifs (National Asset Management Agency), qui a pour mission de replâtrer le système bancaire en sortant des bilans des banques un portefeuille d'actifs immobiliers frappés par la crise, pour un montant total évalué à 40 % du revenu national brut.

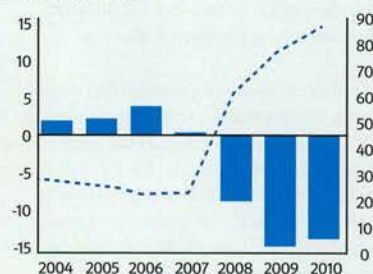
Tandis que d'autres pays ont lancé des plans de relance budgétaire, le solde budgétaire irlandais, excédentaire en 2007, accusera un déficit d'environ 12 % du PIB cette année, ce qui reflète le poids excessif des recettes liées au secteur immobilier. Ce niveau d'emprunts publics contribue déjà fortement à soutenir les dépenses, mais il exclut toute possibilité d'assouplir davantage la politique budgétaire. De fait, la gravité de la situation a imposé un durcissement de la politique budgétaire qui représente à ce jour quelque 7,5 % du revenu national, et de nouvelles mesures d'assainissement sont programmées pour les prochaines années.

Cette contrainte de politique économique signifie que la voie de la reprise passera surtout par un ajustement de l'économie privée, dans les ménages comme dans les entreprises. En particulier, l'Irlande doit infléchir ses prix pour restaurer sa compétitivité sur les marchés internationaux. C'est ce qui est déjà en train de se produire : l'indice harmonisé des prix à la consommation a reculé de près de 3 % entre novembre 2008 et novembre 2009. Fait remarquable, les salaires nominaux sont en train d'être abaissés, des données partielles faisant état de réductions généralisées de 5 à 10 %. Cette déflation des salaires est sans précédent en Irlande et dans les autres pays de l'OCDE. Elle montre à quel point le marché du travail irlandais sait se montrer flexible et incite à penser que son économie s'ajuste très rapidement. Toutefois, cette déflation comporte des risques, notamment parce que la baisse des revenus permettra plus difficilement d'alléger l'encours des dettes.

Mais si l'on observe des signes d'ajustement économique positif, la récession va probablement persister pendant quelque temps. L'OCDE prévoit une reprise lente. Il est crucial de savoir si des politiques publiques peuvent être mises en place pour éviter que le taux de chômage élevé ne se pérennise. Compte tenu de la déflation, les prestations sociales devront baisser en termes monétaires, juste assez pour conserver la même valeur réelle par rapport au coût de la vie. En même temps, pour les travailleurs faiblement rémunérés, les indemnités chômage atteignent des niveaux élevés par rapport aux salaires. Ce facteur, auquel s'ajoutent les carences des programmes d'activation des sans-emploi, entraîne un risque réel de chômage élevé et durable, à moins que les politiques publiques ne s'ajustent pour encourager davantage le retour à l'emploi en même temps que la reprise.

Le prix de la crise

Détérioration de la situation fiscale irlandaise (dette des administrations publiques et dette brute), en % PIB, 2004-2010*



--- Dette brute, critères de Maastricht (axe de droite)
 ■ Solde des administrations publiques (axe de gauche)

*Le solde comprend les mesures fiscales pour 2010 annoncées par les autorités dans le budget additionnel d'avril 2009.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE et mise à jour provisoire des Perspectives économiques n° 85, juin 2009

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/732183113706>

Après la vigoureuse expansion de ces dernières années et la sévère récession qui s'est ensuivie, beaucoup se demandent où va l'Irlande. C'est particulièrement vrai des jeunes Irlandais qui n'avaient jamais connu de récession jusqu'à présent.

Forte de sa main-d'œuvre qualifiée et de son économie ouverte et favorable au marché, l'Irlande devrait être en mesure de préserver un niveau de vie élevé à l'avenir. La plupart des entreprises étrangères sont restées en Irlande, et des pôles d'expertise se développent dans des domaines tels que la finance et les sciences de la vie. Mais à cause du ralentissement économique et du nécessaire assainissement des finances publiques, les revenus seront sans doute durablement inférieurs à ce qui était escompté. Les faits montrent que l'expansion de ces dernières années n'était pas viable à long terme. Le défi consiste maintenant à promouvoir une nouvelle période de croissance forte et durable dans les prochaines années. Cela dépendra beaucoup des leçons tirées de ces deux dernières décennies.

OCDE (2009), *Economic survey of Ireland*, Paris (version française à paraître).

Voir www.oecd.org/irlande



**AVEC L'ASSURANCE PROSPECTION,
TOUT À COUP, VOTRE DÉVELOPPEMENT
À L'ÉTRANGER DEVIENT POSSIBLE.**

Avec l'Assurance Prospection, Coface prend en charge le risque commercial de vos démarches pour développer votre activité à l'étranger. Aujourd'hui, 6 000 entreprises l'utilisent. Et les entreprises innovantes bénéficient de conditions privilégiées. L'assurance prospection est ouverte à toutes les entreprises au chiffre d'affaires annuel de moins de 500 millions d'euros. Concrétisez vos projets à l'export avec Coface, en consultant le site www.coface.fr.

« Ressource vitale



Gérer l'eau

ISBN: 978-92-64-09949-4



Aide et eau

ISBN: 978-92-64-03281-1



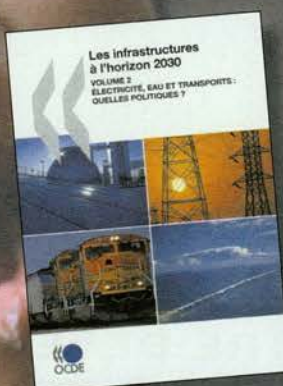
Tarification de l'eau

ISBN: 978-92-64-01880-8



Environnement

ISBN: 978-92-64-04049-6



Infrastructures

ISBN: 978-92-64-03133-3



Agriculture

ISBN: 978-92-64-04669-6

Tous les titres sont disponibles sur SourceOCDE et www.oecd.org/librairie



Pas pressés de fusionner

Les dernières estimations montrent que les fusions-acquisitions internationales ont diminué de 56 % en 2009 par rapport à 2008. C'est la plus forte baisse de ces dernières années. Une grande partie de cette diminution a été causée par la chute de 60 % des fusions-acquisitions d'entreprises basées dans la zone OCDE, passant de plus de 1 billion de dollars à 454 milliards de dollars. Mais les principales économies émergentes, qui ont attiré un grand nombre d'investissements internationaux en 2008, ont également enregistré leurs premières fortes baisses en termes de fusions-acquisitions externes et internes en 2009.

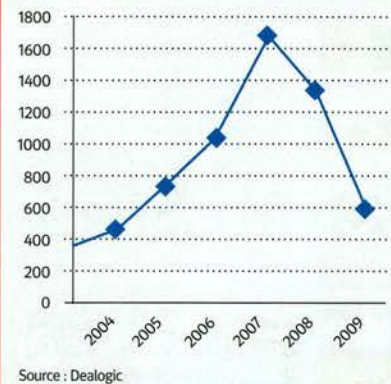
Entre 2007 et 2008, les fusions-acquisitions internationales d'entreprises basées au Brésil, en Chine, en Inde, en Indonésie, en Russie et en Afrique du Sud ont augmenté de 30 %, passant de 96 milliards à 121 milliards de

dollars. Entre 2008 et 2009, ce chiffre a chuté de 62 %, atteignant 46 milliards de dollars. Et malgré l'augmentation de 5 % des fusions-acquisitions dans ces pays entre 2007 et 2008, elles sont estimées avoir chuté d'environ 40 % en 2009. La légère amélioration de l'investissement étranger direct signalée par les pays de l'OCDE au cours du second trimestre ne pouvait pas non plus se maintenir. En effet, malgré cette légère augmentation, les flux entrants et sortants de l'investissement direct étranger ont tous deux diminué de plus de 40 % au cours de la première moitié de 2009 par rapport à la première moitié de 2008.

La tendance actuelle confirme les prévisions de l'OCDE concernant de fortes baisses des flux d'investissement direct étranger entrant et sortant au cours de l'année 2009. Les flux entrants auraient dégringolé à 600 milliards de dollars, et les flux sortants auraient chuté en dessous d'un billion.

Fusions et acquisitions

Prévisions pour 2009 basées sur les fusions-acquisitions effectuées jusqu'au 26 novembre 2009, en milliards de dollars



Voir aussi www.oecd.org/investissement

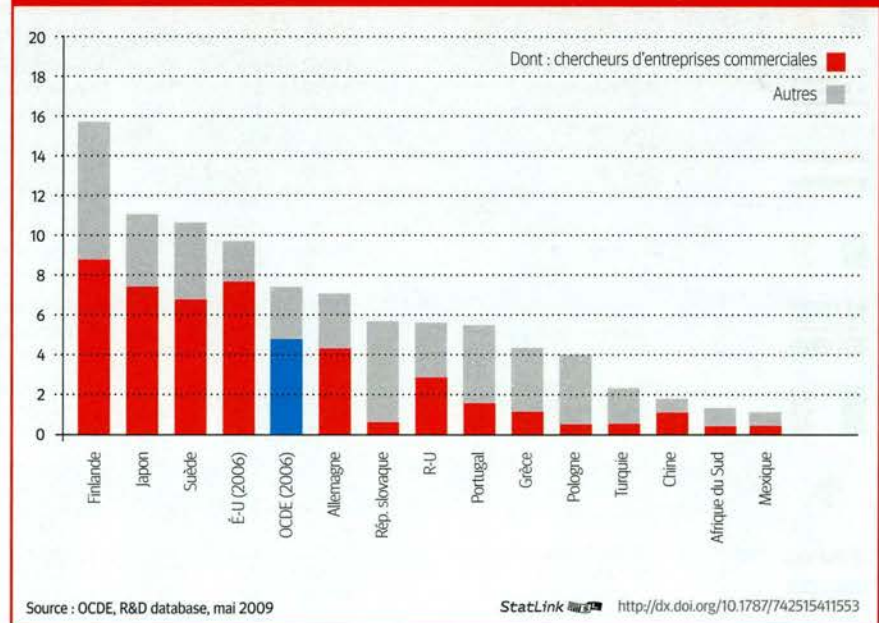
Recherche en entreprise

Tout comme le secteur de la recherche et du développement, les chercheurs sont sensibles aux récessions économiques. La R-D industrielle permet l'élaboration de nouveaux produits et de techniques de production et est un important moteur d'innovation. En 2006, avant la récession mondiale actuelle, environ 2,6 millions de chercheurs, soit 65 % du total des chercheurs, y compris ceux des secteurs publics, notamment l'éducation, étaient employés par des entreprises de la zone OCDE. Toutefois, alors que 4 chercheurs sur 5 travaillent dans des entreprises aux États-Unis et 2 sur 3 au Japon, ils ne sont que 1 sur 2 dans l'Union européenne. Les chercheurs en entreprise dépassent les 10 employés sur 1000 en Finlande, en Suède, au Japon et aux États-Unis ; ils ne sont que 6 sur 1000 en France et en Allemagne, et 4 sur 1000 au Royaume-Uni. Le Mexique, la Turquie, la Pologne et la République Slovaque comptent moins d'un chercheur sur 1000 dans le secteur industriel.

Ces dernières années, le nombre de chercheurs en entreprise a augmenté dans certains pays. La Grèce, le Portugal et la Turquie ont annoncé des taux de croissance annuels supérieurs à 12 % entre 1997 et 2007, alors que la Chine et l'Afrique du Sud ont annoncé une croissance de 15 % et 19 % respectivement au début des années 2000.

Chercheurs, 2007

Pour 1000, emploi total



Mais ces chiffres datent d'avant la récession actuelle. Toute détérioration de la situation pèserait sur la croissance à long terme, et il serait urgent d'y remédier.

OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2009, disponible sur www.oecd.org/librairie, ISBN 978-92-64-06371-6

Indicateurs

			Variation (%) par rapport à :			Niveau :			
			période précédente	année précédente		valeur courante	même période année précédente		
	Allemagne	Produit intérieur brut	T3 09	0,7	-4,8	Balance des comptes courants	T3 09	44,41	60,37
		Indicateur avancé	nov. 09	1,4	12,3	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	7,5	7,1
		Prix à la consommation	nov. 09	-0,1	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Australie	Produit intérieur brut	T2 09	0,6	0,6	Balance des comptes courants	T2 09	-10,13	-14,45
		Indicateur avancé	nov. 09	0,6	0,5	Taux de chômage harmonisé	nov. 09	5,7	4,5
		Prix à la consommation	T3 09	1,0	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	nov. 09	3,95	4,76
	Autriche	Produit intérieur brut	T3 09	0,5	-3,7	Balance des comptes courants	T3 09	2,53	4,62
		Indicateur avancé	nov. 09	0,8	5,4	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	4,7	4,0
		Prix à la consommation	nov. 09	0,2	0,7	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Belgique	Produit intérieur brut	T3 09	0,5	-3,4	Balance des comptes courants	T3 09	0,73	-4,52
		Indicateur avancé	nov. 09	1,4	7,6	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	8,1	7,0
		Prix à la consommation	déc. 09	0,2	0,3	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Canada	Produit intérieur brut	T3 09	0,1	-3,2	Balance des comptes courants	T3 09	-11,95	3,12
		Indicateur avancé	nov. 09	1,0	9,4	Taux de chômage harmonisé	nov. 09	8,5	6,4
		Prix à la consommation	nov. 09	0,5	1,0	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	0,38	2,32
	Corée	Produit intérieur brut	T3 09	3,2	0,7	Balance des comptes courants	oct. 09	3,43	3,46
		Indicateur avancé	nov. 09	0,0	11,2	Taux de chômage harmonisé	nov. 09	3,5	3,2
		Prix à la consommation	déc. 09	0,4	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	2,82	4,68
	Danemark	Produit intérieur brut	T3 09	0,6	-5,4	Balance des comptes courants	T2 09	1,58	2,01
		Indicateur avancé	nov. 09	0,6	5,4	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	6,9	3,6
		Prix à la consommation	nov. 09	0,0	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	0,95	4,79
	Espagne	Produit intérieur brut	T3 09	-0,3	-4,0	Balance des comptes courants	oct. 09	-7,04	-11,26
		Indicateur avancé	nov. 09	1,1	10,2	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	19,3	13,2
		Prix à la consommation	nov. 09	0,5	0,3	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	États-Unis	Produit intérieur brut	T3 09	0,6	-2,6	Balance des comptes courants	T3 09	-108,03	-184,18
		Indicateur avancé	nov. 09	1,0	6,8	Taux de chômage harmonisé	nov. 09	10,0	6,8
		Prix à la consommation	nov. 09	0,1	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	0,22	1,77
	Finlande	Produit intérieur brut	T3 09	0,3	-8,8	Balance des comptes courants	oct. 09	2,42	0,83
		Indicateur avancé	nov. 09	0,9	13,0	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	8,7	6,6
		Prix à la consommation	nov. 09	0,1	-0,9	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	France	Produit intérieur brut	T3 09	0,3	-2,3	Balance des comptes courants	oct. 09	-6,61	-6,13
		Indicateur avancé	nov. 09	1,2	11,9	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	10,1	8,1
		Prix à la consommation	nov. 09	0,1	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Grèce	Produit intérieur brut	T3 09	-0,4	-1,7	Balance des comptes courants	oct. 09	-3,41	-4,69
		Indicateur avancé	nov. 09	0,2	1,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,2	7,5
		Prix à la consommation	nov. 09	0,5	2,0	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Hongrie	Produit intérieur brut	T3 09	-1,8	-7,9	Balance des comptes courants	T3 09	1,20	-3,17
		Indicateur avancé	nov. 09	0,6	8,6	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	9,9	7,8
		Prix à la consommation	nov. 09	0,3	5,3	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	5,96	9,71
	Irlande	Produit intérieur brut	T3 09	0,3	-7,6	Balance des comptes courants	T3 09	-2,10	-4,05
		Indicateur avancé	mai 08	-0,8	-6,9	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	12,8	7,2
		Prix à la consommation	nov. 09	0,0	-5,7	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Islande	Produit intérieur brut	T3 09	-5,7	-8,0	Balance des comptes courants	T3 09	-0,26	1,42
		Indicateur avancé	..	..	..	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	déc. 09	0,5	7,5	Taux d'intérêt à trois mois	nov. 09	8,70	18,57
	Italie	Produit intérieur brut	T3 09	0,6	-4,6	Balance des comptes courants	juil. 09	-2,41	-5,96
		Indicateur avancé	nov. 09	0,9	13,8	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	8,0	7,0
		Prix à la consommation	déc. 09	0,2	1,0	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Japon	Produit intérieur brut	T3 09	0,3	-4,7	Balance des comptes courants	oct. 09	15,24	10,59
		Indicateur avancé	nov. 09	1,2	5,4	Taux de chômage harmonisé	nov. 09	5,2	4,0
		Prix à la consommation	nov. 09	-0,2	-1,9	Taux d'intérêt à trois mois	nov. 09	0,23	0,79
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T3 09	4,2	-2,6	Balance des comptes courants	T3 09	1,44	0,51
		Indicateur avancé	nov. 09	1,4	10,0	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	6,6	5,1
		Prix à la consommation	déc. 09	-0,1	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	..	..	..
	Mexique	Produit intérieur brut	T3 09	2,9	-6,3	Balance des comptes courants	T3 09	-1,54	-3,93
		Indicateur avancé	nov. 09	0,4	13,2	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	5,8	4,0
		Prix à la consommation	nov. 09	0,5	3,9	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	4,60	8,20
	Norvège	Produit intérieur brut	T3 09	0,9	-0,7	Balance des comptes courants	T3 09	13,47	20,65
		Indicateur avancé	nov. 09	0,2	1,2	Taux de chômage harmonisé	sep. 09	3,1	2,5
		Prix à la consommation	nov. 09	0,3	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	déc. 09	2,08	4,64

Variation (%) par rapport à :

Niveau :

période
précédenteannée
précédentevaleur
courantemême période
année précédente

			période précédente	année précédente		valeur courante	même période année précédente		
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T3 09	0,2	-0,7	Balance des comptes courants	T3 09	0,23	-2,84
		Indicateur avancé	sep. 09	0,6	4,9	Taux de chômage harmonisé	T3 09	6,5	4,3
		Prix à la consommation	T3 09	1,3	1,7	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	2,78	5,23
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T3 09	0,5	-4,0	Balance des comptes courants	T3 09	12,95	14,36
		Indicateur avancé	nov. 09	1,3	6,1	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	3,7	2,7
		Prix à la consommation	déc. 09	-0,6	1,1	Taux d'interêt à trois mois	..	..	..
	Pologne	Produit intérieur brut	T3 09	0,5	1,0	Balance des comptes courants	oct. 09	-1,23	-1,95
		Indicateur avancé	nov. 09	0,6	4,0	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	8,4	6,7
		Prix à la consommation	nov. 09	0,3	3,6	Taux d'interêt à trois mois	nov. 09	4,19	6,56
	Portugal	Produit intérieur brut	T3 09	0,7	-2,5	Balance des comptes courants	sep. 09	-1,46	-2,39
		Indicateur avancé	nov. 09	1,0	4,7	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	10,2	7,8
		Prix à la consommation	nov. 09	0,2	-0,6	Taux d'interêt à trois mois	..	..	..
	République slovaque*	Produit intérieur brut	T3 09	1,6	-5,0	Balance des comptes courants	T2 09	-0,30	-1,86
		Indicateur avancé	nov. 09	1,1	11,5	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	12,2	9,0
		Prix à la consommation	nov. 09	0,2	0,4	Taux d'interêt à trois mois	..	..	..
	République tchèque	Produit intérieur brut	T3 09	0,8	-4,1	Balance des comptes courants	T3 09	-7,48	-1,22
		Indicateur avancé	nov. 09	0,2	-4,4	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	7,1	4,4
		Prix à la consommation	nov. 09	0,2	0,5	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	1,64	3,89
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T3 09	-0,2	-5,1	Balance des comptes courants	T3 09	-7,72	-14,82
		Indicateur avancé	nov. 09	1,2	10,7	Taux de chômage harmonisé	août 09	7,8	5,9
		Prix à la consommation	nov. 09	0,3	1,9	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	0,61	3,21
	Suède	Produit intérieur brut	T3 09	0,2	-5,2	Balance des comptes courants	T3 09	7,09	12,92
		Indicateur avancé	nov. 09	1,4	4,1	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	8,8	6,6
		Prix à la consommation	nov. 09	0,0	-0,7	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	0,17	1,82
	Suisse	Produit intérieur brut	T3 09	0,3	-1,5	Balance des comptes courants	T3 09	10,28	-5,59
		Indicateur avancé	nov. 09	0,9	7,5	Taux de chômage harmonisé	T3 09	4,6	3,5
		Prix à la consommation	nov. 09	0,2	0,0	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	0,25	0,66
	Turquie	Produit intérieur brut	T3 09	1,8	-3,5	Balance des comptes courants	T3 09	-5,09	-11,33
		Indicateur avancé	nov. 09	-0,2	11,7	Taux de chômage harmonisé	juin 09	13,2	9,0
		Prix à la consommation	nov. 09	1,3	5,5	Taux d'interêt à trois mois	avr. 08	16,65	17,86
	Zone euro	Produit intérieur brut	T3 09	0,4	-4,1	Balance des comptes courants	oct. 09	-6,83	-13,10
		Indicateur avancé	nov. 09	1,1	10,9	Taux de chômage harmonisé	oct. 09	9,8	7,9
		Prix à la consommation	nov. 09	0,1	0,5	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	0,71	3,29
Non membres									
	Fédération de Russie ¹	Produit intérieur brut	T3 09	1,0	-9,2	Balance des comptes courants	T4 08	9,28	25,01
		Indicateur avancé	nov. 09	1,0	3,4	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	nov. 09	0,3	9,1	Taux d'interêt à trois mois	oct. 09	9,50	17,17
	Afrique du Sud ²	Produit intérieur brut	T3 09	0,2	-2,5	Balance des comptes courants	T1 09	-3,88	-6,20
		Indicateur avancé	nov. 09	0,9	2,8	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	nov. 09	0,0	5,6	Taux d'interêt à trois mois	déc. 09	7,07	10,87
	Brésil ²	Produit intérieur brut	T3 09	1,3	-1,5	Balance des comptes courants	T1 09	-3,06	-8,38
		Indicateur avancé	nov. 09	0,8	-1,3	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	nov. 09	0,4	4,2	Taux d'interêt à trois mois	..	..	..
	Chine ²	Produit intérieur brut	..	..	..	Balance des comptes courants	..	..	..
		Indicateur avancé	nov. 09	0,2	7,6	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	..	..	..	Taux d'interêt à trois mois	oct. 09	1,81	4,25
	Inde ²	Produit intérieur brut	T3 09	3,1	6,8	Balance des comptes courants	T2 09	-5,81	-9,02
		Indicateur avancé	nov. 09	0,0	4,3	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	nov. 09	1,8	13,5	Taux d'interêt à trois mois	..	..	..
	Indonésie ²	Produit intérieur brut	T3 09	1,6	4,2	Balance des comptes courants	T3 09	2,23	-0,50
		Indicateur avancé	oct. 09	0,7	0,5	Taux de chômage harmonisé	..	..	..
		Prix à la consommation	déc. 09	0,3	2,8	Taux d'interêt à trois mois	nov. 09	7,68	10,83

Définitions et notes :

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de

chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. * voir zone euro.

.. = données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

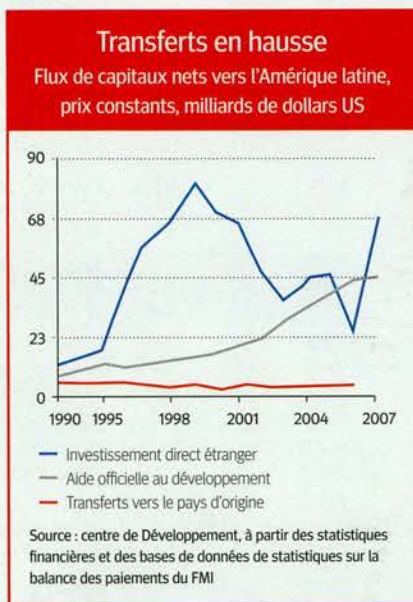
²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, octobre 2009.

Économies rapatriées

La crise a-t-elle eu un impact sur les transferts financiers des immigrés vers leurs pays d'origine ? Une étude a révélé que les immigrés latino-américains aux États-Unis continuent d'envoyer de l'argent à leurs familles, même s'ils doivent pour cela réduire leurs dépenses, cumuler plusieurs emplois, travailler plus longtemps, ou, lorsqu'ils ont perdu leur emploi, puiser dans leurs économies.

Néanmoins, alors que ce type de transferts financiers est en général bien plus stable que les autres flux, y compris les exportations, la même étude montre que leur montant a diminué de 11 % en 2009. Cela s'explique notamment par les nombreuses pertes d'emplois dans des secteurs de l'économie américaine fortement employeurs de travailleurs immigrés, comme le bâtiment.



Ce secteur bat aussi de l'aile en Espagne. Quant au Japon, source majeure de transferts vers le Brésil et le Pérou, il a vu sa production industrielle diminuer, du fait d'une moindre demande d'exportations.

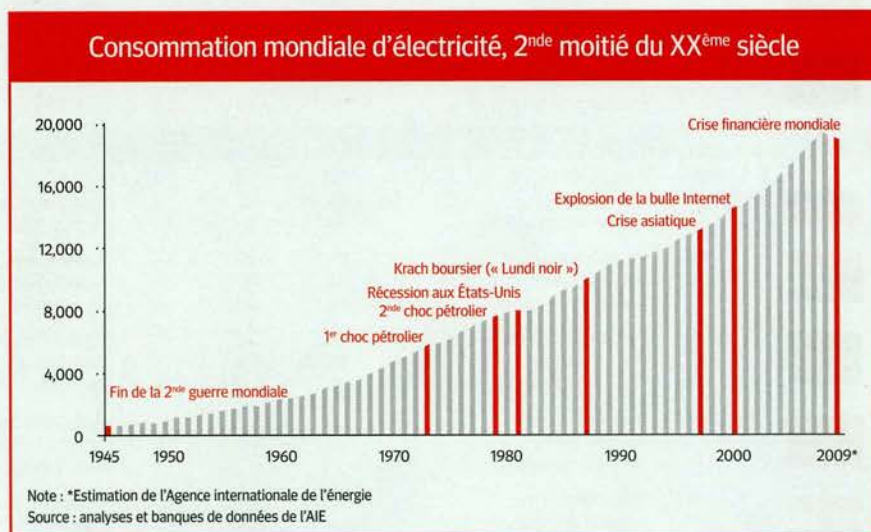
Les transferts financiers vers l'Amérique latine ont toujours été importants au regard de la taille des économies locales, ainsi qu'en proportion des autres flux de capitaux. Leur volume est comparable aux flux d'investissements directs étrangers, et dépasse ceux de l'aide officielle au développement, par exemple. Le montant total des transferts financiers a également augmenté depuis 1990 (voir graphique). Les transferts financiers représentaient moins de 0,1% du PIB en 1980. En 2007, cette proportion atteignait 1,5%.

Les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2010* sont disponibles sur www.oecd.org/librairie, ISBN 978-92-64-07671-6

Baisse de régime

Selon les estimations de l'OCDE, la demande mondiale d'électricité a diminué en 2009 pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. La demande d'électricité a augmenté tout au long de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et a été à peine ralentie par les crises pétrolières des années 1970, le krach d'octobre 1987 et l'éclatement de la bulle Internet en 2000. Mais la crise de 2008 l'a fait baisser de 1,6 %, selon les chiffres de l'OCDE dérivés des dernières prévisions du FMI sur la croissance du PIB en 2009.

La demande d'électricité a baissé plus rapidement au cours du premier trimestre 2009, la consommation chutant de 4,7 % par rapport au premier trimestre 2008. La demande d'électricité de la zone OCDE a baissé d'environ 2,7 % au second trimestre. La demande s'est également affaiblie hors de la zone OCDE. En Chine, par exemple, la demande a dégringolé de 7,1 % au quatrième trimestre 2008, chutant encore de 4 % au premier trimestre 2009 et d'environ 0,6 % au deuxième trimestre. La croissance de la production d'électricité devrait chuter de manière spectaculaire en Russie, du fait de la



diminution des revenus du gaz naturel et du pétrole, suivie d'une diminution de l'utilisation d'électricité dans la zone OCDE. Cette chute de la demande réduit le besoin d'augmenter la capacité de production et diminue l'investissement dans le secteur énergétique. D'autre part, les besoins en électricité sont couverts par des programmes moins onéreux, qui privilégient les technologies anciennes, comme le gaz naturel ou le charbon, plutôt

que l'énergie nucléaire ou renouvelable, plus écologique mais aussi plus chère.

World Energy Outlook 2009, disponible sur www.oecd.org/librairie ISBN 978-92-64-06130-9



OECD Factbook

Version anglaise maintenant disponible sur iPhone !

www.oecd.org/publications/factbook





responsibility



responsibility



responsibility*

MICHELSON Francois

EXD OPS IMSD

MB/M 108

The more you look at
the world, the more
you recognise how
people value things
differently.

We're doing business
with more customers worldwide
than ever before,
with 8000 relationship managers
providing support and advice
in over 60 countries and territories.

Chacun accorde
une valeur différente
à ce qui l'entoure.

Avec 8000 chargés d'affaires
qui vous appuient et vous conseillent
dans plus de 60 pays et territoires,
nous n'avons jamais accompagné
autant d'entreprises
à travers le monde.

www.hsbc.fr/entreprises

HSBC 

The world's local bank